

Le carrefour congolais

Pour la collaboration entre les recherches anthropologiques,
les programmes de développement, les médias et
les entreprises en RDC

Pauvreté et initiatives instantanées du peuple congolais



La revue du Département d'Anthropologie
de l'Université de Kinshasa

N° 3 - Mars 2020

Le carrefour congolais

Pour la collaboration entre les recherches anthropologiques, les programmes de développement, les Médias et les Entreprises en DRC

Pauvreté et initiatives instantanées du peuple congolais

La revue du Département d'Anthropologie de l'Université de Kinshasa

No 3 – Mars 2020

ISSN 2665-9875

© 2020

Editions Kimpa Vita

editions.kimpavita@gmail.com

Imprimé aux Pays-Bas

En couverture : Lé d'un ntshak

Au Royaume du signe

1988, éditions Adam Biro

EQUIPE EDITORIALE

Professeure Julie Ndaya Tshiteku, Professeur Mumbembele Placide, Professeur Didace Kashiana, Professeur Delphin Kayembe, Professeur Célé Manianga, CT Augustine Kilau, Serge Kapanga Kule, Kabitshwa Ngun, Gauthier Boyoko, Jean Claude Bimwala, Sébastien Maluta, Joseph Musiki Kupenza, Kisita Nkandi Marcelline.

CONSEIL EDITORIAL

Professeur Basile Osokonda (UNIKIN), Professeur Mumbembele Placide (UNIKIN), Professeur Lapika Dimonfu (UNIKIN), Professeur Muluma Munanga (UNIKIN), Professeure Victorine Neka (UNIKIN), Marcelline Kisita Nkandi (RODHECIC), Professeur Jeannot Wingenga (UNIKIN), Professeur Jean Pierre Mpiana (UNIKIN), Professeur Ekala (UNIKIN), Professeur Kashiana (UNIKIN), Professeur Nkumu (UNIKIN), Professeur Palama Bongo (UNIKIN), Professeur Mazarin Mfuamba Katende (ISP Kananga), Professeur Lumumba Twaha (UNIKIS), Jean Claude Bimwala (FIDA), Professeur Olela (UNIKIN), Professeur Muya, Professeur Musenge, Professeur Boleli (UNIKIN), Professeur Gudijika (UNIKIN), Professeur Adélarde Nkuanzaka Inzanza (UNIKIN).

Adresse: Bureau Faculté des Sciences Sociales, Administratives et politiques, Université de Kinshasa

Email: j.ndaya@gmail.com

Point de vente de la revue : Bureau du département d'Anthropologie de l'Université de Kinshasa.

La revue du Département d'Anthropologie de l'Université de
Kinshasa

Numéro 3

Mars 2020

SOMMAIRE

LES CONTRIBUTEURS	7
EDITORIAL	11
De la recherche empirique à l'action Par Julie NDAYA TSHITEKU	17
La Regideso en procès à Lemba. ' <i>Yango tozo kende wapi! Tii na mayi ?</i> ' Par Delphin KAYEMBE KATAYI	23
Identité et émergence du savoir endogène Cas de l'utilisation du sel « <i>inkuur</i> » et du bicarbonate « <i>okiél</i> » chez les Babunda Par Didace Josué KASHIAMA BUANGI	39
Les mamans Kingabwa et la survie des ménages à Kinshasa Par MUSIKI KUPENZA Joseph et MANINGANA MAVHINGA Joseph	63
Pauvreté et transformation des habitudes alimentaires a Kinshasa par Roger TWEKO MUKAWA	75
«Les mamans bipupola» et survie des ménages à Kinshasa Par PELENDE NATSEYA Anicet et MPONGO ETSHINDO Patrice	87
Les pratiques socioculturelles à risque face au V.I.H./SIDA chez les Mbuun d'Idiofa par MUBANGA LABENG Delphin	99
Circulation Routière à Kinshasa Par Chris M'THATU L., NTASI DIKASWA M., MUTOMBO KASONGO M., BIMENGA NAZAYA D. et MULONGO KAYOLO E.	113

Les femmes et la survie des ménages Cas des maraichères des jardins potagers « <i>bitwa</i> » de MAYOKO au KWILU Par KILAU Augustine	141
Réussite aux examens d'état et accès à l'enseignement supérieur en milieu rural. Par MUSUYI ATAR Barthélemy , MANGWALA KWAYA Nabot et KIKWISIYA Ngewa Christian	159
L'automédication à Kinshasa Par LUBANZA MANANASI	179
ANNEXE 1 ESSAIS	201
Ba Mama ya Mapa et Bana Mayi à Kinshasa : survie précaire et potentiel à réorganiser Par NSHOKANO Rachel	203
ANNEXE 2 RECENSIONS	213
NZONGOLA-NTALAJA Georges, 2015	215
KABONGO MALU Emmanuel, 2019	223
ANNEXE 3 LUS POUR VOUS	237
MUKWEGE aux universités congolaises: «c'est à nous d'écrire une nouvelle page de notre histoire à l'encre de nos intelligences et de notre sueur»	239

LES CONTRIBUTEURS

KASHIAMA Didace est docteur en Anthropologie (UNIKIN). Il est Professeur Associé à l'Université de Kinshasa, Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques. Il assume la fonction de Secrétaire chargé de l'enseignement au sein du Département d'Anthropologie. Ses travaux de recherche s'inscrivent dans le domaine de la l'Anthropologie médicale.

KILAU Augustine est doctorante au département d'Anthropologie. Elle y assume la fonction de secrétaire de département chargée de la recherche.

MUBANGA LABENG Delphin est Doctorant en Anthropologie de l'Université de Kinshasa. Il est Chercheur au CERDAS/UNIKIN et auteur de quelques publications dont *Les pratiques ethnoculturelles Mbuun face au VIH/SIDA* ; *“la Gestion de la culture, élément générateur du développement à Kinshasa* ; *Portrait des quartiers populaires de Kinshasa (RDC), un territoire, une identité.*

MPONGO ETSHINDO Patrice est assistant à l'ISP Kole. Il est licencié en Economie à l'Université de Kinshasa.

M'THATU Chris, NTASI DIKASWA, MUTOMBO KASONGO, BIMENGA NAZAYA ET MULONGO KAYOLO sont des chercheurs au CERDAS.

MUSIKI KUPENZA Joseph et MANINGANA MAVHINGA Joseph sont attachés des recherches au CERDAS.

MUSUYI ATAR Barthélemy, MANGWALA KWAYA Naboth et KIKWISIYA NGEWA Christian sont des assistants à l'Institut Supérieur Pédagogique l'ISP de Milundu.

NDAYA TSHITEKU Julie est docteure en Anthropologie (Erasmus et Université de Leiden/Pays Bas). Elle est professeure et chercheuse à l'Université de Kinshasa. Ses recherches concernent notamment les questions de la mondialisation et le rebondissement du religieux en RDC, avec une attention particulière sur le leadership des femmes dans les mouvements religieux contemporains. Elle est l'auteur d'une série de publications. Son livre, *Prendre le Bic, le combat spirituel congolais et les transformations sociales* (2008) analyse la manière dont les femmes congolaises réagissent à la superposition des valeurs culturelles causées par la mondialisation.

Elle est spécialiste de la recherche qualitative. Comme anthropologue chez soi, elle est engagée dans la recherche des solutions aux défis méthodologiques posés aux ethnographes autochtones.

Elle est *free lance crosscultural trainer* (formatrice transculturelle), membre de plusieurs centres de recherches et sociétés savantes et rédactrice en chef de la revue *Le CARREFOUR Congolais*.

PELENDE NATSEYA Anicet est assistant à l'ISP Feshi. Il est Licencié en Communication à l'Université de Kinshasa.

SHOKANO Rachel est assistante au Département d'Anthropologie

TWEKO MUKAWA Roger est Chercheur au CERDAS/Unikin. Son domaine des recherches concerne Genre et Population.

LUBANZA MANANASI Symphorien est Anthropologue Médical.

Il est doctorant au département d'Anthropologie à l'université de Kinshasa

KAYEMBE KATAYI Delphin est docteur en Anthropologie (UNIKIN). Il est Professeur Associé à l'Université de Kinshasa, Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques. Il a assumé la fonction de Secrétaire chargé de la recherche au sein du Département d'Anthropologie.

Et depuis 2018, il occupe le poste de Secrétaire académique facultaire.

Il est chercheur expérimenté de la recherche empirique.

Ses travaux s'inscrivent dans le domaine de la santé et sur ce thème il a plusieurs publications notamment : *De l'émergence de la RDC à l'épreuve de l'agir antipaludique. Le cas de la ville de Kinshasa* (2017), *Biotopie socio-sanitaire et production anthroponymique à Kinshasa* (2015), *Santé de la population et politiques de santé au Congo-Kinshasa. Pour une approche anthropologique de la lutte antipaludique.*

Comme anthropologue, il est consultant dans les projets de lutte contre les maladies à haut risque de contagion où il apporte l'expertise sur les dimensions culturelles dans les stratégies de lutte contre ces maladies.

EDITORIAL

Lorsqu'on examine les 8 chantiers annoncés par l'Etat congolais et qui constituent les axes du programme de l'amélioration du social du peuple, la lutte contre la pauvreté est inscrite. Elle est un engagement et qui nourrit les espoirs du peuple. Comme promesse de pouvoir une fois grimper la pyramide de Maslow. La grande majorité des habitants du Congo, un pays géant et riche, vivent dans des conditions de vie scandaleuses avec une diversité des carences. Manger chaque jour, avoir de l'eau à boire, pour se laver, cuisiner, nettoyer la maison, accéder aux soins de santé, à un logement décent, éclairer la maison, envoyer les enfants à l'école ne sont pas évidents dans notre pays.

Mais malgré cela les Congolais ne sont pas restés passifs. Ils réagissent contre ces carences à travers des initiatives instantanées qui apparaissent, parfois disparaissent ou persistent. Le Congolais saisit chaque opportunité qui se présente à lui pour gagner un peu d'argent et le dépenser aux besoins primaires.

Les dix contributions de ce numéro du *Carrefour Congolais* sont une illustration de ces initiatives instantanées. Comme une image, elles rapportent ces phénomènes de lutte pour survivre. «*Tozobunda*». Et cette lutte est visible. La NOMMER, la MONTRER interpellent les discours et les slogan de se pencher sur la réalité vécue. Ndaya Tshiteku (dans ce numéro) montre l'importance de la génération de ce type de connaissance basées sur l'utilisation des méthodes de recherche qualitatives. Savoir voir, observer, s'immerger dans sa réalité pour des chercheurs chez soi, informe à élaborer des plans

coordonnés de gouvernance par des actions immédiates et structurelles.

Les contributions montrent les contradictions, les dilemmes. C'est l'exemple de l'article de Delphine Kayembe sur l'approvisionnement en eau. Dans une période où, afin de gérer la contamination des maladies virales, la population est exhortée à pratiquer l'hygiène comme l'exemple de se laver les mains, l'auteur pose la question de savoir comment se laver les mains si «les robinets se dessèchent au fur et à mesure». Et puis la contribution collective de Musuyi Atar Barthélemy, Mangwala Kwaya Nabot et Kikwisiya Ngewa Christian qui montre le dilemme du conditionnement de la réussite aux examens d'état et l'accès à l'enseignement supérieur en milieu rural. Pour réussir il faut que les parents paient. Mais les parents sont pau et ne savent pas payer. Ceci rend l'accès difficile à la scolarisation mais aussi la détérioration tant décriée de l'enseignement.

Didace Kashiama Buangi montre par sa contribution sur l'utilisation du sel «*inkuur*» et du bicarbonate «*okiél*» chez les Babunda comme attachement identitaire, pour la nutrition mais aussi pour soigner certaines maladie. Et dans cette même ligne d'idée Lubanza Mananasi examine l'émergence de la pratique de l'automédication comme prise des médicaments sans avis d'un professionnel de santé. Cette pratique très répandue à Kinshasa se retrouve dans tout le pays. Ses raisons sont culturelles. Mais elles ont aussi pour cause la pauvreté, la difficulté de payer les frais médicaux moderne, mais aussi l'échec de la relation thérapeutique. L'article de Mubanga Labeng rapporte comment par manque des solutions à certains problèmes sociaux, certaines pratiques socio-culturelles, à l'exemple de la polygamie, des rites mortuaires, du lévirat et le sororat, les soins curatifs, le pacte de sang, etc... participent à la transmission du VIH Sida chez les Mbuun d'idiofa. De leur part, Chris M'thatu, Ntasi Dikaswa, Mutombo Kasongo, Bimenga Nazaya, et Mulongo Kayolo examinent la circulation routière. A Kinshasa la mobilité est devenue une contrainte quotidienne. La capitale offre un

spectacle où les usagers des routes: piétons, conducteurs, éboueurs et pousse-pousseurs sont confrontés à des déplacements difficiles. Cette situation causée par des embouteillages expose aux accidents.

Quatre études des cas rapportent l'apparition des différents métiers à Kinshasa, assurés notamment par les femmes. Joseph Musiki Kuzenza et Joseph Maningana Mavhinga rapportent la débrouillardise des «*mamans kingabwa*». Organisées en groupe, comme s'il s'agissait d'une tontine, elles volent et escroquent; pelende Natseya Anicet et Mpongo Etshindo patrice examinent le cas des «*mamans bipupola*». Elles sillonnent les marchés à la recherche des clients qui ont achetés ensemble une marchandise, comme un sac de charbon de bois, et qui recourent au service d'une tierce personne pour partager équitablement le produit. Comme récompense, la maman *kipupola* est payée en troc: elles reçoivent, suivant la volonté du client, un dixième du produit partagé et ramassent des miettes. Kilau Augustine examine les maraichères au Kwilu. A cause de l'épuisement des produits provenant de la cueillette dans les forêts, elles se sont mises aux potagers. Activité qui leur procure un revenu pour entretenir leur ménage. Dans son essai, Shokano Rachel rapporte la multiplication du commerce ambulancier. Les *Bamama ya mapa* et les *bana ya mayi*, respectivement les femmes vendeuses du pain et les jeunes vendeurs sillonnent les rues de Kinshasa à la recherche des clients. Les jeunes filles et garçons ont profité des embouteillages pour se faufiler entre les véhicules en stationnement et profitent de cette situation pour vendre les produits aux passagers des transports en commun.

CARREFOUR présente aussi deux recensions faites sur deux beaux ouvrages livres qui éclairent de son thème.

Professeur Bongeli Emile a minutieusement examiné le livre «*Mabika Kalanda et l'échec de l'édification nationale au Congo-Kinshasa*», KABONGO MALU (2019). Emile Bongeli montre le mérite de l'ouvrage du philosophe Kabongo. Il pallie aux lacunes des

intellectuels congolais car ils portent peu d'intérêt sur les systèmes de pensée locaux. En examinant la pensée de Mabika Kalanda, Kabongo est un pionnier de l'émergence d'un nouveau type d'intellectuel plus penchés sur les réalités locales, comme conditions d'une émancipation mentale propice à une pensée libérée des contraintes universalisées. Et devenir plus rassurant pour notre peuples. Ce thème traverse tout les travaux de ce penseur de la renaissance africaine, élève de Cheik Anta Diop. Kabongo montre ainsi qu'on doit sortir de l'oubli d'avoir oublié. En réexaminant le livre Mabika Kaland, il montre que la situation préoccupante et apparemment sans issue que vit la RDC, Mabika l'avait bien prédit dès les premières années qui ont suivi l'accession du pays à son semblant de souveraineté.

L'autre recension, est celle faite par le professeur Hippolyte Mimbu Kilol sur le livre «*Faillite de la gouvernance et crise de la construction nationale au Congo-Kinshasa. Une analyse de luttes pour la démocratie et la souveraineté nationale au Congo-Kinshasa*» (2015) de NZONGOLA-NTALAJA Georges. Comment expliquer que plus de cinq décennies après l'indépendance le Congo-Kinshasa qui regorge de ressources humaines, hydroélectriques, minérales et d'immenses terres cultivables peine à satisfaire les besoins fondamentaux d'existence de la majorité de ses habitants et à leur assurer une vie décente? C'est la question fondamentale que pose ce livre et qui entre dans le thème de ce CARREFOUR comme Hippolyte Mimbu lui même nous l'a rappelé. Le Congo est un pays des paradoxes. Paradoxe des délestages d'électricité là où existe la centrale électrique d'Inga. Un pays riche mais mendiant. L'idée maitresse du livre est que l'absence d'un gouvernement légitime et responsable est la cause majeure de la misère de la majorité de Congolais.e.s. La mauvaise gouvernance est une des principales causes de la pauvreté en ce sens qu'elle crée des inefficiences dans les secteurs et donc une perte de productivité. Elle décourage la création d'entreprises et donc d'emplois, ponctionne les ressources des ménages pauvres, favorise la fuite des capitaux et une perte de recettes pour l'Etat et donc moins d'investissements publics, etc.

L'insécurité, la faim, le manque d'électricité, les problèmes sanitaires et la crise du système éducatif ne pourront être résolus que par un gouvernement démocratiquement élu et jouissant de la confiance du plus grand nombre de Congolais.e.s.

Ndaya Tshiteku Julie

De la recherche empirique à l'action

Par Julie NDAYA TSHITEKU

Résumé

Par le terme études empiriques, on entend des recherches qualitatives, basées sur l'observation et immersion du chercheur, auxquelles s'ajoutent aussi des techniques quantitatives comme recourt aux statistiques. Le terme veut mettre l'accent sur le fait que la connaissance générée par le chercheur ne vient pas d'un travail d'archives mais que les données de première main, recueillis par le chercheur grâce au travail de terrain. Le but de l'empirisme pour les chercheurs chez soi, malgré ses coûts est que les données d'études soient utilisées dans les curricula locales par les décideurs politiques. Des données basées sur l'observation et l'analyse des initiatives dans lesquelles palpables la population est engagée sont une boussole qui doit diriger les politiques nationales de l'amélioration du social. Elles sont de ce fait un outil indispensable dans l'orientation dans la mise sur pieds des institutions comme structures formelles, auxquelles chaque personne aura le droit de recourir et qui ne seront plus des privilèges de certains.

Introduction

Les chercheurs ont différentes approches dans la génération des connaissances. La diversité des épistémologies distinguent les méthodes de recherche empirique de celles qui ne le sont pas. Le but de cette réflexion est de savoir ce qu'on entend réellement par recherche empirique. Nous voulons montrer l'importance de

l'empirisme, de la traduction des données des recherches construites en action, c'est à dire, l'importance de l'utilisation de la connaissance générée pour créer des structures ou des institutions qui doivent être des réponses aux problèmes que vivent le peuple. Problèmes exposés à travers des initiatives instantanées, visibles, fortuites, que le peuple développe pour sa survie.

1. La recherche empirique?

Le terme empirique est en effet central dans le travail des recherches en sciences sociales. Par l'utilisation de ces termes, on veut mettre l'accent sur le fait que la connaissance générée par le chercheur ne vient pas d'un travail d'archives (bien que les chercheurs en sciences sociales recourent aussi aux archives). Mais que les données primaires viennent du travail de terrain effectué par le chercheur (lui même). Ces données proviennent de l'observation, de l'immersion et de l'expérience (Merriam Webster 2020). Concrètement: le chercheur voit un phénomène, et puis il va regarder comme démarche de la recherche de la relation de cause à effet qui caractérise le travail scientifique. Par cette démarche, il veut appréhender s'il y a un lien entre le phénomène apparent, les attitudes ou les pratiques des individus concernés et un problème dans la société. Les données empiriques peuvent être réalisées en utilisant tant les méthodes qualitative que quantitative (Dan 2017; De Sardan 2008; Muluma 2003; Ndaya, 2005, 2016; Shomba 2012). Les méthodes de recherche peuvent donc être considérées comme empiriques lorsque les moyens de collecte et d'analyse des données sont des observations ainsi que la recherche des preuves systématiques et complexes. La recherche qualitative et l'analyse secondaire des données reposent fortement sur des méthodes empiriques. On pourrait donc dire que lorsque les savants considèrent l'observation personnelle, l'autorité et la réflexion, ils

sont engagés dans la génération des connaissances par une pratique des recherches basée sur des preuves appréhensibles.

1.2. De la recherche empirique à l'action

Faire la recherche empirique avec la notion d'engagement pour l'action est le principal avenir de la collecte des données, notamment pour les scientifiques chez soi. Leur objectif est de rendre leur travail le plus relevant possible pour les peuples qu'ils ont étudiés.

Au cours des réflexions qui ont conduit à la création de la revue *Le CARREFOUR Congolais*, nous voulions privilégier des recherches qui promeuvent la démocratisation des épistémologies dans la génération des connaissances, utiliser des méthodologies émancipatrices, avec l'engagement et la redistribution de la connaissance produite. Notre désir est de ne pas seulement nous limiter aux échanges scientifiques afin que les résultats des recherches nourrissent des théories. Mais en examinant notre contexte, le contexte congolais, nous privilégions des recherches utiles, qui examinent un phénomène dans lesquels le peuple s'engage pour répondre aux carences du bien être social. Une telle attitude fait des données construites par le chercheur un outil qui devra guider les politiques de développement social, des réponses appropriées aux problèmes sociaux. Des enquêtes engagées enregistrent les réactions des personnes aux carences. Ces instantanés populaires interpellent dans un premier lieu l'Etat. Qui doivent ouvrir les yeux sur les problèmes sociaux vécus par son peuple afin d'y donner des réponses structurelles. Avec une telle approche, la voie est créée pour sortir progressivement les Congolais d'une société des privilèges vers une société des droits: droit au salaire, droit à l'eau potable, à un abri décent. En Bref, le droit à la satisfaction des besoins primaires.

1.3. La recherche empirique et sa valeur

La recherche empirique a de la valeur non seulement pour enrichir des théories mais surtout pour penser le bien-être social d'un peuple par ceux qui le gouvernent. Prenons le cas du secteur informel urbain, qui a attiré depuis des années l'attention des différentes générations des chercheurs. On a découvert grâce à ces études les liens entre les initiatives populaires instantanées et des graves problèmes de carence. Carence des salaires, d'emploi rémunéré. Ces recherches ont aussi montré le lien entre ces carences et la délinquance juvénile, la prostitution, les violences sexuelles, les accusations de sorcellerie, les comportements antisociaux, la toxicomanie à l'alcoolisme, la recrudescence des nouveaux types de maladie, l'émergence des mouvements religieux... Mais tant qu'il n'y aura pas des réponses structurelles, comme par exemple l'amélioration des rémunérations et la création des conditions économiques propices, les phénomènes cités persisteront. Les observations provenant des études empiriques ouvrent aussi la voie à des autres études quantitatives qui peuvent aussi définir les risques sociaux et ainsi fournir des interventions visant à réduire la pauvreté. Et dans ce cas, les recherches sur le secteur informel urbain seront faites comme terminus *ad quem* la création des institutions. Étant donné que la pauvreté est étroitement liée au bien-être physique et émotionnel, de telles interventions peuvent potentiellement avoir des effets sur l'amélioration la qualité de vie des personnes.

1.4. Avantage et désavantages

Un des désavantages des recherches empiriques est qu'elles sont coûteuses. Elles le sont d'abord financièrement. A moins qu'il s'agisse des recherches monnayées par l'extérieur, les chercheurs congolais ont très peu de possibilités à parer au coût financier. De

plus, elles sont aussi coûteuses car un travail e longue durée. Recueillir les données est une entreprise longue étant donné les processus rigoureux impliqués dans la collecte des données primaires.

Mais malgré ces coûts, à la fois en termes de temps passé et de coûts financiers, la recherche empirique est une nécessité pour comprendre les besoins du bien-être social dans des ces temps modernes marqués par la crise économique et la pauvreté du peuple congolais. En effet, les données basées sur les faits comme preuves devrait permettre aux décideurs politiques d'investir leur temps et leurs efforts dans des interventions efficaces. La recherche empirique peut alors devenir un facteur décisif dans les programmes de développement d'ensemble. Elle permet d'améliorer des situations complexes de la vie réelle.

Conclusion

Les études empiriques sont basées sur l'observation et immersion du chercheur. En y ajoutant aussi des techniques d'analyse statistique, on peut expliquer les différences dans les besoins lors de la mise en œuvre d'une intervention particulière. Elles devraient participer à orienter les initiatives relatées aux politiques de développement dans création des structures formelles. Les politiques de la recherche du biens être social de la population ont beaucoup à gagner de la recherche empirique. L'observation des logiques des individus, comme une attention fondée sur des preuves solides et la généralisation des données à partir d'un cas d'étude doivent ouvrir les yeux des élaborateurs des programmes du bien-être social. Ils doivent allouer des ressources aux solutions structurelles, auxquelles chaque personne aura le droit de recourir, et éliminer les interventions comme privilèges ou philanthropie, sans assurance de continuité et permanence.

Références bibliographiques

- BRIDGES, D. & Watts, M. ; Educational research and policy: epistemological considerations. *In*: Journal of philosophy of Education 42 (2008): 42-62
 - DAN, V.; Empirical and non empirical methods. *In*: the International Encyclopedia of communication research methods (eds J. Matthes, C.S. Davis and R.F. Potter), 2017.
 - DE SARDAN, O.J.P. *La rigueur du Qualitatif*, les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique, Louvain la Neuve, Bruylant-Academia, 2008.
 - MULUMA MUNANGA, A., *Le guide du chercheur en sciences sociales et humaines*, Kinshasa, SOGEDES, 2003.
 - NDAYA TSHITEKU, J., la coopération entre ONG, recherches académiques et média pour l'ancrage de développement au Congo. *In* : Le Carrefour Congolais 1 (2019) : pp11-32.
 - NDAYA TSHITEKU, J. ; L'anthropologie et ses méthodes. Le dilemme d'une ethnographe chez soi. *In* : *Eprouver l'altérité les défis de l'enquête de terrain* (Sous la direction de Clémentine Gutron et Vincent Legrand), UCL Presses Universitaires de Louvain 2016 pp 221-237.
 - NDAYA TSHITEKU J., *Notes du Cours «techniques d'enquête sur terrain,»* UNIKIN 2017.
 - NDAYA TSHITEKU, J., « Entre le marteau et l'enclume. Ou la dialectique être proche /faire des analyses dans la recherche de terrain'», *In*: *Quest: An African Journal of Philosophy/Revue africaine de Philosophie* 17, 2005, pp 125-140.
 - SHOMBA KINYAMBA S., *Méthodologie de la recherche scientifique. Les logiques de captage et les logiques d'analyse des données*, Kinshasa, Presses Universitaires de Kinshasa, 2012.
- Site web
- <http://MERRIAM WEBSTER.com/dictionary/Empirical> [def.], January 30, 2020.

La Regideso en procès à Lemba.
‘‘Yango tozo kende wapi! Tii na mayi ?’’

Par Delphin KAYEMBE KATAYI

Résumé :

Cette recherche anthropologique interroge la situation d’eau à Lemba ; l’une des communes urbanisées de la ville de Kinshasa. La commune de Lemba est frappée par la carence d’eau, en dépit de toutes les infrastructures dont elle est dotée. L’avènement d’initiatives individuelles avec l’implantation des forages à un rythme impressionnant, écorne le prestige dont jouissait la REGIDESO. Il y a lieu d’espérer que son inaction actuelle serait l’activation de la stratégie d’une riposte de grande ampleur ou, au contraire, la traduction d’un aveu d’impuissance.

Introduction

De tous les temps, l’eau a toujours figuré parmi les facteurs déterminants dans les relations entre les Etats qui la partagent en frontière commune. Ainsi la nette différenciation entre les eaux territoriales et internationales dans la navigation maritime participe de ce principe logique. Sans vouloir dresser un inventaire exhaustif des représentations relatives à l’eau, celle partagée par la tradition judéo-chrétienne tient pour une vérité inaliénable. Ici dans le mythe de la création, le monde matériel actuel, et tout ce qui s’y trouve, est tiré des eaux (Bible, Genèse).

Dans l’Egypte ancienne, l’eau du Nil, ensemble avec le sol, la terre, le désert, et le sous-sol (Danielle Bonneau, 1982, p. 70) était

exclusivement dévolue au souverain ; un peu pour souligner toute l'importance qu'elle revêtait dans l'entretien et le maintien de la vie domestique et spirituelle de cette première civilisation, selon l'auteur de l'« Antériorité des civilisations nègres... » (CHEIK A. DIOP, 2003).

En ce qui concerne la RDC, les richesses en eaux qu'elle possède se passent de tout commentaire. Des lacs, des rivières ainsi que le fleuve qui lui pourvoit un potentiel d'exportation de ses eaux grâce surtout à son débit régulier ; l'Equateur le traversant de l'Ouest à l'Est.

Avec un débit de 41.000 mètres cubes par seconde, le plus grand en volume en Afrique (1.260 Km²), équivalent à 15 fois la moyenne annuelle du débit du fleuve Nil et le second après le fleuve Amazone (HASSAN P., 2011, p. 10.), conférant au pays la qualité d'un Etat, par essence, définit par ce fleuve (Idem. p. 14). Il fut même venté dans l'un des discours de feu maréchal Mobutu, connu sous les extraits : « Tout comme le soleil se lève avec éclat chaque matin et se couche le soir aux horizons du grand et majestueux fleuve Zaïre... » Ainsi, toute l'élite des années 80 s'en rappelle au moment de contrôle des connaissances en éducation civique et politique. Cependant, en dépit de cette abondance des ressources en eau, elle se trouve en deçà de la consommation par habitant comparée aux pays arides du sahel (Ibidem, p. 18).

Dans la foulée, cette période faste de grands discours a été aussi celles des boutades. Celle touchant directement le secteur de l'eau, étant : « l'eau, c'est la vie » ; boutade lancée par l'ancien directeur général de la régie de distribution d'eau (REGIDESO). Au fil des décennies, cette vision est en déphasage avec le vécu du phénomène bidons jaunes dans la capitale.

Il faut dire que les besoins en eau ont certainement augmenté alors que les infrastructures y afférentes se sont littéralement détériorées, et les robinets se dessèchent au fur et à mesure. Cette régie n'est plus à même d'assumer ses responsabilités de manière optimale. Dans bon nombre des ménages, usines et autres institutions à caractère social (casernes, hôpitaux, prisons, écoles, couvents, garages, etc) y sévissent les conséquences logiques de l'absence à la fois de la politique de prévoyance et de redevabilité. Le constat est alarmant, car le pays est riche en eau, pauvre en accès (Groupe de la Banque Mondiale, 2017).

Loin d'être un besoin anodin, les objectifs mondiaux de développement voire de développement durable assignent à l'eau la 6^{ème} place sur les 16 pour lesquels les Etats et les gouvernements dont la RDC ont souscrit accomplir d'ici à 2030 (PSEAU, 2018, p. 11).

Comment la REGIDESO s'emploie-t-elle à accompagner le gouvernement congolais dans l'atteinte de cet objectif de développement durable ? Telle est l'unique préoccupation qui justifie cette recherche empirique ?

Outre cette brève introduction, le rendu de cette recherche se décline en trois points essentiels. Le premier jette un regard critique sur l'intérêt porté sur le thème de l'eau dans la littérature anthropologique. La description sommaire du contexte de l'étude (Lemba) est son deuxième point ; tandis que le troisième et dernier présentera la manière dont la question de l'eau se pose dans le contexte de l'étude. Il sera accompagné de l'analyse des données produites sur le terrain. Une conclusion circonscrit le verdict prononcé en direction de la Regideso.

I. L'eau, l'un des multiples objets d'étude anthropologique ?

Nous marquons notre adhésion au principe de l'école d'anthropologie britannique, selon lequel lorsqu'un objet d'étude (une question) implique les institutions qui président à la destinée d'une communauté, il s'inscrit ipso facto dans le viseur de l'anthropologue. L'homme y entre en danse parce que sa survie met en branle toute l'ingénierie sociale, avec tout ce qu'elle charrie de symbolisme. En tout cas, l'eau plus que toute autre denrée alimentaire (nutritionnelle), invite à considérer tout le rituel qu'elle mobilise ; c'est-à-dire, de son accès à l'évacuation en passant par sa consommation effective.

En effet, à cause de sa centralité comme base de reproduction de la vie sociale, l'eau est l'une des ressources les plus imbriquées dans les rapports sociaux et culturels. Partant de ce constat, il convient de souligner le fort potentiel relationnel de l'eau, que sa dimension holistique, sa vocation comparative, l'ouverture à l'interdisciplinarité qu'elle permet, mais aussi l'opportunité qu'elle offre d'un regard sur l'altérité, stimulé par la diversité des eaux dans leurs incorporations sociales, tous ces éléments en font un objet privilégié de la réflexion et de la production des connaissances en anthropologie. (B. CASCIARRI – Mauro VAN AKEN, 2013, pp. 15-16).

En considérant les thèmes exploités, valorisés par les pères fondateurs de la discipline anthropologique, l'eau y est le grand absent. L'attention a été plus accordée aux thématiques classiques et consolidées : parenté, famille, mythe, religion, rapport de sexe, politique, jusqu'aux moins parcourus – sport, sang, mort, animal domestique, jazz ; avec regret, CASCIARRI et Cie poursuivent, nous semble un indicateur significatif de la place réduite que l'anthropologie a pendant longtemps occupée dans ce domaine (de

l'eau) (p. 17). En conséquence, les travaux sur l'eau conduits dans une perspective anthropologique en RDC sont presque inexistantes. Cela est dû non à cause du fait qu'elle ne se pose pas de problème dans cet immense pays de la cuvette centrale, mais humblement, à cause du petit nombre des savants dans cette discipline.

Pourtant, l'acuité avec laquelle la carence en eau se pose aujourd'hui devait suffire pour inciter à lever la voile afin d'y découvrir les ferments qui modèlent inconsciemment des comportements émergents dans le chef de tout habitant de la ville de Kinshasa. Car en tant que bien commun qui régule les systèmes des valeurs et les identités, elle mérite de figurer dans l'ordre utile parmi les priorités des agendas des chercheurs en sciences sociales en général, et des anthropologues en particulier.

II. Contexte de l'étude

La commune de Lemba fait partie de 24 communes de la ville de Kinshasa. Celle-ci étant au cœur des multiples enjeux de la République démocratique du Congo (RDC), souvent c'est son profil misérabiliste qui domine dans les descriptions. Ici, plus qu'ailleurs, la justification des interventions des organismes à caractère international en constitue la preuve la plus éclatante (mediacongo.net/emploi-société-, 2020).

Chacun de ces organismes a recours à des critères d'évaluation synthétiques, du genre, le taux de mortalité, le taux de consommation de telle ou telle énergie. Globalement, c'est le tableau de pauvreté qui finit par s'imposer aux yeux des lecteurs (PNUD, 2016). Par rapport à l'eau, l'opérateur public national, la Regideso, ne dessert que 23 % de la population urbaine et la qualité du service rendu est très déficitaire. Si le centre urbain de Kinshasa, avec ses 10 millions d'habitants, est assez structuré, de très vastes quartiers périphériques se sont créés et peuvent être pour la plupart

qualifiés des bidonvilles et éprouver des sérieuses difficultés d'approvisionnement en eau potable.

Se pencher, en effet, sur la question de l'eau à Lemba revient à interroger les pratiques émergentes en vigueur, qui cristallisent de plus en plus les esprits. Hier, en effet, cette commune jouissait d'un statut particulier, en partie par la présence de la première institution universitaire du pays (campus Lovanium - 1954), et de tout ce que cela avait comme qualité de vie de certains de ses habitants tant les homes des étudiants que dans le quartier huppé des enseignants, sans oublier le camp des travailleurs (ouvriers) et les habitations qui étaient destinées exclusivement au logement des étudiants mariés.

Le choix de la commune de Lemba répond à l'unique souci de nous approcher du phénomène sous étude, qui d'ailleurs se fait sentir à des proportions variables dans une bonne partie de la ville de Kinshasa. L'approvisionnement irrégulier de l'eau par la REGIDESO expose une bonne partie de la population à des risques de tout genre.

Tout compte fait, interroger le bilan que l'eau laisse voir actuellement, nous incline à considérer plus des contraintes qu'éprouve la population de cette partie de la capitale, que des solutions qu'elle met en place en substitution de la norme. Une ville, de surcroit la capitale politique d'un sous-continent qu'est la RDC, les infrastructures de base ne devraient nullement tomber dans l'anachronisme endémique. Car, la première génération des habitants de cette commune serait en droit de s'indigner sur la rupture irréversible avec ce passé bon enfant.

III. La Regideso et la question de l'eau à Kinshasa

Le présent point condense la réalité de la descente sur le terrain à Lemba. Il part du rond-point Ngaba jusqu'à l'intendance. Cette

partie de la commune est en train de connaître une transformation en viviers d'oasis. Les opinions qui ont été soumises à l'analyse sont celles des informateurs trouvés dans les différents points de puisage d'eau (forages). Ils sont l'œuvre d'initiative privée des quelques individualités en réponse aux conditions de vulnérabilité en eau qui exacerbent la vulnérabilité de la majorité des populations.

Peut-être que le temps n'a pas été mis à profit, pour mettre en œuvre les recommandations issues du séminaire organisé par la REGIDESO. En effet, en 2003, une rencontre de haute portée, qui a réuni un parterre d'experts du secteur de l'eau, après diagnostic, a tracé des pistes pour résoudre à cet épineux problème (LUBUNGA pene SHAKO, 2003, p. 2.). Voici quelques-unes d'entre elles :

- Réhabiliter les installations existantes,
- Créer un Fonds de l'Eau,
- Obtenir de l'Etat et des Entreprises publiques le paiement de leurs factures des consommateurs d'eau potable
- Sensibiliser la population contre la culture de la culture de gratuité
- Obtenir de l'Etat des subventions d'équipement
- etc

Face à ce chapelet d'intentions, nous avons décidé d'aller à la rencontre de la réalité du terrain pour palper du doigt la matérialité de celles-ci, après 17 ans de leur mise sur papier. Ainsi quelques habitants trouvés aux différents points d'eau afin de leur accorder la possibilité de libérer leur parole. Nous avons également constaté par observation des ouvrages avec leur engouement localisé. Pour nous y prendre à bon escient, nous avons arpenté des avenues de Righini, Livulu et Mbanza-Lemba, qui ont ces infrastructures pour rester fidèle aux canons de la discipline chère à Bronislaw Malinowski (Young, Michael W., 2018).

Tableau 1. Inventaire des points d'eau

Quartier	Nombre d'avenues	Nombre de forages
Righini	19	48
Livulu	8	16
Mbanza-Lemba	1	1

Source : notre compilation (les autres tableaux qui suivent sont l'œuvre de cette recherche)

Commentaires : sur 65 points d'eau ou forages retrouvés, il se dégage qu'en moyenne à Righini, il y a 2,5 forages implantés. Livulu se signale avec 2 forages et Mbanza-Lemba, 1 forage. En revanche, le tableau traduit une triste réalité, celle de la concentration des ouvrages dans les quartiers dont les habitants (Righini) sont le reflet d'un niveau économiquement appréciable.

Du point de vue démographique, Livulu et Mbanza-Lemba présentent un poids de loin supérieur à celui de Mbanza-Lemba ; mais néanmoins, les demandeurs traversent des avenues pour aller s'approvisionner là où la queue semble supportable. Aussi faut-il le rappeler, non seulement que le coût d'implantation de ce dispositif n'est à la portée de tout le monde, les tenanciers s'octroient à cette occasion l'opportunité de fructifier leurs avoirs en vendant cette denrée à la population qui n'a pas d'autre choix pendant le robinet est sec.

Tableau 2. De l'horaire aux forages (ouverture et fermeture)

Tableau 2.1. Heures d'ouverture

Ouverture	Nombre de forages	%
5h/5h30'	17	26
6h/6h30'	42	65
7h/7h30'	6	9
Total	65	100

Les heures d'ouverture ici indiquées sont celles du début officiel, du moins pour les nouveaux demandeurs. Car les habitudes commandent plutôt de déposer les récipients vides la veille pour être remplis à des heures perdues. De la sorte, le matin on évite la queue, tout en se donnant un peu de temps de sommeil. Toujours est-il que la charge demeure lourde à supporter même si elle peut être différée momentanément.

Tableau 2.2. Heures de fermeture

Fermeture	Nombre de forages	%
- 20h	34	52
20h – 21h00'	20	31
21h et plus	11	17
Total	65	100

Source : notre compilation

Plus de la moitié (52%) des forages ferment avant 20h ; tandis que 17% vont au-delà pour frôler les heures très tardives.

Outre fixée l'idée du nombre des forages ainsi que leurs horaires, ces quelques tableaux autorisent la discussion sur l'acuité de l'eau à Righini et Livulu, l'abordant en deux points. La scène des bidons jaunes et le prix d'achat de cette denrée.

Exubérance du phénomène « bidons jaunes » à Righini et Livulu

Phénomène apparu il y a à peine 4 ans, les forages/points d'eau recensés sommairement ne cessent d'alimenter les appétits des familles nanties. Jusqu'il y a peu, vers les années 2016, on ne comptait qu'un seul forage ; celui installé sur l'avenue Kipase. Sa situation géographique, par l'occupation de cette artère asphaltée durait des heures. Elle facilitait l'accès et avait capacité de desservir les demandeurs, mais occasionnant des embouteillages interminables lorsqu'il y avait coupure d'eau. Le délestage qui était en vigueur a perdu toute sa quintessence avec la démission de la Regideso.

Chez GG Lodge, c'est de ce forage dont il est question, qui détient la médaille de référence pour tous les courtiers en immobiliers de ce quartier. Pendant que l'eau se faisait de plus en plus rare, brandir le critère de sa permanence à cet endroit devenait prépondérant dans l'acceptation des offres immobilières en location. Son débit jouait également le rôle d'appât. Le nombre de ses points de puisage, sans oublier l'horaire de fonctionnement qui s'étendait jusque très tard (minuit), constituent autant d'ingrédients dont on ne soupçonnait pas les incitations chez les éventuels tenanciers des forages actuels.

En l'espace de 4 ans, c'est-à-dire de 2016 à 2020, on compte à peu près 65 forages ; et le nombre ne va pas dans le sens de la stabilisation au vu des chantiers en cours et certain en phase d'inauguration. Les enquêtés maternent même la conviction du non-retour au service de la Regideso dans cette partie de la commune de Lemba.

Horaire et coût du récipient

Compte tenu du contexte social caractérisé par l'errance des jeunes dits *kuluna*, qui s'évertuent par moment à s'en prendre à leurs victimes à toute occasion jugée propice. Les horaires sont, pour accéder aux forages, édictés afin de règlementer l'utilisation durable des ouvrages. Ainsi, les petites heures du matin (5h00') jusque tard dans la nuit (23h00') ; telles sont les limitations temporelles au sein desquelles les tenanciers des forages se meuvent pour répondre aux sollicitations quotidiennes des populations habitant le contexte de la présente étude.

Quant au prix du bidon de 25 litres, celui-ci varie entre 100 et 300 Fc. Cette variation est informée par la présence ou non de l'énergie électrique fournie par la société nationale d'électricité (SNEL). Le recours aux générateurs pour faire fonctionner l'aspirateur entraîne des coûts supplémentaires qui, à leur tour, pèsent sur les budgets des clients. A cela s'ajoute le coût de transport de ce bidon, du forage à domicile, qui se négocie à 300 Fc chez les charriots-men. Un métier qui connaît un regain d'intérêt avec l'émergence du phénomène sous étude. Devenus hommes de confiance, ils rivalisent en terme du nombre des bidons à transporter de leurs habitués.

En moyenne, les enquêtés affirment qu'ils arrivent à supporter l'approvisionnement de 1à bidons tous les trois jours ; à cause de ces coûts, qui ne sont pas à la portée de toutes les bourses. Dans une

telle ambiance, la moindre présence des agents de la Regideso distribuant les factures dans les parcelles se soldent souvent dans les violences verbales et les humiliations.

Le remède à tous ces écarts de comportement se résume dans l'exhortation des autorités locales de cette entreprise d'Etat, qui encouragent la population à multiplier des plaidoyers auprès de leur hiérarchie. Car les promesses qu'elles ont constamment agitées au travers de l'amorce de grands travaux de raccordement des tuyaux, par les entreprises chinoises (programme de 5 chantiers de la République), sur l'avenue By-Pass, semblent désormais appartenir à un passé bien enfoui dans les souvenirs d'éléphants blancs. Au sein de la population, la déception est palpable : « Yango toyebi te, soki oyo tozo kende wapi ! na mayi ? », s'indignent-ils.

Cette situation de quête de l'eau est similaire à celle constatée chez les habitants de la cité universitaire. Les véhicules (chevaux blancs) des professeurs par exemple, ne se privent pas de transporter des bidons jaunes en provenance des autres quartiers et communes qui ont encore la disponibilité de cette denrée. La scène devient vertigineuse lorsque dans les habitations on doit ménager des espaces pour stocker les récipients d'eau et s'imposer une nouvelle discipline dans la gestion de l'eau.

La question de l'eau est cruciale, prioritaire quand elle envenime le climat social dans bon nombre des couples. Elle est devenue une charge supplémentaire et difficile à supporter quand le revenu pour y faire face ne subit aucune amélioration conséquente. Dans leur détermination, les enquêtés n'ont pas manqué de reconnaître l'importance de l'eau dans leurs ménages : « Zanga biloko ya kolia, to ya kolata; kasi mayi te ! ». Autant de propos enregistrés après des heures d'attente de son tour ; alors que la mère s'oblige encore à affronter d'autres tâches ménagères du jour.

L'insistance, truffée d'une attitude flegmatique, valait tout son pesant d'or, à considérer les multiples destinations de l'eau dans tout ménage qui se veut humain et viable.

En guise de conclusion

La présente recherche a interrogé une situation de carence tardive en eau potable, car de par les communes urbaines de la ville de Kinshasa, Lemba a bénéficié des actions d'urbanisation d'envergure ; allant de la création de la cité universitaire sur la colline (du Mont Amba), des cliniques universitaires de renom, la construction du camp des joueurs (ex-Léopards), ensuite d'une station de pompage d'eau de la Regideso située au croisement des avenues By-Pass et le boulevard Salongo, voisin de la caserne des officiers « Camp Bumba ». Tous ces espaces aménagés n'ont commencé à éprouver le contrecoup du manque d'eau que tout récemment.

En dernière analyse, les défis qui se posent en matière d'eau potable dans ces agglomérations, font émerger une classe d'entrepreneurs silencieux. Des privés du reste. Cette classe sociale intensifie sa présence sur un terrain où jadis le monopole était dévolu à la Regideso. Ainsi toute la crainte que ces initiatives individuelles font monter est que, pendant ce passage à vide la Regideso ne semble pas donner des signaux forts pour la reprise en main de la situation.

En ligne droite de ceux-ci, elle devrait arrêter des mesures drastiques, en entreprenant des travaux de grande envergure de réhabilitation de toute la tuyauterie et de régularisation de ses approvisionnements, afin de retrouver ses lettres de noblesse d'autrefois. Si tel n'est pas encore le cas, c'est notre impression en tout cas, l'aura de son monopole s'effritera profondément dans l'imaginaire populaire. Cette léthargie laisserait la voie libre à des

considérations dégradantes dont souffrent la plupart les établissements publics à caractère social en République démocratique du Congo (D ; KAYEMBE KATAYI, 2019). L'expression : « Eza biloko ya l'Etat » ne ferait que renforcer davantage la conviction du retour à l'époque de la colonisation. Car de l'Etat actuellement symbolise la non-anticipation, la dilapidation et surtout des biens sans maître. Donc des biens de l'Etat dont l'usage est frappé de l'implacable estampille de « sans lendemain ». Telle est la contribution de cette recherche.

- **Bibliographie**

- Louis Second, *Sainte Bible*, 1910.
- Danielle Bonneau, Le souverain d'Égypte, juge de l'usage de l'eau », in *L'Homme et l'eau en Méditerranée et au Proche Orient*, Lyon, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, 1982. pp. 69-80.
- CHEIK A. DIOP, *Antériorité des civilisations nègres : mythe ou vérité historique ?*, Paris, Présence Africaine, 2003.
- HASSAN PARTOU, *Water issues in Democratic Republic of the Congo*, Nairobi, UNEP, 2011.
- Groupe de la Banque Mondiale, *riche en eau, pauvre en accès. Diagnostic de la pauvreté et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène en république Démocratique du Congo* (Résumé exécutif), Diagnostic pauvreté et Wash, Banque Mondiale, Washington, DC., 2017.
- Programme solidarité-Eau, *Les objectifs de développement durable pour les services d'eau et assainissement. Décryptage des cibles et indicateurs*, mars 2018.
- Barbara Casciarri et Mauro Van Aken, « Anthropologie et eau(x) affaires globales, eaux locales et flux de cultures », in *Journal des anthropologues* [En ligne], 132-133 | 2013, mis en ligne le 08 juillet 2015, consulté le 3 avril 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/4903> ; DOI : 10.4000/jda.4903
- [https://www.mediacongo.net/emploi-societe-\(...\).html](https://www.mediacongo.net/emploi-societe-(...).html)

- PNUD, *Rapport national sur le développement humain 2014. Cohésion nationale pour l'émergence de la République Démocratique du Congo*, New York-Kinshasa, 2014.
- Delphin KAYEMBE KATAYI, « Plaidoyer pour un dialogue constructif entre deux mondes : organisations non gouvernementales internationales et Université. Points de vue d'un anthropologue », *in* : *Le Carrefour congolais*, RDC-Les Pays-Bas, Kimpa Vita, n°1 mars 2019, pp. 33-53.
- YOUNG MICHAEL W., « Le Jason de l'anthropologie : vie, œuvre et legs de Bronislaw Malinowski », *in* *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris, The Australian National University, 2018.

**Identité et émergence du savoir endogène
Cas de l'utilisation du sel «*inkuur*» et du bicarbonate «*okiél*»
chez les Babunda**

Par Didace Josué KASHIAMA BUANGI

Résumé

Dans le domaine de la production de bicarbonate traditionnel ou du sel indigène en RD.Congo, l'industrie traditionnelle mbuun se positionne parmi celles qui occupent la place privilégiée. Cela peut s'avérer probable puisque les deux ingrédients sont manifestement présents, réguliers et quotidiens dans chaque repas mbuun.

Les raisons qui motivent l'attachement de ce peuple aux deux nutriments ont été suffisamment évoquées révélées dans nos travaux antérieurs et aussi dans ceux de certains chercheurs locaux et étrangers ayant pour champ d'étude de prédilection : l'alimentation.

La présente étude essaie de démontrer que loin d'être considéré simplement comme un nutriment, le sel indigène ou le bicarbonate traditionnel se consomme aussi bien comme tout aliment dans la socioculturel mbuun.

Introduction

Chaque peuple dans le monde a son alimentation de base à laquelle elle recourt parce que patrimoine culture et identité d'un peuple. Une observation attentive dans le registre culinaire mbuun atteste que presque la plupart des mets consommés sont préparés

avec le bicarbonate traditionnel « *Okiél* » ou encore avec le sel indigène « *inkuur* ». Ce savoir endogène alimentaire que plus d'une culture, connaît son usage, peut produire en sa guise, mais n'utilise pas rationnellement et avec beaucoup de professionnalisme, la cuisine mbuun en présente une grande variété et une grande fréquence plus que les autres peuples qui l'environnent. La pratique gastronomique manifeste reconnue chez les Bambunda c'est consommation de l'un de deux ingrédients comme nutriment.

Il se dégage que la même société véhicule une pratique latente dans la consommation du sel indigène ou de bicarbonate traditionnel comme un aliment. Une habitude alimentaire restée inconnue dans ce beau milieu du vingt-unième siècle, laisse à désirer. Ce comportement qui réveille notre curiosité et a attiré notre particulière attention , et nous pousse à poser les questions suivantes :

- La consommation du « *Okiél* ou de l'*Inkuur* » de façon régulière, quotidienne et permanente comme aliment ne laisse –t-elle pas sans doute occulter un secret nutritionnel que le peuple mbuun cherche à garder pour lui seul ? En d'autres termes, quel registre gastronomique ce peuple veut brandir aux yeux du monde en convertissant le menu traditionnel ?

- Quel est le secret nutritionnel que cache l'*okiél* ou l'*Inkuur* ?

- Quel gain tirent les ménages mbuun consommatrices desdits ingrédients en lieu et place de l'aliment ?

- En quoi les rôles joués par un aliment et par un nutriment sont-ils différents dans la santé de l'être vivant ?

- Outre les fonctions jouées par les deux aliments quelles autres rôles jouent-ils en plus qui motivent l'attachement de peuple mbuun ?

Au sujet de l'alimentation Audrey RICHARDS(1935)¹ pionnière dans le domaine de l'Anthropologie de l'alimentation note dans son étude le rôle important que joue l'alimentation chez les Bemba de la Rhodésie. A l'issue de ses analyses, elle atterrit à la déduction selon laquelle la nutrition est un processus aussi important que la sexualité. La méthodologie utilisée dans ce travail a permis le recours à l'analyse qualitative et aux techniques documentaires, à l'observation participante, aux entretiens libres et approfondies et enfin au récit de vie. Quant à la théorie fonctionnaliste, elle a été utilisée pour expliquer le rôle que jouent le « *okiél* » et le « *Inkuur* » dans le repas mbuun, non comme nutriment, mais comme aliment.

Notre réflexion s'articule autour de trois points. Le premier sur les généralités traite de concepts définitionnels « *okiél* », « *Inkuur* », « *nutriment* » et « *aliment* ». Une brève historique sur la localisation des Mbuun complétera partiellement le même point.

Le deuxième point mettra en liesse un répertoire sommaire des aliments mbuun qui subissent obligatoirement l'influence de « *inkuur ou de okiél* » dans leur cuisson.

Le troisième point enfin, analyse et présente les résultats de terrain, c'est-à-dire l'analyse anthropologique de deux aliments traditionnels ci-haut cités.

¹RICHARDS Audrey, 1935, Anthropologie alimentaire chez les Bemba de la Rhodésie,

1. Définition des concepts clés et localisation des peuple mbuun

La meilleure intelligence de ce texte, exige la définition de concepts clé : « *Inkuur, okiel et aliment* » et un bref éclaircissement sur l'historique et le lieu actuel où se trouve ce peuple.

1.1 Le « okiel »

Okiel en Kibunda c'est le bicarbonate traditionnel. Le produit s'obtient à partir des substances végétales ; comme les feuilles de nénuphars « *aka m'okiel a mats* » ; les feuilles de bananiers « *aka m'ekoon* » ou les épiluches de bananes « *épôs m'ékoon* » ; les feuilles « *aka* », les tiges « *ekiéli* », et les fleurs de palmiers « *esomi m'aba* » ; et les épis de maïs « *engól m'awang* » incinérés et réduits en poussière. Le produit poussiéreux obtenu se nomme « *Okiel a mfup* ». Ce qui veut dire le bicarbonate traditionnel. Il constitue la première forme.

La seconde forme de bicarbonate est celle appelée « *okiel ebuun* ». Cette forme légèrement imbibée d'eau est emballée dans des feuilles de jonc, de bananier ou de papayer. Elle est conservée jalousement au dessus de l'étagère culinaire placée au dessus du foyer. Elle constitue un stock de sécurité pendant les mauvais jours : période difficile.

La troisième forme est celle dite le bicarbonate liquide « *okiel a ley* ». Elle est recueillie à partir de la poussière récoltée, tamisée et filtrée dans un passoir « *elio* ». Après une durée convenue, on obtient un liquide appelé « *okiel a ley* » ou « *okiel a mats* » en d'autres termes : le bicarbonate liquide. Il est gardé dans un récipient sous forme de cruche, dans une bouteille, une petitealebasse ou encore dans une marmite.

1.2. Inkuur

Est la dernière étape soigneusement figlée dans le traitement de bicarbonate traditionnel. Il signifie en « *émbuun* » le sel granulé ancestral. Le produit s'obtient suivant les procédés chimiques traditionnels allant du recueil de bicarbonate liquéfié, un bon temps intensif de son ébullition jusqu'à sa solidification ; c'est-à-dire son passage de l'état liquide à l'état solide.

Le résultat recueilli au fond de la marmite ou casserole est le sel traditionnel appelé ici « *Inkuur* » (KASHIAMA BUANGI Didace 2014). Le sel ancestral ou indigène ainsi que le bicarbonate traditionnel constituent le seul principal ingrédient qui focalise la base de la gastronomie alimentaire mbuun. C'est sur cet « aliment fétiche » *okiél et Inkuur* » que s'inscrit notre étude.

1.3 Nutriment

Est un composé organique et minéral assimilable par un organisme vivant, vital pour son développement et son entretien.

1.4 Aliment

C'est ce qui sert de nourriture à un être vivant autrement dit, c'est ce qui est nécessaire à l'entretien de l'organisme d'un être vivant.

2. Brève historique et localisation des Ambuun

A la question de savoir d'où vient le peuple mbuun, souvent ceux qui répondent disent : « *Bis amen k'o Okoo olong* », pour dire que nous venons de Okoo olong. L'historien AWAK Ayom (1975) signe et persiste que :Okoo olong est bel et bien Golungo Alto angolais. MABITA (2014) un octogénaire mbuun de même que

Van NAEMEN réfute l'assertion d'AWAK. Les deux auteurs partagent le même point de vue sur la traversée des Ambuun. Ils estiment que la traversée mbuun s'est effectuée sur le fleuve Congo, non loin du pool Malebo.

Nous croyons que les études anthropologiques dignes de foi récentes valent la peine pour départager les deux points de vue contradictoires. Retenons tout de même, comme le signale BILETSI, E (1978) qui parlant de peuple mbuun précise que ce même peuple se nomme Ambuun, leur pays : mbuun et leur langue :Embuun.

La population mbuun est disséminée presque dans le territoire congolais. Elle occupe trois territoires dans l'actuelle province de Kwilu. On trouve ce peuple précisément dans les territoires de BULUNGU, de GUNGU et d'IDIOFA. En d'autres termes, le peuple mbuun occupe la quasi-totalité de l'espace qui couvre l'entre Kwilu-Kwango.(AWAK Ayom :2016).

2.1 Identification et répertoire des aliments accompagnateurs de bicarbonate traditionnel ou du sel indigène

La façon dont les aliments sont assaisonnés dans la socio culture mbuun varie selon les mets qui les couvrent et aussi selon les influences que subit la population en contact avec telle ou telle population donnée. Mais de façon traditionnelle, les Ambuun présentent plusieurs formes de recettes alimentaires. « Okwess okiel, okwes omes, okwes ongowom, okwes omung, okwess obul. *Okwess okiel* signifie les aliments préparés à l'aide du sel indigène. *Okwess omes* ou *okwess onge kalanga* signifie les aliments préparés avec de l'huile. *Okwess ongowom* s'explique par les aliments séchés. *Okwess omung*, ce sont les aliments salés alors que *Okwess obul* ce

sont les aliments qui offrent un goût amer. *Okwess ofupse* traduit par les aliments mijotés au feu.

Toutefois, dans l'alimentation mbuun, la particularité réside plus dans la consommation des aliments secs sans sauce, alors que l'ethnie est spécialiste dans la fabrication des marmites, pots, bref tout ce qui concerne la céramique.

Après ce long voyage dans l'alimentation mbuun, le tableau synoptique qui suit fixe les lecteurs sur les aliments médicamenteuses consommés par dans les ménages mbuun de la ville de Kinshasa.

De façon générale, les Ambuun classifient leurs aliments à la manière de commun des mortels. On note d'abord *les aliments quotidiens et ceux dits spéciaux*. Parmi ces aliments, on distingue ensuite, les aliments consommés uniquement lors des fêtes, au cours des palabres, de deuils, d'intronisation, de mariages etc. On retient également des aliments saisonniers, les aliments liés aux événements, et ceux liés à certaines circonstances.

2.2. Les aliments quotidiens ou ordinaires

Les aliments quotidiens et ordinaires ont les aliments que les Ambuun ont l'habitude de consommer chaque jour, sans déployer beaucoup d'efforts pour se les procurer. La plupart de ces aliments sont à la portée de leur main. C'est-à-dire, dans leurs jardins, dans leurs champs ou encore aux marchés. Parmi ces aliments, on retient : *Manihot esculenta* ou les feuilles de manioc « *ankam, sasak, aliok* » ; *Hibiscus sabdarifa* ou *Hibiscus surattensis* : l'oseille « *okwess ngen* » . La consommation des feuilles de manioc se fait sous quatre formes :

-*Sasak a mats* : c'est une recette des feuilles de manioc préparées simplement avec de l'eau, de huile de palme (*mets a mba*), l'épice (*okubits*) et du sel. Ce type alimentaire n'exige pas la présence de Okiel ni de Inkuur.

-*Sasak okiel* : c'est une recette des feuilles de manioc préparées à base du sel indigène « *okiel* » ou de bicarbonate de soude, le piment « *ndông* », du sel « *mung* », un peu d'huile de palme.

-*Sasak a nsông* : c'est une recette des feuilles de manioc tordues à main libre, mouillées et paquetées dans les feuilles de papayer ou de bananier. Elles sont conservées pendant trois ou quatre jours pour être fésandées. C'est dans cet état qu'elles seront plongées dans la marmite en argile « *ndzong a mbuun* ». Le sasak a nsong est toujours préparé accompagné de champignons secs (*boo ongu wom*), ou des chenilles (*miong*) ainsi que du sel indigène ...etc. On y mêle également de l'« *odzem* ».

-*Sasak a nzang* : ce sont les feuilles de manioc séchées préparées au sel indigène avec un peu d'huile de palme, des poissons boucanés ou des champignons ou encore des chenilles.

-*Okiéng ou ikwêr* : les fougères constituent aussi un met quotidien que les Ambuun ont l'habitude de consommer.

-*Tetek ou Ipwar* : est aussi appelé l'amarante, ou ndunda. Cet aliment comme l'*okwes ngen* aident nombre ménages mbuun en cours de stock pendant les rudes périodes de disette ou de famine. Ils sont permanents malgré les saisons.

2.3. Les aliments spéciaux

Les aliments spéciaux, sont ceux qui sont consommés de façon particulière et circonstancielle à cause de plusieurs paramètres

qu'on rencontre dans la vie. Parmi ces aliments on aligne les aliments consommés lors de *fêtes*, pendant le déroulement de *palabres*, *des deuils*, *des mariages*, *des naissances*, lors de la *guérison* d'un patient, et ceux qui sanctionnent *la fin de l'année ... etc.*

Les aliments nspéciaux sont constitués de :

- la viande « *osuén* ou *atông* » des animaux domestiques : bœuf « *ngoom* », porc « *ngúl* » mouton « *imém* », « *nkoom* » ou de la viande des animaux sauvages « *osuén* ou *atông* » : les gibiers...etc. Les poissons « *mbits a mats* », la viande de la basse-cour : poulets (*nsús*), cabards (*ibaté*) ou des oiseaux appellent aussi l'intervention de ces deux ingrédients.

2.4. Les aliments circonstanciels et symboliques

Les aliments circonstanciels et symboliques composés des aliments de fêtes par exemple, la viande de bœuf, chèvre, porc, singe, antilope, poisson, les chenilles, la courge, le poulet et le fougou de millet. L'oseille « *okwes nzuum* » accompagné du poulet assaisonné au sel indigène ou au bicarbonate est un plat le plus précieux et le plus recommandé lors des grandes fêtes mbuun. De telles occasions sont arrosées de vin de palme (*man ansam*, *man m'ayôo*, *man m'iyus*). Chez les Ambuun le riz est considéré comme un dessert, car il est mangé avec les arachides ou bien avec la pâte pour clôturer le repas.

2.5. Les aliments consommés lors de palabres

A la suite du règlement des conflits ou des litiges ayant entraîné les palabres au sein du village, les sages ainsi que les notables se retrouvent autour d'un repas copieux constitué des boules de fougou colossales ainsi que de la viande de chèvre ou de bouc accompagné

de vin de palme. A défaut, les têtes de coqs tomberont pour honorer les palabres. Le plat de sasak est toujours présent dans de telles circonstances.

2.6. Les aliments de deuil

Les aliments de deuil sont souvent des aliments bien préparés et soignés. Les amies et les autres relations des familles endeuillées viennent consoler les leurs avec des plats exquis. La famille éprouvée étant affligée est privée des activités culinaire, ce sont les proches (les belles-sœurs, amies et connaissances, bref les relations proches) qui la nourrissent.

A cette occasion, la consolation des membres de la famille éprouvée tourne autour de plats particuliers : viande boucanée, poisson, frais, poisson salé, courge grillée avec des chenilles ou fretins, pondou vert, oseille, gombo.

Les pleureuses mbuun en savent plus dans ce secteur, car rarement elles mangent de légume pendant le deuil.

Elles contrôlent toutes les entrées de paniers qui contiennent de la nourriture. Feignant de pleurer sournoisement, l'une d'elles s'approche de l'oreille de la personne qui transporte la nourriture et lui demande: « *buu yi nké ?* » : pour dire que le fougou est accompagné de quel condiment ? Le plat de la viande ou du poisson est salué par un « *oyey* » cris de joie qui se termine par un « *tswal kô* », ce qui signifie apporte ça ici. Dans le cas contraire si c'est de légume, elle dira « *wem abwa kôn* » ? Comme pour dire : vas avec là où bon te semble.

Le veuf ou la veuve pendant le deuil est soumis à un léger régime alimentaire tel que le pain de millet « *mpo* ». Actuellement avec le modernisme, on donne aux veufs et veuves mbuun urbains,

du thé rouge ainsi que du pain. D'autres personnes vont jusqu'à donner du fougou ou du riz aux éprouvés.

La tradition mbuun ignore le système qui consiste à organiser le festin le jour même de l'enterrement du membre de la famille. La fête intervient 9 jours « *iwaa* » après la levée du corps du village.

2.7. Les aliments de mariage

Sont presque les mêmes organisés lors des grandes fêtes dans la contrée. On observe divers plats de viandes (gibiers et animaux domestiques), de poissons frais, fumés ou salés ; la chikwangue ; du riz ; le pondu ; la boisson sucrée ; l'alcool « *man ambaa* » ; la bière « *man ambuel* », le vin de palme (*man ansam*) ...etc. Dans cette circonstance l'oseille préparée au sel indigène avec le poulet s'avère obligatoire, car la tradition l'exige.

2.8. Les aliments de l'intronisation du chef

Chez les Ambuun, la cérémonie qui couvre l'intronisation du chef est fêtée avec faste. A l'époque, pour honorer cette journée immémoriale, les vaillants chasseurs du village étaient instruits d'abattre le buffle « *mbvuts* » pour la circonstance. En outre, l'*owonga* avec le poisson anguille « *nzom* » frais est préparé et servi au chef dans sa maison chef ale « *mpin* ».

Actuellement, avec la disparition des espèces animales rares en forêt comme dans la savane mbuun, on recourt à une vache, une chèvre, un mouton, un bouc ou à la basse cour . Les meilleurs tireurs de vin de palme ainsi avisés d'avance, apportent chacun au jour convenu les meilleurs produits de leur métier dans la cour du chef.

2.9. Les aliments de femmes enceintes

La tradition Mbuun accorde à la femme en enceinte beaucoup de privilèges. C'est pourquoi, pendant la période de gestation, la coutume exige qu'une femme mbuun en grossesse, puisse bien manger. Que son repas soit équilibré afin qu'elle soit épargnée de tout ce qui peut entraver sa vie et porter atteinte à la vie du fœtus qu'elle porte ou à la sienne.

Pendant le temps lui imparti, la femme mbuun enceinte est soumise à un régime alimentaire particulier. Elle consomme peu de mets gras « *mets* ». A titre illustratif, les Ambuun donnent aux femmes gestantes : du poisson boucané ; du pondu ; des fretins, le fougou à la farine de manioc et millet mélangée ; les célosies ; la pâte de mangue bouillie, le gombo, la fougère, la chaume « *mpio* », de légume...etc.

3. Résultats de la recherche

Pour décortiquer les résultats fiables dans cette étude, il était impérieux de recourir à deux approches : l'une clique et l'autre qualitative. La démarche clinique a conduit aux analyses de laboratoire ; tandis que l'analyse qualitative a débouché à dénicher la vérité cachée de terrain. A ce sujet, les résultats suivants ont été atteints : Nos enquêtes dans les laboratoires de la Faculté des sciences, au département de Biologie se sont focalisées sur l'examen de 3 échantillons de produits salés régulièrement présents dans la cuisine mbuun. Il était question d'examiner minutieusement et de chercher à prouver scientifiquement la valeur nutritive et la teneur du bicarbonate traditionnel « *Okiél* » liquéfiée, du sel ancestral « *Inkuur* ». Nous n'avons pas négligé le sel marin aussi apprécié tant en milieu rural qu'en milieu urbain congolais en général et chez les Ambuun, en particulier. Ces analyses se sont soldées par le résultat suivant :

Tableau 1. Analyse biologique du bicarbonate traditionnel, du sel indigène et du sel marin

CLIENT/ Monsieur Kashama Didace / FSSAP / Dép Agie /Unikin			
DESCRIPTION DES ECHANTILLONS			
Sel gemme en granulés			
Sel indigène broyé en poudre			
Solution de bicarbonate traditionnel			
Echantillon	1	2	3
	4,80%	7,60%	6,50%
Teneur des autres éléments en poids sec			
Na cl (sel de cuisine)	93,06%	75,57%	79,34%
Kcal	4,08%	10,28%	12,50%
Bicarbonate de sodium	1,50%	5,08%	7,18%

Nos enquêtes en Février 2013 à l'Unikin.

L'interprétation des résultats de l'analyse des échantillons indique du point de vue teneur et humidité ce qui suit :

Le sel indigène a 7,60% d'humidité de plus que le sel marin qui en possède 4,80% ; alors que le bicarbonate traditionnel présente une humidité de 6,50%. Quant à la teneur, le bicarbonate de sodium présente un taux moyen de 5,08%, le sel indigène un taux de 1,05% alors que le bicarbonate traditionnel, un taux moyen de 7,18%.

En rapport avec le poids sec, le sel traditionnel a un taux moins élevé en Na cl, soit 75,57% par rapport au sel marin 93,06% et au

bicarbonate traditionnel dont le taux est de 79,34%. Il s'en suit qu'au niveau de Kcal, le sel traditionnel possède un taux moyen de 10,27% par rapport au sel marin 4,08% et le bicarbonate traditionnel 12,50%.

De ce qui précède, nous déduisons que le résultat analytique du sel indigène « *inkuur* » ainsi que le bicarbonate traditionnel « *okiel* » présentent presque les mêmes vertus que le bicarbonate de sodium. La similitude en composés chimiques de deux types de bicarbonate explique les caractéristiques nutritionnelle et thérapeutiques que présente cet aliment dans le traitement de certaines maladies, telles que la gastrite, l'hypertension, l'obésité, le diabète... etc.

L'*Inkuur* quant à lui est recommandé dans la consommation à cause de la teneur relativement plus basse de sodium que le sel marin et le bicarbonate traditionnel. Le sel indigène est conseillé aux diabétiques en lieu et place de sel marin qui augmente et élève la tension.

3.1. Résultats des données de terrain

Pour se rassurer du rôle effectif que joue le bicarbonate de sodium « Okiél » et du sel traditionnel « Inkuur », il était nécessaire de jauger la connaissance ainsi que de la pratique alimentaire du peuple mbuun côtoyé sur le terrain : c'est-à-dire les personnes ressources dudit peuple afin d'appréhender la fonction maitresse ou d'autres fonctions subsidiaires que jouent cet aliment auprès de consommateurs.

Au sujet de la fonction principale que joue le bicarbonate de soude « Okiél » ou le sel granulé indigène « Inkuur », la majorité d'enquêtés reconnaissent la valeur nutritionnelle, la force, l'importance desdits produits dans l'organisme humain ou dans la vie de la société ; leurs apports de plus en plus influents et

significatifs plus que le sel marin dans le corps humain. Bref, à propos des vertus que présentent ces aliments, on retient ceci :

- Ils soulagent les douleurs ombilicales ;
- Ils atténuent les maux de dents et de l'estomac ;
- Ils interviennent positivement comme antibiotique sur les plaies ;
- Ils ont la qualité et la capacité d'équilibrer les éléments organiques ;
- Ils neutralisent et paralysent la putréfaction de certains aliments au même titre que le sel marin reconnu mondialement comme le seul conservateur des aliments. Ceci épouse l'idée de CARINE d'Igor (1979) établissant le lien étroit entre l'alimentation et la culture.

En outre, la façon dont les consommateurs de ces aliments ont l'habitude de s'y prendre, traduit réellement leur attachement culturel, leur fidélité à leur tradition.

L'enquête a révélé en outre que dans le domaine alimentaire, les Ambuun possèdent une forte richesse culturelle et gastronomique qu'il vaille la peine de préserver. En rapport avec les rôles manifestes que joue cette alimentation, la majorité des enquêtés issus de cette ethnie n'ont pas caché leurs sentiments à ce sujet. Par exemple, à la question de savoir pourquoi consommez-vous régulièrement les aliments traditionnels ? La réponse à cette question était la suivante : « *bis akodia onger atsunga nger, intio onger abegna nzal yé okel* ». Ce qui revient à dire que « *nous mangeons pour construire le corps, afin de bien vivre, et puis c'est pour chasser la faim et aussi la maladie* ».

L'analyse de terrain a démontré que le peuple mbuun, au-delà de la connaissance sensorielle et gustative des aliments qu'il consomme de façon générale, a un autre savoir qui n'exclut pas

celle sur le rôle joué par son alimentation pour la bonne marche tant de l'organisme humain que dans la société.

En effet, bien que profane dans le domaine des sciences chimiques, l'Ombuun naturel, conscient de la valeur et de vertus alimentaires leur léguées par les ancêtres, sait avant comme après la consommation, à quoi il s'attend. La pratique de la chimie alimentaire traditionnelle étant apparente dans la gastronomie de cette socio culture, elle définit automatiquement son identité culturelle comme ce que l'avait prouvé Audrey RICHARDS (1935) chez les BEMBA de Rhodésie.

A propos des types d'aliments, le terrain a révélé que les Ambuun ont la connaissance des aliments de construction, de croissance et énergétiques.

Parmi les aliments de construction, nombreux sont ceux qui ont cité et classé : - les aliments d'origine animale : « *oswen ou atong* » la viande ; « *mbis a mats* » du poisson ; « *miong* » les chenilles ; « *ampas* » les criquets ; « *abôp* » ou « *angiets* » les grillons ; « *ampuu* » les rats ; « *enkal* », « *ansaas* » les crevettes ; « *ankal* » les crabes... etc. La viande, ont-ils avoué, assure l'entretien du corps et le renouvellement des tissus corporels. Toutefois, il est à noter que chez les Ambuun, la viande est consommée occasionnellement.

- les aliments d'origine végétale : tels que : « *nkwan ou adees* » les haricots ; « *ndzo* » les arachides ; « *ndzo mbil* » les voandzous ; « *assang* » le millet ...etc.

- les aliments d'origine minérale : sont celles qui regroupent les produits à caractère sucré, salé et argileux.

La communauté mbuun adulte avait également signifié qu'elle a la connaissance poussée sur les aliments de croissance. Leur apport

se révèle dans l'épanouissement corporel ou mieux le développement physique, mental ou spirituel du consommateur mbuun ou de tout être humain, branché sur une telle alimentation. Ces genres d'aliments sont également recommandés aux enfants. Lesdits aliments selon les Ambuun entretiennent le corps et renouvellent les tissus corporels.

Dans sa programmation gastronomique, l'Ombuun n'est pas ignorant de la dose, ni de la quantité ou de types d'aliments qu'il faut pour la bonne croissance d'un bébé, d'un enfant, d'une personne adulte, d'une personne âgée et vieille et surtout pour la santé d'une femme enceinte ou allaitante.

Concernant les aliments énergétiques, BILETSI. Eugène (1978) note que ceux-ci procurent de l'énergie aux êtres vivants et militent pour le maintien de la température corporelle. Ils ont pour tâche d'assurer le fonctionnement de certains organes tels que le cœur, le poumon, les reins ou encore l'estomac...

La grande partie des aliments énergétiques se consomment sans intervention du sel indigène, moins encore du bicarbonate traditionnel avaient insisté les enquêtés mbuun. Nombreux sont les aliments énergétiques reconnus dans la tradition de ce peuple. Mais parmi ceux –ci on retient : certaines graines et quelques fruits domestiques et sauvages tels que « amuum » les mangues (*Mangifera indica*); « ndeen ampôr » ananas (*Anana comusus*); « alal a mpôr » les oranges « *Citratus limon*) ... « essông » ou les cannes à sucre (*Saccharum officinale*) est citée de même que le vin de palme « man a nsam, » (*Elaies guinensis*)... etc.

Au sujet des aliments de protection consommés par ce peuple, il a été noté que la plupart de ces aliments permettent le bon fonctionnement de l'organisme de l'être humain de façon générale et de l'Ombuun en particulier. Parmi ces aliments on cité certains

végétaux tels que les feuilles, les fruits et graines : « okwess » toutes sortes de légumineuse ; « ingoom » le gombo ; « okiéng ou ikwer » la fourgère (*Pteridium aquilinum*) ; « okwess ngen » l'oseille (*Hibiscus sabdarifa*) ...etc.

A propos des explications récoltées sur l'attachement de peuple mbuun à leur alimentation, particulièrement à leurs recettes alimentaires traditionnelles « *okiél et inkuur* » tant en milieu rural que urbain, le point de vue majoritaire de personnes interrogées pèse sur ce point. C'est-à-dire la fréquence numérique relative à la présence manifeste de leurs aliments traditionnels y compris l'intervention quotidienne de leurs deux ingrédients fétiches dans la cuisine mbuun se justifie à ce que :

- Ces aliments ont un caractère naturel, doux et in nocif,
- Les produits n'ont jamais causé quelque chose de nuisance dans la santé de leurs ancêtres,
- Les recettes épargnent les Ambuun de la dégradation de leur état de santé et les préviennent de toute maladie éventuelle, surtout celles dites de civilisation.

4. Analyse anthropologique des aliments ancestraux « Inkuur » : sel indigène et « Okiél » : bicarbonate traditionnel.

Après analyse de laboratoire sur la fonctionnalité des aliments traditionnels « Okiél et Inkuur », le résultat attendu et obtenu s'est soldé partiel. Raison pour laquelle une difficulté résidait pour leur meilleure appréhension afin de lever toute équivoque qui plane sur lesdits aliments et tirer une fois pour toutes, une conclusion heureuse sur cette étude. Cette seconde analyse dite anthropologique a été menée de façon concomitante permet d'éclairer la lanterne de l'opinion sur le bien-fondé desdits aliments dont la préoccupation majeure repose sur la perception, les causes

de leur consommation, l'attitude des consommateurs ou la prise en charge desdits aliments par le peuple consommateur ; en d'autres termes, la façon dont ils sont mis en pratique.

A cette fin, nous avons côtoyé trois catégories de personnes ressources sur le terrain d'enquête. Dans leurs récits de vie, ils nous ont livré des informations importantes et utiles relatives à la préoccupation soulevée.

La majorité des intellectuels du terroir interrogés à ce sujet, leurs explications étaient plus focalisées sur la variable fonctionnalité des aliments vus sous les lunettes scientifiques. En d'autres termes, ils mettent plus le point sur la composition alimentaire elle-même et sur celle de la composition elle-même contenue dans les deux aliments.

Paradoxalement, une minorité d'intellectuels les considère comme des simples ingrédients qui contribuent indubitablement à la protection, promotion et à la restauration de la santé.

A propos du bienfondé de l'attrait des deux aliments, la même catégorie d'informateurs composée d'intellectuels et des jeunes non instruits mais radicalement plongés dans la culture traditionnelle a réagi de la manière suivante :

Ces aliments sont leurs habitudes alimentaires ; culturellement et traditionnellement ils ont été choisis, adoptés et acceptés par les ancêtres qui après les ayant consommés sans incident, les ont cédé à la postérité qui est à l'aise quand elle les consomme.

Ces aliments ont pérennisé leurs ancêtres et sauvé la vie de plusieurs âmes face à certaines épidémies ou pathologies singulières de l'époque : telles que le paludisme, la toux ou la stérilité....

Ils estiment en plus que les maladies du genre de diabète, d'hépatite, d'obésité, de cirrhose de foi ...nécessitent le recours

inconditionnel à ce genre d'aliments fétiches, à cause de l'implication efficace de leur teneur et le double rôle que jouent ces aliments médicamenteuses.

Dans certains de leurs récits de vie, les enquêtés ne font allusion ni aux facteurs gustatif, ni à la couleur, ni à la nocivité ou à la nuisance de quelques aliments ;

Mais ils renchérissent que les aliments médicamenteuses traditionnels combattent réellement certaines maladies occasionnelles, ils rétablissent l'équilibre corporel et restaurent la santé des malades ;

Ils estiment également que le sel indigène et le bicarbonate traditionnel réduisent et éliminent une bonne quantité de la graisse dans le corps humain ;

Ils rendent sveltes et assouplissent les obèses.

De façon brève, la plupart de leurs récits de vie ponctuent la connaissance ingénieuse des ancêtres sur la découverte des aliments médicamenteuses et leur choix salutaire comme apport biologique, c'est-à-dire nutritionnel, médical, social et symbolique.

Nombre de ces informateurs victimes d'un exode rural forcé ou involontaire qui en quête d'un job rémunérateur, qui par aventure pour découvrir le milieu urbain, ou qui encore soucieux de mieux être en ville, toutes ces personnes interrogées sont intransigeantes et inébranlables sur leur positionnement alimentaire.

Sur l'attrait qu'ils ont des aliments traditionnels : le sel granulé indigène « inkuur » et le bicarbonate traditionnel « okiél », ils ne jurent que sur la tête de leurs ancêtres, martelant sur le caractère supérieur des vertus des deux aliments traditionnels au détriment du sel marin de cuisine dont le goût piquant est un vecteur de certaines maladies du siècle jamais vécues dans nos cultures africaines. Contrairement, ces deux « aliments fétiches » précités offrent un

goût de revenez- y, rafraichissant et doux ; ils sont tolérés presque par toute personne intéressée qui goûterait pour la première fois un repas préparé à partir d'un des aliments. Leurs interventions quotidiennes dans le repas, à entendre les informateurs, résout plusieurs problèmes de santé :

- Facteur d'amaigrissement ;
- Lutte contre l'obésité ;
- Lutte contre le diabète ;
- Lutte contre la prostate ;
- Lutte contre les maladies cardiovasculaires ;
- Lutte contre la tension artérielle.

Anthropologiquement parlant, il se dégage que les aliments dont question dans cette étude revêtent un caractère différent du sel marin. Ils sont un véritable facteur d'équilibre corporel qui favorise la longévité des consommateurs potentiels.

Concernant la perception des deux aliments traditionnels, ils sont considérés non seulement comme un simple produit culinaire, mais en plus comme l'identité d'un peuple C'est-à-dire, c'est un véritable trésor ancestral que l'on doit jalousement préserver. Raison pour laquelle les Ambuun les considèrent comme un véritable patrimoine culturel dont la valeur incontestable déborde la contrée et les frontières nationales. Ces produits qui couvrent une grande valeur ont le mérite d'une bonne vulgarisation, une grande promotion, une protection soutenue et une sécurité suffisante.

Ces aliments fétiches peuvent sans doute constituer un excellent moyen de communication et d'échanges interculturels dans le monde, et pallier à certains nombre de problèmes de santé. Ces aliments constituent en somme une stratégie qui fait asseoir la culture d'un peuple. Ils sont en fait une adresse, un message, un miroir qui reflète les us et coutumes de peuple mbuun. Ils

constituent également une richesse socioculturelle, économique et sanitaire qui vaut la peine non simplement d'être bien sauvegardée, mais aussi et surtout d'être vulgarisée pour l'intérêt de tous, c'est-à-dire non seulement pour la nation ou le continent africain mais aussi pour l'intérêt mondial, en d'autres termes, au service de l'homme tout court.

Conclusion

Notre préoccupation dans cette étude était celle focalisée à démontrer la raison fondamentale de l'attachement continu des Mbuun dans la consommation de bicarbonate traditionnel « okiel » et du sel indigène « inkuur ». Toujours dans le même ordre d'idées, notre problématique cherchait également à saisir la fonctionnalité nutritionnelle de bicarbonate de soude traditionnel et du sel indigène dudit peuple c'est-à-dire leur rôle dans la santé de l'humain mbuun ou de l'homme tout court. Notre hypothèse stipulait que l'attachement des Mbuun à ces aliments serait tributaire à leur tradition et aussi parce que les dits aliments garantiraient la santé de leurs ancêtres, et les mêmes aliments disposeraient de vertus appréciables qui assureraient les fonctions capitales dans l'organisme de cette communauté. L'approche comparative présente dans cette recherche résulte de l'analyse de laboratoire et celle de terrains menés à ce sujet, Ainsi avait-il été démontré que la fonctionnalité alimentaire mbuun couvrait toutes les dimensions offertes par l'alimentation de ce peuple, à savoir : la dimension nutritionnelle ou biologique, la dimension sociale, la dimension symbolique et enfin la dimension thérapeutique.

La présente étude portée sur le sel indigène »inkuur » et le bicarbonate traditionnel « okiel » est une contribution dans la résolution des problèmes de santé et sociaux qui se posent dans la société des Mbuun où ils préconisent des solutions endogènes aux

différents problèmes de pathologies que défie cette société, mais dont d'autres peuples sont parfois victimes. Un tel acquis sur le plan nutritionnel et médical ne devrait-il pas intéresser la nation congolaise, sinon le continent africain ou encore l'univers entier comme un apport dans la mondialisation planétaire au sujet des aliments utilisés aussi dans le traitement des lésions.

Notes bibliographiques

- ADIKEY Mpor Alon, 1989 Interview approfondi sur les origines des Ambuun, Lubumbashi.
- AWAK Ayom. 1975 *L'Histoire de l'évolution de la société mbuun de l'entre Kwilu-Lubwe du XVIIème siècle*. Thèse de doctorat en Histoire, Paris.
- BILETSI, E. 1978 « La solidarité chez les Ambuun » in *Etudes congolaises, ONRD*, vol. XI, n°1 Janvier-Mars
- CARINE d'Igor. 1972 « Alimentation et ses aspects sociaux » in *Communication aux Congrès International*, Mexique.
- ETYO Elom P.U. , 2010 *Alimentation et Santé chez les Bulu du sud Camérroun : Contribution à une ethno-anthropologie de l'aliment-remède*. Thèse de doctorat en Anthropologie médicale et nutritionnelle, Université deYaoundé, Camérroun.
- KASHIAMA Bwangi Didace Josué. 2013 *Apports de l'alimentation chez les Ambuun de la R.D.Congo. Thèse de doctorat en Anthropologie médicale et nutritionnelle*. Faculté des sciences sociales administratives et politiques ; Université de Kinshasa.
- MABITA 2013 Interview approfondi sur les origines de peuple mbuun , Kinshasa, Avril.
- MUNDEKE Oton. 1978 « La variation phonologique en Embuun , in *Pistes et recherches* , Vol 4, n°1, Lubumbashi.
- RICHARD, Audrey. 1935 *Anthropologie alimentaire sur les Bemba de la Rhodésie*
- TORDAY, G et Alii. Notes ethnographiques sur la population habitant les bassins du Kasai et Kwango Oriental :1 ; Peuple de la forêt, peuple des prairies.

- TSUNGU Bamesa. 2012 Séminaire de Méthode qualitative, FSSAP, Université de Kinshasa.

Les mamans Kingabwa et la survie des ménages à Kinshasa

**Par MUSIKI KUPENZA Joseph et MANINGANA
MAVHINGA Joseph**

Résumé

La crise économique qui sévit en République Démocratique du Congo bientôt deux décennies, a changé négativement les mentalités de certains Congolais pour s'adapter à la réalité du moment. C'est dans cette logique que sont apparues une catégorie des femmes communément appelées « mamans kingabwa ». La spécialité des mamans Kingabwa est le vol et l'escroquerie. Ces femmes sont constituées en bande de 5 à 10 personnes. Elles opèrent en un groupe soudé, structuré et coordonné. Elles escroquent et volent les biens de valeurs notamment les pièces d'étoffe, les appareils ménagers, les sacs de voyage, les bijoux et parfois les vivres frais (cartons des poissons, des poulets) et d'autres biens. Elles commettent leur forfait dans des magasins, au marché, auprès des passagers dans des agences de voyage, à la gare, etc.

Pour y parvenir, nous avons utilisé la technique de boule de neige afin de cibler les mamans kingabwa qui ont fait objet de notre étude. Pour collecter les données, nous avons recouru aux entretiens. Les résultats de nos investigations prouvent que les mamans kingabwa existent bel et bien et opèrent en groupe organisé. L'argent de leurs activités leur sert à subvenir aux différents besoins de leurs ménages. Elles s'entraident aussi en cas

de décès, de la naissance ou d'une maladie qui frappe l'un des membres du groupe.

Toutefois, elles ont fait savoir que ce métier est à risque, car elles sont confrontées chaque fois à la police et certaines parmi elles croupissent en prison à cause du vol ou de l'escroquerie.

Introduction

La République Démocratique du Congo traverse une période difficile de son histoire due à la crise économique. Cette crise amplifie la précarité des ménages congolais qui y vivent il y a plus de deux décennies. Pour pallier à cette crise, plusieurs tentatives ont été initiées au niveau national, mais toutes n'ont pas répondu à l'attente de la population. Le cas de l'épuration des dettes auprès de la Banque Mondiale, le changement des dirigeants politiques et des multiples remaniements au niveau du gouvernement central. Cette pauvreté est lue dans le panier de la ménagère. Bien des familles mangent difficilement ou pas du tout. Dans plusieurs cas, bon nombre de Congolais n'ont pas accès aux services de base. Pour sortir de cette impasse, plusieurs Congolais ne vivent que de la débrouillardise.

Pour mieux vivre, il faut avoir de l'emploi. Mais curieusement au Congo, même les fonctionnaires ne s'en sortent pas. Dans la plupart des cas, ils souffrent plus que ceux qui vivent dans l'informel et ne parviennent pas à nouer les deux bouts du mois. D'où le cumul des fonctions de la part des employés congolais.

Se débrouiller pour la survie n'est pas mauvais. Mais lorsque l'on cherche à pratiquer n'importe quelle activité pour sortir de l'impasse, c'est ce qui est condamnable.

Le phénomène « Mamans Kingabwa » est l'une des activités illicites que l'on ne peut pas encourager pour la survie. Les mamans kingabwa sont un groupe de femmes dont l'activité principale est le vol. Ce groupe est constitué de 5 à 10 femmes poursuivant le même objectif (vol pour la survie). Elles opèrent dans des marchés, des magasins, des agences de voyage...

Dans leur apparence, rien ne peut s'infiltrer pour les qualifier des voleuses. Ce sont des femmes présentables, bien habillées et très gentilles... par rapport aux voleurs kinois qui s'accoutrent et qui sont remarquables par leur coiffures.

C'est presque chaque semaine qu'elles sont appréhendées en flagrant délit et exposées à la télévision. Voilà qui a attiré notre attention pour mener une étude afin de comprendre les causes profondes qui les poussent à voler et leur modus operandi afin de proposer des solutions idoines pour endiguer ce phénomène qui déshonore la femme en général et la femme africaine en particulier.

Ainsi, nous avons reparti notre réflexion en deux parties : la première concerne les généralités sur la pauvreté en République Démocratique du Congo et la deuxième sur les résultats de terrain.

1. Généralités sur la pauvreté en République Démocratique du Congo

Selon le rapport des Nations Unies, la République Démocratique du Congo est classée à la 126^{ème} place sur la liste des pays les plus pauvres du monde. ().

Cette situation est paradoxale par rapport aux diverses ressources que regorgent le sol et le sous-sol congolais. Pays potentiellement riche mais avec une population très pauvre. Parmi les causes les plus citées qui sont à la base de cette pauvreté l'on

cite : la mauvaise gouvernance, les guerres civiles, l'insécurité généralisée surtout à l'Est du pays.

Malgré cette crise, les Congolais n'ont pas croisé les bras. Pour leur survie, ils se sont lancés dans l'informel (maçonnerie, cirage, vente d'eau en sachet, des cacahuètes, de couennes grillés, des noix de cola, création des restaurants de fortune, « malewa »...

Malheureusement, plusieurs enfants sont utilisés dans la vente ambulante des produits précités, sans tenir compte de la législation congolaise en la matière.

C'est un droit pour chaque enfant d'être protégé et c'est la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE) qui le garantit. Selon la CDE, « Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, spirituel, moral ou social » (Convention Internationale, 1989).

C'est la pauvreté, qui oblige les parents à envoyer leurs enfants travaillent pour subvenir aux besoins de toute la famille. Quand la société est caractérisée par la pauvreté et les inégalités, le travail des enfants est encore accentué, ainsi que le risque d'exploitation économique. Pour une famille pauvre, la petite contribution ou l'aide que l'enfant apporte et qui permet à ses parents qui n'ont pas un emploi vient faire toute la différence entre la faim et contribuer à la satisfaction des besoins élémentaires. Toutes les enquêtes l'ont bien mis en évidence : une forte proportion d'enfants travailleurs remet la totalité de leur salaire à leurs parents. Le travail des enfants est jugé essentiel pour maintenir le niveau économique du ménage (Kapanga Kule : 2019).

Pour comprendre cette lutte pour la vie, il faut parcourir toutes les grandes artères de la capitale surtout dans les communes populaires, où les trottoirs sont substitués en marché public. Tous les produits que l'on y vend sont ceux qu'on vend en réalité dans les boutiques. Au niveau de l'hôtel de ville, bien des mesures sont prises, mais en vain. Récemment, avec le phénomène « Kin bopeto », opération qui consiste à évacuer les immondices, des mesures restrictives ont été prises pour que la capitale puisse retrouver sa robe d'antan. Mais la vente des produits sur les trottoirs rend cette opération difficile et la capitale est devenue davantage insalubre.

2. Résultats de terrain

Pour mener à bien cette étude, nous avons recouru à la technique de boule de neige afin d'atteindre nos cibles (les mamans kingabwa). Dans la récolte des données, nous nous sommes servis des entretiens approfondis. 10 femmes au total ont participé à l'étude. Ce petit nombre de participants est dû à la difficulté d'obtenir le consentement des mamans kingabwa, étant donné que leur métier est très sensible.

2.1. Analyse et interprétation des données

Tableau 1 : Connaissance du phénomène maman kingabwa

Avis	N	%
Positif	10	100
Négatif	0	0

Il ressort de ce tableau que toutes les personnes interrogées connaissent le phénomène maman kingabwa, soit 100%.

Tableau 2 : Le modus operandi

Manière d'opérer	N	%
En groupe	8	80
En solo	2	20

Bon nombre des personnes interrogées, soit 80% ont dit qu'elles opèrent en groupe et une minorité, soit 20% ont dit qu'elles opèrent individuellement.

Tableau 3 : Le lieu de forfait

Lieu	N	%
Marché	5	0,5
Magasin	2	0,2
Agence de voyage	2	0,2
Rue	1	0,1

Il ressort de ce tableau que bon nombre de forfaits commis par les mamans kingabwa les sont au marché, soit 50%, suivis de ceux commis dans les magasins, soit 20%, avec ceux commis dans les agences de voyage 20%. Et un petit nombre, soit 10% a dit qu'elle commet le forfait même dans la rue auprès des passants.

Tableau 4 : Technique adoptée pour ne pas être repéré comme malfrat

Technique	N	%
Habillement décent	4	0,4
Gentillesse	1	0,1
Se présenter comme tout bon acheteur	3	0,3
Ruse	2	0,2

Bon nombre des personnes interrogées ont dit qu'elles s'habillent décentement soit 40%, suivies de celles qui ont dit qu'elles se présentent comme n'importe quel client, soit 30% ; suivies de celles qui ont dit qu'elles le commettent dans la rue soit 20%. Et une minorité a dit qu'elles usent de la gentillesse pour ne pas se faire repérer.

Tableau 5 : Les causes du vol ou de l'escroquerie

Causes	N	%
La pauvreté	6	60
Le manque d'emploi	3	30
La mauvaise compagnie	1	10

Il ressort de ce tableau que bon nombre de femmes interrogées sont devenues de mamans kingabwa à cause de la pauvreté, soit 60% ; suivies de celles qui ont avancé comme cause le manque d'emploi, soit 30%. Et une minorité soit 10% ont dit que c'est suite à une mauvaise compagnie qu'elles volent ou escroquent.

Tableau 6 : Les conséquences d'être maman kingabwa

Les conséquences	N	%
L'emprisonnement	5	50
La perte de dignité	4	40
La mort	1	10

Les conséquences de cette activité sont l'emprisonnement, soit 50%, suivi de la perte de dignité, soit 40%. Et une minorité a dit que la mort est aussi l'une des conséquences du phénomène maman kingabwa.

Tableau 7 : Les avantages tirés de cette activité

Les avantages	N	%
L'alimentation	4	40
La scolarisation des enfants	3	30
Les soins de santé	21	20
Autres besoins	1	10

Il ressort de ce tableau que la plupart des mamans kingabwa veulent pour nourrir leurs enfants soit 40%, suivies de celles qui ont dit qu'elles veulent pour scolariser leurs enfants soit 30% ; et payer les services de santé, soit 20%. Une minorité a dit que cette activité leur sert à subvenir aux divers besoins vitaux de leurs ménages, soit 10%.

2.2. Interprétation des données

Le phénomène maman kingabwa existe et connu par bon nombre d'habitants de Kinshasa. Les femmes que nous avons interrogées opèrent dans des marchés, des magasins, des agences de voyage, parfois dans les rues auprès des passagers non avertis.

Pour ne pas se faire repérer par les vendeurs ou par les éléments de la police, elles s'habillent décentement comme des femmes dignes. Très souvent en pagne (qui est l'habit porté par bon nombre des femmes mariées). Comme autre stratégie, elles sont gentilles en se présentant comme tout des clientes respectueuses.

Toutes ces qualités sont utilisées pour captiver les vendeurs et les personnes distraites. Dans le domaine de marketing, tous ces atouts sont recommandés pour attirer la clientèle. Mais ici, il faut ajouter la ruse qui est une arme des voleurs et des escrocs pour détourner l'attention des personnes ciblées (vendeurs, voyageurs ou tout passant).

Comme nous l'avons dit, la République Démocratique du Congo traverse les moments les plus difficiles de son histoire. Pour la survie, les gens se livrent parfois à des activités illicites.

C'est pourquoi à cause de la pauvreté et du manque d'emploi certaines femmes ont choisi le vol et l'escroquerie ; malgré toute l'ignominie qu'elles subissent.

Toutefois, les conséquences de cette activité sont négatives : l'emprisonnement. Bon nombre des mamans kingabwa surprise en flagrant délit, croupissent en prison. Quelques-unes ont dit avoir perdu leur dignité. Parfois, il arrive que les mamans kingabwa, avant que la police n'arrive, sont parfois violées, filmées et exposées à la chaîne de télévision. Sans oublier que bon nombre

parmi elles sont des mères de famille et ayant les leurs dans la ville qui suivent aussi les émissions à la télévision. Suite aux coups et blessures, certaines mamans kingabwa finissent par mourir.

Malgré tous ces déshonneurs et tous les risques, c'est grâce à cette activité qu'elles nourrissent leurs enfants, les scolarisent, les font soigner en cas de maladie et subviennent à d'autres besoins vitaux de leurs ménages.

Conclusion

En définitive, nous disons que la République Démocratique du Congo est sévée par une crise économique qui affecte plusieurs secteurs de la vie. Pour pallier cette situation, bon nombre de Congolais se livrent à la débrouillardise par la survie. Mais, comble est de constater que parmi les activités de survie, figurent d'autres activités illicites et déplorables, le cas des mamans kingabwa qui ont fait l'objet de notre étude, et qui se sont spécialisées en vol et en escroquerie comme gagne-pain. Pour comprendre ce phénomène, nous avons d'abord utilisé la technique de boule de neige pour déceler les personnes cibles et l'entretien approfondi pour récolter les données auprès des personnes concernées.

Pour éradiquer le phénomène kingabwa, il sied d'abord que l'Etat :

- ✓ Crée des activités génératrices des revenus afin d'éradiquer le chômage ;
- ✓ Par le ministre de genre et famille, sensibilise les femmes pour pratiquer des activités dignes et ;

- ✓ Que les mamans kingabwa abandonnent cette pratique pour recouvrer leur estime d'antan des femmes africaines respectueuses et dignes.

Bibliographie

- KAPANGA KULE Serge Obed, Culture et travail des enfants en République Démocratique Du Congo au miroir des conventions internationales ;
- Convention Internationale, 1989.
- KIKASA ENGONDO, L'autonomisation de la femme Lushoise à travers le microcrédit. Mémoire de DEA inédit, Unilu, 2010, Inédit.
- LACHAUD, J.P, Pauvreté, ménages et genre en Afrique subsaharienne, CED, Série de recherche 3, Université Montesquieu, Bordeaux IV, 1999

Pauvreté et transformation des habitudes alimentaires a Kinshasa

par Roger TWEKO MUKAWA

Résumé

La langue est largement tributaire de la société qui la génère et avec laquelle elle entretient des rapports réciproques ; beaucoup de phénomènes linguistiques sont influencés par les phénomènes sociaux et inversement. Et chaque période amène à la langue une série d'influences.

Depuis plus de deux décennies, la République Démocratique du Congo traverse une période de crise multisectorielle qui a un impact négatif sur tous les aspects de la vie. Dans le domaine gastronomique, il y a une série des mots qui traduisent cette crise incarnée par un vocabulaire spécifique utilisé par les Kinois. Toutes les langues ont été mises à contribution notamment le français, le lingala, le kikongo.

La langue est l'élément le plus important de la culture sinon l'essentiel. Elle constitue donc le reflet ou le miroir de la vie et permet un diagnostic efficace sur les activités quotidiennes de la vie car, les termes utilisés peuvent nous renseigner sur l'état d'une société et offrir un champ très vaste de l'investigation permettant aux usagés de se rendre compte de la situation sociale en vue d'y remédier.

Introduction

Dans cet article, nous aimerions montrer comment les habitants de Kinshasa, capitale du Congo, confrontés à la crise alimentaire, transforment leurs habitudes alimentaires en consommant des aliments qui parfois étaient jusque là tabous. Nous allons le faire, en nous inspirant des termes utilisés dans le parler des Kinois. Notre réflexion est axée sur les termes utilisés dans le jargon kinois liés à la crise alimentaire. Ce vocabulaire atteste des emprunts aux langues diverses parlées concurremment avec le lingala. Notamment le kikongo, le Tshiluba, le français et autres parlers de la contrée.

La collecte des données s'est réalisée à Kisenso auprès des femmes, des hommes, des jeunes, des enfants, surtout des vendeurs et des acheteurs. Les données ainsi recueillies ont été soumises à une analyse structuro-sémantique (Gréimas 1969). L'analyse des termes pour dégager ses constituants afin de saisir leur sens.

Le travail s'articule autour de trois points : le premier décrit la zone de Kisenso, le second a trait à la présentation du corpus et le troisième l'analyse les données recueillies sur terrain.

1. Description de la commune de Kisenso

La commune de Kisenso est l'une des communes du sud de la ville de Kinshasa. Elle est l'un des nouveaux lieux de peuplement situé dans les collines du sud de Lemba et Matete. Elle a 17 quartiers.

Pendant la période coloniale, ce site était classé site interdit aux habitations, en raison de ses reliefs très accidentés. Mais elle fut créée par l'Ordonnance présidentielle n°68-024 du 20 décembre 1968 portant création de la commune de kisenso et l'Arrêté

départemental n°69-0042 du 23 janvier 1969 fixant les limites de Kisenso.

Au nord, elle est limitée par la rivière Lokola, à l'Est par la rivière N'djili, à l'Ouest par la commune de Lemba et au Sud par la rivière Kivambula (LUBOYA KASONGO, 2002).

2. Présentation du corpus

Pour bien mener l'analyse des vocabulaires de crise élémentaire, le corpus s'est avéré indispensable. Comme nous l'avons dit, nous avons recouru à la méthode structuro-sémantique. Les études sémantiques bénéficient depuis quelques années d'un intérêt croissant auprès des linguistes, lexicologues, syntacticiens, les sémanticiens proprement dits se sont proposé d'explorer les dépendances sémantiques à différents niveaux linguistiques. Leurs analyses ont apporté des résultats précieux et surtout aidé à diviser le domaine de la sémantique. Cependant, s'il paraît un peu exagéré de qualifier la sémantique de « parente pauvre de la linguistique », il faut reconnaître qu'elle reste encore « une discipline qui se cherche », vu que les tentatives de fonder une théorie sémantique pouvant guider les analyses concrètes n'ont pas reçu l'approbation générale.

La Sémantique structurale de M. Greimas. Directeur d'études de sémantique générale à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes de Paris, vient proposer, sous forme d'hypothèse, une théorie universelle, « capable de décrire tout ensemble signifiant, sous quelque forme qu'il se présente ». S'inspirant de linguistes dont les idées directrices diffèrent considérablement et s'opposent souvent (Jakobson; Brondal, Hjelmslev, Tesnière, Pottier, et bien d'autres), faisant état de l'anthropologie, de l'épistémologie, de la psychologie et de l'idéologie psychanalytique, M. Greimas aspire, par ses réflexions méthodologiques, à opérer une vaste synthèse, comprenant

notamment la sémantique linguistique, la sémantique littéraire et la sémantique anthropologique.

M. Greimas fait bien ressortir que le problème de construire une théorie sémantique objective tient à la difficulté d'inventer un langage descriptif qui ne soit pas la langue naturelle, objet de l'analyse. Il suggère comme moyen opérationnel une notation symbolique à l'exemple des mathématiques. Cependant, la notation symbolique n'est en général introduite qu'à un stade ultérieur des opérations, et cela sous forme d'une substitution à une catégorie notionnelle exprimée dans la langue ordinaire. Il s'agit donc plutôt de la traduction d'un terme familier par une dénomination dépourvue d'effet métonymique. Il est vrai que l'influence métonymique est un danger latent qui menace toutes les terminologies puisées dans la langue naturelle, y compris les termes qui présentent un degré élevé d'abstraction.

Difficile à pratiquer parce que la signification n'est pas liée à une quantité linguistique mesurable. C'est là que réside la faiblesse de toutes les analyses sémantiques; les théories de M. Greimas, élaborées avec une conscience et une pénétration extrêmes, ne font pas exception, à cet égard, aux travaux de ses devanciers.

Ainsi, dans le domaine de la gastronomie, nous avons relevé quelques vocables, qui illustrent mieux l'adaptation de la population à la crise qui sévit en République Démocratique du Congo.

2.2. CORPUS

1. Gong unique
2. Nzombo le soir
3. Malewa
4. Soso ya makolo milayi

5. Mafuni
6. On ne sait jamais
7. Nsenge
8. Kanga journée
9. Agene
10. Yango na yango
11. Délestage
12. Evida badi
13. Kondoko
14. Wika
15. Mafuni
16. Tshibelabela
17. Nsusu masa
18. Patrice abeti

Comme on peut le constater, le corpus est récolté sur base de l'échantillonnage occasionnel. Il regroupe les termes liés à l'alimentation en cette période de crise. Le corpus comprend les termes issus du kikongo, Lingala, Français et d'autres langues environnantes constituant le pidgin, dont le répertoire est donné par les usagés de langues consultées. Notons que ce sont des langues bantoues dont les structures phonologiques et morphologiques sont identiques selon la classification GUTHRIE (1970 :319).

3. Analyse structuro-sémantique du corpus

La République Démocratique du Congo, depuis 1997 à nos jours connaît une crise multiforme avec ses corollaires à l'instar de l'insécurité alimentaire. Ainsi plongé dans les difficultés énormes surtout financières, le peuple est invité de revoir son mode de vie,

sa façon de manger qu'il réduit au strict minimum pour le besoin de survie.

Avant cette crise, le peuple mangeait à sa faim. Le Congolais moyen était capable de se nourrir plus au moins trois fois par jour, sans compter la consommation de la bière ordinaire. Noyé dans la crise, il diminue le nombre de repas. C'est ce qui ressort des mots tels que :

1. Gong unique (Emprunt français de gong unique)

Les personnes qui habitent les couvents et les internats, sont informées de la présence du repas à table, par le coup de cloche. Le gong est un coup de cloche. Au son de la cloche, les gens se rapprochent pour manger. En situation normale, ça se faisait trois fois par jour : - le matin pour déjeuner : thé, café. A midi avec un grand repas ; - le soir, avec un repas léger. Mais avec la crise, le Congolais est obligé, de se nourrir une seule fois et souvent le soir d'où le terme gong unique. C'est-à-dire, la cloche pour manger sonne une fois et c'est le soir.

2. Nzombo le soir (un poisson d'eau douce semblable à l'anguille)

Terme composé à partir du Lingala Nzombo (poisson) et le soir. Le poisson auquel on fait allusion ne sorte de son ornière que le soir pour chercher à se nourrir. Ce qui implique que désormais, faute des moyens conséquents, les Congolais cherchent la nourriture pour toute la journée et pour ne manger que le soir.

3. Soso ya makolo milayi

Soso= Poulet, *makolo*=pied et *milayi*= long. Donc c'est le poulet au long pied. Ce sont des feuilles de patates douces, un

légumineux qui est consommé par la majorité de Kinois. Il est moins cher et vendu dans tous les marchés de Kisenso.

4. *Kanga* journée

Kanga= fermer. Le *kanga* journée est une sorte de pains que les Kinois ont mangé à l'arrivée de l'AFDL avec Désiré Kabila. Ce pain était très lourd et fabriqué à base d'une pâte de farine de froment avec peu de levure. Une fois consommé, la faim était atténuée pendant plusieurs heures. Presque toute la journée.

5. *Yango na yango*

Yango na yango = mêmement

C'est un repas constitué des feuilles de manioc et du fufu. Du fait que ces deux mets proviennent d'une même plante (le manioc), on suppose qu'on mange le même met. Or, quand on a de moyen, le repas doit être diversifié.

6. On ne sait jamais

Très souvent, ce sont les femmes qui font le marché. Mais avec la crise, tout le monde peut faire le marché si l'occasion se présente là où on va. Le sachet communément appelé Viva est celui qu'on appelle on ne sait pas. Cela signifie que je ne sais pas, peut être je pourrais trouver quelqu'un de bonne volonté là où je vais qui peut me donner soit les choses à manger ou de l'argent pour que je fasse le marché.

7. *Nsenge*

Emprunt lingala. En effet, le terme bisenga s'utilise pour le résidu de manioc qui reste dans le tamis destinés à être jetés. Mais

ici le terme est utilisé de façon péjorative car pour les habitants de Kinshasa, leur aliment de base est le fufu à base de manioc. Le riz mangé n'est pas considéré comme un plat de résistance, mais comme un dessert.

- **Transgression des interdits alimentaires**

Signalons qu'il y a généralement des nourritures que certains peuples ne sont pas habitués à consommer vu la tradition ou les habitudes alimentaires. Avec la crise sévissant, la plupart des interdits tombent et les habitudes se défont. L'on voit les uns et les autres consommer ce qui était tabou au inhabituel. C'est le cas de :

8. *Kondoko*

Il s'agit du chat. Jadis, le chat était considéré comme un animal de mauvais augure. Mais aujourd'hui avec la crise alimentaire, sa chair est prisée par les Kinois.

9. *Tshibelabela*

Le chien (emprunt tshiluba). A Part les Luba, la chair du chien n'était pas consommée par bon nombre de Congolais. Mais aujourd'hui, plusieurs personnes d'ethnies confondues consomment la chair du chien.

Dans toutes les tribus, il y a des interdits alimentaires. Chez les Yansi et les Ding, les rat est considéré comme un interdit alimentaire. Mais aujourd'hui à cause de la crise alimentaire, les gens concernés, ne tiennent plus compte de ces interdits.

10. *Nsusu masa* (emprunt kikongo)

C'est la grenouille

Nsusu = poule et masa= eau, donc c'est le poulet d'eau.

La grenouille est appelée poulet d'eau, parce que sa chair est blanche comme celle d'un poulet. Dans le temps, la grenouille n'était pas consommée par tous les Congolais. Mais aujourd'hui c'est un met qui a franchit les frontières culturelles à cause de la crise alimentaire.

11. Malewa (repas de fortune)

Le malewa sont des repas vendus dans des restaurants de fortune. Dans ces restaurants, les conditions d'hygiène ne sont pas très souvent tenues en compte. Mais les gens y mangent parce que le coût d'achat est très abordable pour toutes les couches sociales.

12. Kibola-bola autrement dit "**Evida badi**" (qui extermine le fufu)

Poisson salé de fabrication locale et de qualité très médiocre, devenu très populaire et vendu dans tous les coins du pays. Avec tout ce qu'ils peuvent entraîner comme maladies, la population de Kisenso (Kinshasa) en consomme en grande quantité et quelquefois sans être préparé. Evida badi (terme emprunté de lingala) qui signifie « exterminateur du fufu ».

- Evida = exterminer complètement
- Badi= fufu

13. délestage

Le délestage est un mot technique. A Kinshasa, à cause de la vétusté des cabines électriques, on ne sert plus tout un quartier en électricité toute la journée. Il y a de délestage. On déleste un quartier pour servir un autre. Ainsi, les vieilles cabines sont en

repos. Quant à l'alimentation, ce terme signifie tout simplement qu'il faut manger une seule fois et de préférence le soir, que de manger trois fois comme d'habitude.

Les boissons

La consommation de la bière est synonyme d'une vie aisée selon la population locale. Avec la crise, on ne se permet plus un tel loisir. La bière et les liqueurs restent l'affaire des nantis, bon nombre d'habitants de Kisenso trouvent des solutions de substitution avec les vins naturels et les alcools indigènes en occurrence le :

14. *Agene*

Espèce boisson alcoolisée tirée des maïs germés et ayant une forte teneur.

15. *Lotoko*

Il est aussi un boisson alcoolisé, tiré du vin de palme ou des maïs, mais dont la teneur est faible par rapport à Agene.

16. *Patrice abeti*

Patrice= un artiste musicien religieux congolais et abeti= jouer

C'est un terme qui signifie qu'il n'y a rien à manger toute la journée.

Conclusion

Nous venons de passer en revue certains lexèmes inventés ou empruntés par les habitants de Kisenso pour désigner certains mets

pendant cette période de crise alimentaire. Nous avons montré que certains interdits alimentaires de jadis sont aujourd'hui transgressés à cause de la pauvreté. Cette situation ne concerne pas seulement les habitants de Kisenso, mais elle est générale à Kinshasa et dans d'autres grandes cités de la République Démocratique du Congo.

Bibliographie

- Greimas A.J. 1969, Sémantique structurale, Recherche de Méthode, Larousse, paris
- GUTHRIE .M, the comparative bantu, introduction to the bantu languages. Ed .Greg, Tome 3, London, 1970
- CALVET .L.J .1981, les langues véhiculaires, coll, que sais-je, PUF, paris
- Bâchi, S, (2009) , présentation du territoire de Masi-Manimba, quartier latin congolais .
- LUBOYA KASONGO MUTEBA, mémoire online, 2002

«Les mamans bipupola» et survie des ménages à Kinshasa

**Par PELENDE NATSEYA Anicet et MPONGO ETSHINDO
Patrice**

Résumé

La crise économique qui sévit en République Démocratique du Congo a poussé la population à la débrouillardise pour s'adapter tant soit peu à la situation du moment. C'est le cas de l'émergence des « bipupola ». On appelle « bipupola », les personnes qui, sur les marchés, lorsque deux ou trois personnes achètent ensemble un sac de vivres (maïs, de manioc, Niébél ou des braises se présentent pour partager ces produits entre les acheteurs d'une manière équitable. Les « bipupola » sont généralement les femmes. Et comme récompense de leur acte, elles bénéficieront des déchets ou d'un dixième des produits partagés. Ces femmes circulent dans les marchés tout au long des journées, à la recherche des opportunités de partage. Ce faisant, elles obtiennent quelques provisions qui permettent de subvenir aux besoins primaires du ménage. Cette pratique tend à se propager partout dans les marchés de Kinshasa. Là où on vend des produits de première nécessité.

En partant du cas de maman bipupola au petit marché BINSAKU dans la commune de Kimbanseke à Kinshasa, cet article veut montrer comment les Congolais, confrontés à la pauvreté, se saisissent des différentes occasions qui se présentent pour se créer un métier. Il s'agit des activités de débrouillardise, que les observateurs des milieux urbains classent sous le nom de l'économie informelle. Bien que de fortune, les activités des

bipupola pallient aux difficultés qu'éprouvent des nombreux ménages. Et certaines femmes bipupola sont allées loin, au point de faire des petites économies leur permettant l'achat des terrains vides pour la construction de leurs maisons d'habitation.

Introduction

Dans cette communication il est question de montrer comment et pourquoi le partage des produits des achats entre plusieurs acheteurs par une tierce personne, le *bipupola*, est devenu un des moyens quasi unique de faire survivre leur ménage. Les *bipupola* circulent toute la journée à travers les marchés, là où sont vendus les produits de première nécessité, à l'exemple du manioc, du maïs, du charbon etc. Etant donné les prix élevés des produits au marché, deux ou trois personnes mettent leur argent ensemble pour acheter un sac des marchandises. Il est par la suite fait appel à une tierce personne, neutre, le *bipupola*, pour faire un partage équitable entre les acheteurs. Après le partage. La récompenses ; approche d'une sorte de troc. Le *bipupola* n'est pas payé en argent mais en biens. Chaque partie concernée par le partage lui remet le 1/10^{ème} du produit partagé et elle même ramasse des restes à l'exemple des poudre de maïs ou de manioc considéré comme déchets.

Ce métier de partage des produits vivriers est apparu à Kinshasa, capitale de la RD.Congo aux environs des années 80, dans un contexte social caractérisé par le délabrement de l'économie, l'augmentation démographique et ses conséquences : la pauvreté, le chômage et les carences des biens de première nécessité. Dans son rapport publié en 2019 la banque Mondiale fait remarquer que même si depuis 2005, la République démocratique du Congo (RDC) émerge lentement d'une longue période de conflits et de mauvaise gestion qui a eu des effets dévastateurs sur l'économie, les institutions et le tissu social, la pauvreté dans ce

pays est massive et profonde. Les femmes qui pratiquent ce métier sont généralement des femmes pauvres. Elles sont appelées les *bipupola*, *en référence au terme kopupola* dérivant du mot lingala qui signifie enlever les déchets.

Les *bipupola* sont un exemple probant du secteur informel. Il illustre un mode des logiques des Congolais comme mode d'entrepreneuriat qui permet aux gens de saisir des différentes opportunités qui se présentent pour assurer la survie des ménages, là où les structures officielles ont perdu la capacité de pourvoir aux attentes des populations. C'est cette image que nous offrent les habitants de ce pays potentiellement riche (NZONGOLA-NTALAJA 2015).

Depuis plusieurs décennies, les besoins fondamentaux d'existence de la majorité de ses habitants ne peut être assuré que grâce à l'initiative privée comme le montre des études effectuées en milieu urbain de ce pays sur le secteur informel (De Herdt, 2004; De Herdt et Marysse, 1966,1999; Mac Gaffey & Bazenguissa-Ganga, 2000). Ces études ont montré l'importance de ce processus dynamique qui englobe diverses activités et organisations multiformes et qui ne se limitent pas seulement à la capitale Kinshasa.

Notre étude élargit les débats de nos prédécesseurs sur ce secteur informel qui en réalité constitue la réelle économie congolaise. Les données pour écrire cet article proviennent des entretiens que nous avons effectués auprès de 30 femmes *bipupola* au petit marché BINSAKU dans la commune de Kimbanseke à Kinshasa.

Le document comprend deux parties : la première est consacrée aux considérations générales et la deuxième partie analyse les données recueillies.

1. Contexte

1.1. Pauvreté et le secteur informel à Kinshasa

Mais qu'est-ce que la pauvreté ? Il n'existe pas de définition unique de la pauvreté. Certains en donnent une définition en termes absolus. Les pauvres seraient les personnes dont les ressources resteraient en dessous d'un certain seuil fixé en unité monétaire. Le cas de la Banque Mondiale qui fixe le seuil de pauvreté « absolue » à 1 dollar par jour.

Nul n'est sans ignorer que la pauvreté en RDC n'est pas un mythe. Pour s'en persuader il suffit de noter l'incapacité d'une grande majorité des populations congolaises à satisfaire les besoins alimentaires, l'incapacité à accéder aux besoins de santé, à accéder à la scolarisation, à se loger décentement, etc. Toutes ces facettes de la pauvreté sont observables aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. La pauvreté dans la société Congolaise est également perceptible par des phénomènes sociaux grandissants qui traduisent une crise sociale profonde. Le cas le plus probant est sans doute la prostitution des mineurs.

Dans son rapport annuel de 2011 sur l'IDH, le PNUD a estimé à plus de 71% la proportion des congolais qui vivent avec moins d'un dollar par personne par jour. En d'autres termes la pauvreté qui sévit en RDC est une pauvreté de masse qui touche toutes les catégories socioprofessionnelles.

En outre, toujours selon le PNUD il y a une évolution critique du revenu par habitant. Celui-ci a régressé de plus de 15% en termes réels entre 1995 et 2007 (avant la crise mondiale), soit une baisse d'environ 1,4% chaque année sur cette période, alors que dans le même temps, la population croissait chaque année à un

rythme d'au moins de 2,8%. Ces statistiques sont plus qu'alarmantes. Qu'est-ce qui explique la constance de la pauvreté

Les années Mobutu ont d'abord constitué la descente aux enfers de la RDC. Sous ce régime, le pays n'a connu qu'une inflation, un déficit budgétaire et une dette publique qui n'ont fait que croître, mais également l'instauration de la corruption qui aujourd'hui a atteint des records, et ce dans tous les secteurs de l'économie nationale.

Pendant ces années l'Etat a brillé dans l'irrationalité, ce qui a eu comme conséquences un gaspillage des ressources, l'affectation de ces ressources à des fins politiques, etc.

Dans les années post-Mobutu, le pays a poursuivi sa course dans l'instabilité politique et économique, mais surtout le pays connaît toujours de gros problèmes de gouvernance économique. Ceux-ci se traduisent en termes d'environnement des affaires délétère. A cet effet, le classement Doing Business (2010) de la Banque Mondiale sur la facilité à faire des affaires plaçait la RDC à la 181^{ème} place sur 183 des pays. En 2011, la RDC avait occupé la 176^{ème} position. Dans le même registre l'indicateur du *Wall Street Journal/Heritage* qui mesure la liberté économique dans le monde plaçait la RDC à la 172^{ème} position sur 175 pays en 2011. Ces indicateurs traduisent combien la pratique des affaires est malaisée pour un entrepreneur.

Or, le recul de la pauvreté passe par le développement de l'entrepreneuriat. Pourquoi aujourd'hui après la démocratisation de la RDC, les populations congolaises ne jouissent-elle toujours pas pleinement de leurs ressources ?

La réponse à la question est la malédiction des ressources. L'ordre mondial actuel est marqué par le jeu des intérêts de grandes

puissances qui, en voulant à tout prix préserver leurs intérêts, favorisent l'aggravation de la misère des Congolais. Les congolais sont victimes de la richesse de leur sous-sol. La RDC est en effet un pays immensément pourvu en ressources naturelles : de plus de 80 millions de terres cultivables dont 10% seulement sont mises en valeur, des ressources minières importantes (le diamant, le coltan, le tungstène, l'étain, etc.), 2^{ème} poumon vert de la planète après l'Amazonie, 2^{ème} réserve d'eau douce mondiale. Rajoutons que le pays dispose d'un important potentiel hydro-électrique (soit 53% en Afrique et 13,5% au monde).

Malheureusement les populations de la RDC ne bénéficient pas de toutes ces richesses. Son économie est handicapée par des conflits armés incessants et un des niveaux de corruption le plus élevés de la planète à en croire *Transparency International*, qui pour l'année 2011 plaçait la RDC à la 6^{ème} place des pays africains les plus corrompus. Dans ce cadre, la réussite dans les affaires dépend de relations étroites entre le business et le pouvoir : favoritisme dans la distribution des autorisations légales, subventions gouvernementales, allègements fiscaux, etc. C'est un véritable « capitalisme de copinage » pour les proches du pouvoir, en dehors de l'état de droit.

Ce système a empêché l'accès d'un grand nombre au secteur formel : une part importante de la population active a ainsi été forcée de s'orienter vers l'informel. Le BIT estime à plus de 72% de la population active congolaise évoluant dans le secteur informel, à tel point qu'il est devenu le secteur dominant en matière de création d'emplois dans le pays. Mais dans l'informel, le « développement » économique est très fortement contraint.

2. Les bipupola

Les mamans bipupola sont dans la plupart des cas, des veuves, des jeunes filles-mères qui n'ont pas des fonds de commerce pour pratiquer le petit commerce. Elles ont pour tâche, partager les marchandises achetées d'une manière collégiale par d'autres femmes. Ainsi, elles bénéficient soit des déchets, soit d'un dixième des produits achetés et partagés. Afin de comprendre ce phénomène, nous avons mené nos investigations sur bipupola, nous avons utilisé la technique d'interview auprès de 30 personnes. Ces interviews étant constituées des questions ouvertes, le dépouillement s'est fait sur groupement des réponses, compte tenu de leurs ressemblances. Voici donc les données recueillies.

2.1. Au sujet des produits

Concernant les produits que ces femmes partagent, le manioc, les charbons des bois, le maïs et le niébé étaient les plus cités. Après le partage, elles gagnent soit les déchets ou le 1/10^{ème} des produits partagés. A la fin de la journée, elles revendent les produits gagnés. A les entendre parler, elles gagnent parfois plus de 25000Fc par jour comme plafond de chiffre de vente comme l'a exprimé une de ces femmes rencontrées:

« Tous les déchets que nous récoltons, nous les mettons dans un sac. Après-midi, nous les vendons à un vil prix. Et beaucoup des femmes préfèrent acheter ces déchets qui sont moins chers. Ce qui peut donner une bagatelle de 25000Fc par jour si l'on vend bien. »

Avec les économies qu'elles réalisent, elles subviennent aux différents besoins de leurs ménagers notamment, le manger, les soins médicaux, la scolarisation et d'autres besoins vitaux. Laissons parler l'une d'entre elles :

« L'argent que nous générons, nous aident à scolariser nos enfants, à payer les services des soins de santé lorsqu'ils sont malades et nous les nourrissons grâce à ce métier ».

2.2. Les difficultés rencontrées

En ce qui concerne les difficultés rencontrées, elles sont butées à la tracasserie policière et administrative, au manque de protection, étant donné que la plupart des ces produits dégagent de la poussière comme exprimé par l'une d'entre elles :

« Chaque fois quand nous venons au marché, la police nous dérange. Il y a aussi les agents de la DGRK qui nous exigent des documents nous permettant d'exercer ce métier. Chaque fois, pour être libres, nous leur donnons ne fût-ce que 1000 Fc par jour ».

Bon nombre d'entre elles ont déclaré qu'elles sont exposées aux poussières du fait qu'elles ne sont pas protégées. Ce c'est qui fait que bon nombre des femmes bipupola souffrent des maladies respiratoires dues à l'inhalation des poussières.

« Chaque fois, nous avons la toux. Nous pesons que cela est dû à la quantité considérable des poussières que nous inhalons chaque jour ».

Au marché, il n'y a pas d'abri pour se protéger contre les intempéries. Chaque fois, elles font face aux insulations, à la pluie. Sans oublier les menaces des brigands « Kuluna » (du fait qu'elles sortent très tôt le matin avant que les marchandises ne soient débarquées.

« Notre métier nous oblige de sortir très tôt matin entre 4 heures et 5 heures pour se rendre au marché. Or, pendant ces heures, les

brigands se postent au coin des rues pour extorquer les passants et violer les femmes ».

3. Le *kipupola* comme réponse populaire à la pauvreté

L'analyse que nous pouvons faire des ces données recueillies est que les *kipupola* est une activité génératrice des revenus faite par des femmes dépourvues des moyens, dans la plupart des cas, les veuves, les filles-mères. Le phénomène *bipupola* est un fait connu. Il est d'usage dans tous les marchés de Kinshasa où l'on vend des produits agricoles. Grâce à cette activité, plusieurs femmes trouvent des moyens pour subvenir aux besoins vitaux de leur famille respective notamment la scolarisation de leurs enfants, les frais d'hospitalisation et bien des besoins vitaux.

Toute fois, les femmes *bipupola* sont exposées à beaucoup de risques dans l'exercice de leur métier notamment les tracasseries policières et administratives, la poussière qui provoque des maladies respiratoires, les menaces des brigands quand elles sortent aux heures matinales ; sans oublier les intempéries du fait qu'elles n'ont pas d'abri au marché.

Mais le *kipupola* telle que pratiquée actuellement, est une tragédie qui risque d'entraîner des maladies respiratoire chez les femmes qui le pratiquent, car elles le font sans être protégées. Chaque jour, ce sont de quantités de poussières qu'elles inhalent.

En principes, elles doivent porter de masque contre les poussières et des vêtements appropriés pour se protéger contre la poussière (des cache-poussières).

Quant aux scientifiques, ils ne doivent pas seulement fournir les meilleurs diagnostics et les meilleurs avis possibles. Ils doivent toujours le faire, au service des femmes et des décideurs politiques,

et plus généralement au service de l'ensemble des acteurs de la société. Mais ils doivent également assurer une fonction d'alerte et de recherche de solutions. D'une certaine manière, ils sont eux aussi des acteurs ; ayant une responsabilité particulière dans la définition de ces exigences sociétales, qui détermineront in fine les conditions d'une meilleure prise des femmes bipupola dans la ville province de Kinshasa.

Conclusion

En définitive, nous disons que la crise économique qui sévit en République Démocratique du Congo a poussé la population à la débrouillardise pour s'adapter tant soit peu à la situation du moment. C'est le cas du phénomène bipupola.

Ces femmes sont présentes dans tous les marchés de Kinshasa où l'on vend des produits agricoles en provenances des provinces (Congo central, Kwango, Kwilu, Equateur, Mai-ndombe).

En ce qui nous concerne, nous avons mené nos investigations au petit marché BINSAKU dans la commune de Kimbanseke à Kinshasa. Pour y parvenir, nous avons mené des entretiens auprès de 30 femmes bipupola qui font l'objet de notre population cible. Les résultats de nos investigations font état de ce qui suit : ce métier bien que de fortune et informel, pallie aux difficultés qu'éprouvent certains ménages. Certaines femmes bipupola sont allées loin dans leurs économies en s'achetant des terrains vides dans des banlieues, qui serviront plus tard à la construction de leurs maisons d'habitation.

Bibliographie

- BISILLIAT, J. Relation de genre et développement, femme et société, Paris, Orstom, 1992

- BISILLIAT, J., Femmes du Sud face aux changements, Paris, Harmattan, 1997
- BISILLIAT, J. et VERACHUUR, C., Le genre : un outil nécessaire, introduction à une Problématique, Paris, Harmattan, 2000
- BOSERUP, E., La femme face au développement économique, Paris, PUF, 1983
- CLOUTIER, L., Femmes, rapports sociaux de sexe et stratégies de développement en Afrique de l'ouest, Quebec, centre sahel, 1993
- DELWASSE, L. et DELPECH, F., Quand les femmes prennent le pouvoir, Paris, Ed. Anne carrière, 2005
- DROY, I., Femme et développement rural, Paris, Karthala, 1990
- LACOH, T., LABOURIE RACAPE, A, TICHIT, C., Genre et développement : des pistes a suivre, Paris, CEPED, 1996
- MULUMBATI NGASHA, Manuel de Sociologie générale, Ed. Africa, Lubumbashi, 1980
- Naila KABEER, Intégration de la dimension genre dans la lutte contre la pauvreté et objectifs du millénaire pour le développement, Paris, L'Harmattan, 2005
- KITENGE Ya, le rôle de la femme zaïroise dans la société contemporaine. tAspects épistémologiques et analyse qualitative de la condition féminine, Thèse de doctorat en sociologie, Lubumbashi, UNAZAFSSPA, 1977

Les pratiques socioculturelles à risque face au V.I.H./SIDA chez les Mbuun d'Idiofa

par MUBANGA LABENG Delphin

Résumé

La République Démocratique du Congo, avec sa diversité culturelle ne peut qu'être butée à des problèmes purement culturels.

L'absence ou le manque des solutions à ses différents problèmes constitue un véritable fléau pour l'humanité toute entière.

C'est suite à une observation faite sur la communauté Mbuun l'une des ethnies de la R.D.C que nous nous sommes rendu compte que l'ethnie Mbuun court de risques de la transmission du V.I.H/SIDA par le canal des quelques pratiques ethnoculturelles à risque telles que : la polygamie, les rites mortuaires, la prostitution, le lévirat et le sororat, les soins curatifs, le pacte de sang, etc.

C'est pourquoi, il est impérieux que les autorités tant territoriales, religieuses et locales mettent des stratégies en place pour la lutte contre toutes ces pratiques à risque.

D'où, notre réflexion peut se permettre d'ouvrir les nouvelles perspectives de recherche en R.D.C.

Introduction

Depuis bientôt 20 ans, le VIH/SIDA fait la « une » de l'actualité médicale à travers le monde. L'identification des premiers cas de VIH/SIDA remonte au début des années 1980. Aujourd'hui,

l'absence d'un vaccin et d'un médicament approprié fait du VIH/SIDA un véritable fléau pour l'humanité. Les études biomédicales qui sont entreprises sont centrées sur la détermination de la matière du virus, ce qui serait logiquement le point de départ de la mise sur pied d'une solution adéquate ou d'un traitement curatif. Le nombre d'articles scientifiques consacrés à cette maladie ne fait qu'augmenter.

Malheureusement, ces études n'ont pas données jusqu'à ce jour les résultats escomptés, au point que la maladie reste fatale malgré les importants investissements en capitaux y alloués.

L'une des solutions envisagées déclare KAPITA.M, est le changement des comportements sexuels au niveau de la population étant donné qu'à ce jour les profils épidémiologiques, les modes de transmission sont presque connus. (KAPITA, 1988, 87). Considéré d'abord comme un problème médical, le SIDA s'érige actuellement comme un problème de santé publique qui doit interpeller aussi bien les experts des sciences biomédicales que ceux des sciences sociales.

Il ressort de nombreuses recherches anthropologiques menées sur le SIDA que les représentations du SIDA se réfèrent d'une part aux systèmes culturels et pratiques ethniques ayant trait à la pathologie, à la mort et à la sexualité et d'autre part, aux pratiques purement culturelles qui sont universelles et déterminent les rapports de l'homme à son corps et sa sexualité (LAPIKA, 1996). Le virus d'immunodéficience humaine, responsable du syndrome d'immunodéficience acquise VIH/SIDA, constitue à l'heure actuelle un fléau qui a désarmé les meilleurs scientifiques du monde.

YEMWENI DANGU, affirme qu'en « dépit des fonds importants consentis aussi bien dans la recherche du vaccin que dans celle du traitement les résultats obtenus restent toujours dérisoires ». (YEMWENI D. 2002 : 46). Le constat qui partagé pour le moment est que le SIDA est incurable. Mais pendant ce temps sa prévalence

progresses dans de nombreux pays et plus particulièrement en Afrique où les populations sont de plus en plus menacées par cette pandémie.

Cependant au moment où la médecine occidentale affiche une certaine incapacité dans la prise en charge de cette pathologie, de nombreux tradipraticiens déclarent détenir les récoltes médicales capables de guérir le VIH/SIDA et cela en utilisant différentes plantes. KAMBU, confirme dans son étude que chaque tradipraticien ou chaque phytothérapeute traite les différentes pratiques de son ethnie, celles-ci peuvent être ethniques ou culturelles (KAMBU, 1988, 29).

Lorsqu'on compare l'évolution de cette pandémie dans les différentes régions du monde, on constate qu'il y a stabilisation du SIDA, voire une régression dans beaucoup de pays d'Europe, d'Amérique et du Sud Est asiatique. Au contraire, dans les pays subsahariens, on assiste actuellement à une expansion rapide et étonnante en dépit de mesures préventives mise en œuvre par les programmes nationaux de lutte contre le VIH/SIDA.

Cette expansion du SIDA en Afrique serait due à la non prise en compte de pratiques socioculturelles à risque qui sont spécifiques à chaque communauté locale. La présente étude se propose donc de répondre à la préoccupation suivante :

- Quelles sont les pratiques socioculturelles à risque qui sont en vigueur dans la société Mbuun ?

Il s'avère que les pratiques socioculturelles à risque chez les Mbuun sont notamment les pratiques liées à la naissance, aux soins esthétiques et curatifs, à la circoncision, à la polygamie, au sororat et au lévirat. Une enquête qualitative basée sur les techniques de focus-groupe et des interviews individuels ont été menées. Les interviews ont été conduites auprès des personnes qui sont détenteurs d'un savoir traditionnel Mbuun.

Notre réflexion s'articule autour des points ci-après : premièrement nous allons parler d'une petite histoire de l'ethnie Mbuun, en deuxième lieu, nous parlerons des pratiques socioculturelles à risque chez les Mbuun et le troisième point parlera des quelques stratégies de lutte contre les pratiques socioculturelles à risque face au VIH/SIDA chez les Mbuun.

Lapika DIMOMFU dans son étude sur « les facteurs socioculturels susceptibles de favoriser la transmission du VIH/SIDA en RDC a recensé un certain nombre de pratiques socioculturelles encore en vigueur dans certaines aires culturelles congolaises et qui constituent des facteurs importants de transmission du VIH/SIDA ; l'étude a couvert trois provinces à savoir : l'ancienne province orientale, l'ancien Kasai occidental et la province du Nord Kivu.

Près de 1800 personnes ont été interrogées individuellement par les enquêteurs sur base d'un questionnaire. Plusieurs pratiques socioculturelles ont été identifiées notamment la circoncision, l'allongement des petites lèvres, la perforation des oreilles, le tatouage, les incisions, la polygamie, le sororat et le lévirat. (Lapika, 1992, 52.)

Kabamba Salami a mené une enquête sur les voies cachées de la distribution du VIH/SIDA chez certaines tribus du Congo ; Dans cette étude, Kabamba analyse le comportement culturel de certaines populations face au SIDA à partir des informations reçues lors des formations du personnel de santé sur les MST/SIDA et au cours du pré-test de la boîte à image dans quelques régions du Congo. (Kabamba, 1995).

Manku, K., et Kabamba, M. ont élaboré un module de formation à l'intention des tradipraticiens du Shaba. L'objectif de ce module fut de montrer l'impact de la coutume dans la transmission du VIH/SIDA. Dans ce module, les auteurs ont identifié quelques coutumes et traditions de la population du Katanga susceptibles de

transmettre le SIDA et ont proposé quelques précautions à prendre. (Manku, K. et Kamba, M., 1995).

1. Historique de l'ethnie Mbuun

Chercher à connaître les origines des Mbuun est une des questions brillantes de l'histoire de ce peuple. En effet, quand nous posons la question à tout vieux Mbuun à tout notre, ils nous répondent invariablement que « nous les Ambuun venons d'okoo-olung.

De son véritable nom « Golungo Alto », une localité située en Angola, plus précisément entre le fleuve Bengo et Lukala, non loin d'Ambaca (Vansina J, 1965 ; 243). Selon toute vraisemblance, le peuple Mbuun serait parti de l'Afrique occidentale en passant par l'Angola avant de s'installer sur la rive droite de kwilu, son habitant actuel.

Les ancêtres des Mbuun ainsi que leurs descendants n'ont pas échappé à la vague des migrations à laquelle étaient vouée dans les temps, les populations de la langue bantoue de l'Afrique. Les déplacements s'effectuaient avec ça et là, des nombreuses esclaves difficiles à préciser dans le temps et dans l'espace faute des données fiables. Les peuples Mbuun connaît deux grandes étapes de leur histoire qui sont les suivantes :

a) La première étape : de l'Afrique occidentale en Angola

C'est sans doute avec quelques arrêts que les migrations de Mbuun ce sont effectuées. Il ne pouvait en être autrement, eu égard à la distance qui sépare l'Afrique occidentale à l'Angola. Mais ce qui pose problème, c'est la précision en ce qui concerne les endroits exacte ou les Mbuun auraient séjourné avant d'atteindre l'Angola. Les causes de ces déplacements incessants furent nombreuses. Parmi celles-ci, nous pouvons citer l'explosion démographique et sans doute

la pression toujours croissante de la désertification du Sahara. (Kizobo, O'Bweng, Okwess, 1981-71-83).

b) La deuxième étape : de l'Angola au Kwilu

Les Mbuun constituaient un important groupe et vivaient sur la rive droite du Kwango aux environs de Shinje sous l'autorité de leur chef Angung, puisque les traditions historiques ont retenus Golungo Alto et non les plateaux du Sud, il y a lieu de croire que c'est sous la direction de ce chef Mbuun fut redoutable. Il brava certains faits de l'époque telle que la traite des esclaves. En effet, d'après la dernière tradition collectée par le révérend père MPULESE, il semble que le séjour des Mbuun en territoire angolais aurait duré longtemps. Le chef Angung ne voulait pas quitter sa terre en dépit des menaces à la traite (Vansina, 1964, 68-88).

Les populations Mbuun vivaient aux cotés des Lunda et des populations apparentées. Ce contact a entraîné chez les uns et les autres des influences réciproques. En n'excluant pas une origine Mbuun, certains traits politiques tels que 'kaolin blanc », l'anneau de bronze et autres insignes cheffeaux des Mbuun seraient issus de la culture Lunda.

Les Lunda et les Mbuun vivaient en bonne intelligence. Mais leurs liens ont fini par se briser. En effet, le séjour Mbuun au pays des Lunda se solde par un affrontement armé causé par une querelle autour de l'arachide.

(Une légende connue en milieu Mbuun en parle) ces termes : les Mbuun ne connaissaient pas l'arachide lorsqu'ils quittèrent Okoo-Olung. Au cours de leurs marches, ils traversèrent une rivière ou ils virent une arachide flotter, ils la prirent : quand ils arrivaient au pays des Alu (Lunda), ils la cultivèrent. La culture de cette arachide rapportait une grande moisson. Ils les vendirent mais bouillies aux Alu dans leurs marché.

Ces derniers crurent avoir acheté des bonnes graines, malheureusement quand ils cultivaient, ces graines ne germaient pas comme chez le Mbuun. Lorsque les Alu découvrirent cette supercherie, la guerre éclata. Ainsi les Mbuun quittèrent leurs pays. C'est bien cette marche qui les amène dans leur habitat actuel (Bwas Mpib-Etuel, 1980 :36).

Quand ils ont quitté le territoire Lunda, ils se sont installés au territoire Cokwe en passant par Kahemba et c'est suite à la poussée des Yaka commandé par un certain Mwata Yamvo qui opérait au service des Lunda. Ils s'installèrent à Luele qui passe ainsi pour le premier village Mbuun dans leur territoire actuel. (De Dekker. J, 125-146).

2. Les pratiques ethnoculturelles à risque face au VIH/SIDA chez les Mbuun

Pour ce qui est pratiques ethno culturelles à risque face au VIH/SIDA chez les Mbuun, nous avons identifié les pratiques suivantes ;

2.1 La période d'essai pendant les fiançailles ;

Les Mbuun autorisent une période considérée comme étant celle de stage ou encore d'essai pour des fiancés. Pendant cette période, on permet aux fiancés de s'observer et de s'apprécier sur tous les plans de la vie, même sexuels. Il est donc permis aux fiancés d'avoir ou d'entretenir des rapports sexuels pendant cette période dite de fiançailles, pour que chaque partenaire puisse décider d'aller en mariage ou non. Il arrive qu'un conjoint déçu puisse renoncer au mariage à cause d'un comportement non satisfaisant remarqué pendant la période d'observation.

Cette pratique est à risque face au VIH/SIDA, car il le fait de laisser la liberté aux jeunes fiancés d'entretenir des rapports sexuels

sans protection peut déboucher sur la transmission des maladies sexuellement transmissibles, notamment la maladie comme le VIH/SIDA.

2.2. La polygamie

Chez les Mbuun, la polygamie symbolise la puissance et la richesse chez l'homme. Avec cette pratique, les Mbuun pensent toujours en termes d'abondance des biens alimentaires. Le polygame peut recevoir aisément les visiteurs chez lui. Malheureusement en cas de contamination d'un partenaire, toutes les autres le seront aussi.

2.3. Les rites mortuaires

Les Mbuun n'imposent pas des pratiques sexuelles au veuf ou à la veuve pendant le veuvage. Au contraire, la veuve ou le veuf doit s'abstenir de tout rapport sexuel pendant cette période. Mais ce qui est un peu particulier pendant cette période, c'est le fait que la veuve ou le veuf est confié à la garde d'un « Olese-mba » qui est chargé d'apporter à manger et à boire et aussi d'entretenir son feu. Alors, il arrive souvent, pour les veuves que, le « Olese-mba » devienne après le retrait de deuil, le nouveau mari de cette dernière et sans un test de dépistage.

2.4. La Prostitution

Il existe chez les Mbuun, des filles appelées « Omban » qui ont comme métier, la prostitution. De par leur beauté extérieure (physique), elles sont réservées à tout jeune homme célibataire et à tous les hommes qui viennent pour les affaires dans les pays Mbuun pour satisfaire leurs besoins sexuels.

Cette pratique sociale est à l'origine de l'expansion de la prostitution en pays Mbuun. Et comme le rappelle Mubake : »face à l'impasse socio-économique actuelle, la prostitution et la mendicité

ont acquis curieusement sous nos yeux des droits de cité ». (Mubake, 1984 : 260-273).

2.5. Le lévirat et le Sororat

Chez les Mbuun, un homme peut héritier de la veuve de son frère, de même la jeune fille peut-être donnée en mariage à son beau-frère pour remplacer sa sœur défunte. Dans les deux cas, on ne peut plus payer la dot selon les Mbuun. Qu'il s'agisse du lévirat ou du sororat ; tous deux offrent un certain avantage. Cette pratique permet de prendre soins les enfants du disparu et de ne pas les perdre au profit d'une autre famille selon les Mbuun.

2.6. Les soins curatifs

Cette pratique sévit chez les « phlébotomise » qui soignent par des incisions avec une lame de rasoir. Il arrive souvent que ces dernières utilisent une même lame pour plus de trois ou quatre patients sans la stériliser. Toujours dans le cadre de soins curatifs on assiste aussi à l'usage collectif du couteau traditionnel pour la circoncision.

2.7. Le pacte de sang

Il s'agit ici des relations faites avec un instrument et la succion réciproque du sang par les deux partenaires. Cette pratique est utilisée chez les jeune gens qui veulent rendre leur union plus durable ou plus intime. Face au pacte de sang, il y a beaucoup de risque de transmission du VIH/SIDA. Il est à noter que parmi toutes ces pratiques ethno culturelles à risques face au VIH/SIDA chez les Mbuun, il y en a qui sont en voie de disparition. Cela est dû en grande partie au brassage culturel et l'idéologie judéo-chrétienne.

3. Stratégie de lutte contre les pratiques à risque

En RDC, le plan stratégique sectoriel pour le secteur du développement rural doit en principe faire partie intégrante du plan stratégique national de lutte contre VIH/SIDA. (Atelier Fao-DIMITRA ; juin 2005), sur ce plan stratégique sectoriel, il faut que l'accent soit mis sur la nécessité de pouvoir développer les stratégies possibles de réponse pour le très court, le moyen et le long terme en vue de lutter contre les pratiques à risque face au VIH/SIDA et d'en atténuer les conséquences pour le développement rural.

En effet, les réponses existantes à ce jour quoique nécessaires sont appliquées directement au milieu urbaine sans prendre en compte les réalités locales ou les pratiques ethno culturelles qui sont encore fortement ancrées en milieu rural.

Les autorités peuvent également opter pour des approches multisectorielles et décentralisée afin de combattre le plus efficacement ces pratiques ethno culturelle à risque face à au VIH/SIDA. Ces approches doivent être assorties de l'implication des autorités publiques, traditionnelles et religieuses, de la société civile du territoire et de la communauté Mbuun.

Notons toute foi qu'à l'heure actuelle, dans la société Mbuun, l'impact du VIH/SIDA n'est pas encore perceptible. On note une absence de données concernant la prévalence du VIH/SIDA dans la population rural Mbuun à cause du manque d'études spécifiques en la matière.

Néanmoins les impacts éventuels selon que les différents résultats d'analysée conduit sur les principales cause sous-jacentes du VIH/SIDA montrent que le statut

De la population Mbuun et les autres difficultés auxquelles cette population est butté peuvent faciliter la propagation de la maladie permis ces impacts éventuels, nous pouvons noter ce qui suit :

- La détermination des effectifs des institutions œuvrant dans le secteur ;
- La baisse de la production des agriculteurs et éleveurs ;
- L'appauvrissement de la population rurale (à cause des pertes humaines et des frais de prise en charge).

Cette stratégie de lutte contre les pratiques ethnoculturelles Mbuun à risque face au VIH/SIDA doit se faire en suivant un programme de lutte que nous proposons.

- **Partenariat**

Un engagement permanent des autorités territoriales, des leaders religieux et communautaires est indispensable à une réponse concrète ;

Le développement du partenariat à tous les niveaux de la société Mbuun pour le renforcement des moyens octroyés aux acteurs de lutte et aux populations ;

La décentralisation des activités de lutte contre le VIH/SIDA au niveau des secteurs autonomes.

- **La prise en charge médicale et société des P.V.V**

Après avoir prélevé les P.V.V :

- Les droits de ceux-ci sont respectés et leurs responsabilités doivent être renforcées ;

- Les activités de prévention doivent être intégrées dans les services de santé et sociaux en vue d'une meilleure accessibilité ;
- Les traitements du SIDA, en particulier les antirétroviraux doivent être accessibles aux P.V.V.
- **Sur le domaine socio-économique**
- Le volet de lutte contre le SIDA doit être dans les projets et programmes socio-économiques de développement ;
- Les ressources doivent être allouées en tenant compte des facteurs de vulnérabilité des populations touchées par le VIH/SIDA ;
- Pour les pratiques ethno culturelles à risque face au VIH/SIDA, il faudrait d'abord procéder à une identification exhaustive de ces pratiques et ensuite élaborer les messages qui mettent en exergue :
 1. Le dépistage volontaire et le teste pré-nuptial (polygamie, lévirat et sororat) ;
 2. L'utilisation des préservatifs dans le cas des rapports sexuels avec les partenaires multiples.

Il faut procéder à la sensibilisation de la masse sur l'abandon de toutes ces pratiques ethno culturelles à risque face au VIH/SIDA.

Conclusion.

Au regard de tout ce qui précède, il est démontré que l'ethnie « Mbuun », suite à ces pratiques ethnoculturelles à risque, n'est pas épargnée par le VIH/SIDA. La société Mbuun traverse une crise dont les répercussions entraînent la précarité des conditions des populations

et rend certains groupes sociaux notamment les jeunes et les femmes très vulnérables face au VIH/SIDA.

En dépit de ce constat, on observe la persistance de certaines pratiques ethnoculturelles qui sont à la base de la transmission du VIH/SIDA.

C'est ce paradoxe entre l'idéal des pratiques ethnoculturelles chez les « Mbuun » et la réalité telle qu'elle est vécue sur le terrain qui constitue à coup sûr, une bombe à retardement pour cette population.

Ainsi, face à cette situation, il y a un double combat à mener tant sur le plan interne que local.

- Sur le plan interne :

Il s'agira principalement de la définition du rôle de l'Etat et de son sens de responsabilité qui devra assurer la justice sociale à sa population.

Cette organisation interne devra déboucher sur la mise sur pied d'un projet de société dans lequel chacun pourra trouver son compte.

Mais, pour cela, une politique économique et sociale cohérente devra constituer le socle sur lequel l'action de l'Etat sera plus centrée.

- Sur le plan local :

Il convient à la communauté elle-même de lutte contre les pratiques ethnoculturelles qui sont à la base de la transmission du VIH/SIDA et chercher à valoriser les pratiques ethnoculturelles favorables à la lutte contre le VIH/SIDA.

Bibliographie

- BWAS-MPIB, E, 1980, Esquisse panoramique de la littérature orale Mbuun ; guerre et Essais d'analyse ; Mémoire de licence en littérature et logique africaine, UNAZA, Campus de Lubumbashi.
- DEDECKER ; J.M., 1941 : « Contribution de l'étude au mariage chez les Bambunda », in Bulletin de juridiction indigène et du droit coutumier, n° 7.
- LAPIKA ; D, 1992, Les facteurs socioculturels pour la transmission du VIH/SIDA en R.D.C.
- LAPIKA ; D, 2004, Méthodologies Anthropologiques.
- KAMBU ; K, Kinshasa, 1995, La médecine traditionnelle africaine, Centre de Recherche Pédagogique, Kinshasa
- KABAMBA ; 1995, Les voies cachées de la distribution du VIH/DIDA chez certaines Tribus du Congo.
- KAPITA ; M, 1988, SIDA en Afrique, CEDI, Kinshasa.
- YEMWENI ; D, 2000, SIDA et Médecine Traditionnelle, Analyse critique du traitement du SIDA au centre MUTRAC, mémoire de licence en Anthropologie, UNIKIN.

Circulation Routière à Kinshasa

**Par Chris M'THATU L., NTASI DIKASWA M., MUTOMBO
KASONGO M., BIMENGA NAZAYA D. et MULONGO
KAYOLO E.**

Résumé

La mobilité est une exigence et une contrainte quotidienne pour tout human. Cette reflexion part dune observation des faits vécus chaque jour sur la vie kinoise dans le secteur du transport routier, moteur de développement durable d'une nation. Chaque jour qui passe, les usagers des routes, (piétons, conducteurs d'engins roulants, éboueurs et pousse-pousseurs sont tous confrontés à une meme situation, la circulation difficile caracterisée par des nombreux facteurs qui constituent une entrave à un meilleur trafic dont les plus importants sont: les embouteillages ou bouchons. En plus, il faut aussi ajouter qu'ils sont sans cesse exposés à un grand nombre d'accidents enregistrés. Cette étude examine les différentes causes et consequences d'embouteillages et d'accidents. Elle parle aussi des aléas de cette circulation et tente de proposer les pistes de sortie de cette épineuse situation routière. A la suite de notre analyse et par rapport à cette problématique routière, la réponse provisoire qui s'en dégage révèle que les embouteillages et accidents sont dus à un déficit d'organisation structurelle du trafic routier. C'est ainsi que circuler à Kinshasa devient une véritable casse-tête, et une lutte à laquelle les kinois sont habitués à faire face au jour le jour.

Mots clés: accidents, embouteillages, transport, circulation, usagers, routes et engins roulants

Contexte

De nos jours, il est difficile de circuler librement ou aisément dans la ville de Kinshasa à cause de plusieurs facteurs qui ne permettent pas que la circulation routière soit bonne, ce qui fait qu'elle devienne un sérieux problème de société. Au nombre des droits sociaux que les populations kinoises ne bénéficient pas figure aussi le besoin d'un système de transport qui leur rendrait la vie un peu aisée. Malheureusement, le transport urbain qui est un besoin primaire devient un casse-tête pour les kinois à cause des plusieurs embouteillages et des nombreux cas d'accidents.

Cette réalité concrète ne pourrait nous laisser indifférent. Ce déficit en transport urbain traduit la pauvreté de la vie des kinois qui peuplent un immense pays reconnu riche car son sol et sous-sol regorgent des nombreuses ressources naturelles et endémiques. Ironie du sort, la majorité des congolais demeurent pauvres si bien que les matières précieuses avec lesquelles sont fabriqués les véhicules et même les matières renouvelables sont exploitées en République démocratique du Congo où chacun pourrait facilement se procurer sa voiture de dernier cri. Curieusement, il y a carence des bus pour assurer le trafic routier et urbain. En lieu et place des nouveaux véhicules en bon état, bien au contraire, ce sont des anciens véhicules abandonnés ou déclarés hors usage et, qui parfois, servait de transport des marchandises ou des produits d'élevage des fermiers en Occident. Et c'est ce qui fait le transport à Kin et pour lesquels les propriétaires s'en orgueillissent. A ce sujet nous devons rechercher quels sont les défis à relever pour résoudre cette crise criante du secteur de transport dans une ville qui regorge plus de 6

millions d'âmes ? C'est à cet exercice que nous nous soumettons dans cette étude.

Le transport joue un rôle très capital dans le développement d'une nation et pour le bien-être humain. Le transport urbain est un des éléments clés de la productivité de l'économie urbaine. D'où, la mobilité des habitants d'une ville est essentielle pour leur survie. Ainsi, le transport public devrait être régi comme le système nerveux à Kinshasa, malheureusement, il constitue un calvaire pour la population. Il est aussi un des facteurs de taux de mortalité dus aux accidents de circulation. L'objectif du transport urbain est d'améliorer la mobilité urbaine pour une réduction du coût et de la durée des déplacements. Il importe alors que ce secteur de la vie soit bien organisé et bien développé pour éviter les morts qu'on pourrait empêcher et la perte de temps qu'un grand nombre des passagers mettent en traînant pendant plusieurs heures d'attente dans les arrêts des bus et tout au long de leurs déplacements à bord des engins à roues.

La situation actuelle est telle que soit ces moyens de transport (routier) sont soit rares, soit absents ou bien insuffisants par rapport au nombre des passagers. Curieusement, lorsqu'un taxi et un bus se pointent, les passagers sont obligés de courir et se bousculer pour y accéder. C'est du fait que les voitures taxis, les bus ou taxis-bus ne stationnent pas aux endroits indiqués où ces les passagers attendent.

Très souvent, les chauffeurs ne s'arrêtent pas, bien au contraire, ils ralentissent et les passagers doivent courir et batailler dur pour monter à bord pendant que le moteur est encore en marche. C'est ainsi que les femmes pour ne pas faire tomber leurs pagnes ou robes qui peuvent se déchirer, se voient obligées de porter des pantalons qui les serrent et les mettent en confiance ou pour le confort. En cette bataille des biceps entre hommes, femmes, enfants ou adultes,

hommes forts et ceux qui sont faibles, les gens tombent, ils sont piétinés, se blessent, les uns se cassent et les autres sont cramponnés. Ipso facto, nombreux perdent l'argent et leurs biens. Ainsi, attraper un bus ou un taxi, y monter et réussir à se faire embarquer est devenu un véritable parcours de combattants car cela paraît un sport où tous les coups sont permis; d'où, on se livre à un match de dame où le qui-perd-gagne devient la règle du jeu.

Ceci est une preuve des conditions infernales dans lesquelles les passagers du transport en commun sont soumis pour mouvoir, ce qui ne leur permet pas de bien vaquer à leurs affaires dans la ville de Kinshasa. A ces conditions sus-évoquées, il faut y ajouter le problème de tarif. Cependant, le coût de la course à effectuer pose aussi un sérieux problème. Ce tarif se décide par l'Etat qui fixe le tarif pour les itinéraires que les exploitants du transport routier font. Fort malheureusement, il arrive que les conducteurs fixent le prix à leur gré et ne respectent pas le tarif reconnu par tous. De ce fait, les passagers sont surpris et se voient parfois obliger de rembourser chemin ou de changer leurs programmes, soit font les pieds, soit se résigner au dictat des propriétaires qui imposent leurs tarifs non connus par le public.

Ainsi, il sied de noter que lorsqu'on parle du transport de la RDC, l'on doit d'un clin d'œil se souvenir de la phrase historique de l'explorateur journaliste anglais, fondateur de la ville de Kinshasa qui dit : « sans un chemin de fer, le Congo ne vaut pas un penny. » Ce n'était pas un vain mot. Mais c'était un message d'alerte pour un véritable développement d'un pays aux dimensions d'un sous-continent. Ce SOS se confirme aujourd'hui avec le manque criant du trafic ferroviaire à travers le pays. Aujourd'hui, le transport routier n'est pas à mesure de résoudre ce besoin énorme et satisfaire les attentes des populations avec l'actuelle explosion démographique que connaissent la RDC et surtout l'agrandissement

inattendu de la ville de Kinshasa qui accuse une grande insuffisance du transport en commun. Les taxis et les taxis-bus qui y roulent sont insuffisants pour désengorger le flux et marées humaines qui sont sans cesse et à tout moment à l'attente des bus pour leurs déplacements.

Le rapport annuel de l'OMS² de 2004 note que les décès liés aux accidents de circulation diminueront de 30% entre 2000 et 2020 dans les pays à haut revenu alors que ces décès augmenteront notablement dans les pays à faible revenu et y constitueront la troisième cause de mortalité si des stratégies appropriées ne sont trouvées d'ici l'an 2020. Ceci devrait en tout état de cause interpeller tous les chercheurs qui s'intéressent de ce secteur de la vie.

D'où, l'objet de cette étude est de trouver les indicateurs qui contribuent à ce dysfonctionnement dans le secteur du transport. Les questions fondamentales de notre problématique consistent à savoir, pourquoi il y a tant d'accidents et d'embouteillages dans presque la majorité des axes routiers de Kinshasa, comment réactiver le secteur de transport avec des résolutions concrètes avec comme leitmotiv, la construction de plusieurs axes routiers dans cette grande mégapole en plein cœur d'Afrique à la hauteur de sa grandeur afin de répondre efficacement au besoin en demande en transport?

La question du transport à Kinshasa incite des débats houleux et alimente la chronique quotidienne, tout le monde en parle. Ce qui nous pousse à débattre d'un cas concret, car nul n'ignore les grandes difficultés des déplacements de tous les kinois. C'est une question essentielle et vitale de l'heure. Ainsi donc, le but d'une

²OMS/ Banque mondiale, Rapport mondial sur la prévention des traumatismes dus aux accidents de la circulation, 2014

telle étude vise à limiter les périls dans la circulation à travers la ville de Kinshasa.

Depuis l'arrivée des colons belges, jusqu'à son accession à l'indépendance du pays jusqu'à ces jours, la ville de Kinshasa n'a que des routes héritées de l'époque coloniale. Ce sont des infrastructures qui ont assez duré et qui devraient être réhabilitées, malheureusement à ces jours, elles ne sont pas souvent bien entretenues, ce qui fait qu'elles demeurent dans un état de délabrement très prononcé et l'on peut même dire que la ville de Kinshasa n'a plus des routes. En effet, ces dernières étaient construites à l'époque où cette ville n'avait pas plus d'un million d'habitants et il n'y avait pas beaucoup de véhicules à tel enseigne qu'aujourd'hui, Kinshasa regorge plus de six millions d'habitants et peut être que un tiers de cette population possède des véhicules. Cela revient à dire que l'espace à laquelle s'étendait la ville de Léopoldville n'est plus la même que celle qu'occupe Kinshasa dans sa configuration actuelle et qui est comptée parmi les plus grandes agglomérations de l'Afrique centrale, avec une explosion démographique la plus galopante.

Nous pouvons d'emblée supposer comme hypothèse que c'est le manque des connaissances et de respect du code de la route par les conducteurs et de tous les usagers de la route et, il faudrait ajouter à cette raison, d'une part, l'étroitesse des certaines routes et le mauvais état de ces dernières sont à la base des embouteillages observés et d'accidents enregistrés au quotidien ; et d'autre part, il faut dire que la problématique des accidents et des embouteillages des routes à Kinshasa doit se faire résoudre par la réhabilitation des grands axes et artères qui sont à ces jours moins spacieux et leur capacité devient moindre.

Aujourd'hui à Kinshasa, le secteur du transport est jonché de multiples difficultés, d'abord vu la vétusté de ces routes et leur état et ensuite, le manque d'entretien constitue la présence de plusieurs nids de poules qui causent beaucoup d'accidents journaliers et le phénomène embouteillages et bouchons qui ne donnent plus des réponses efficaces à la bonne circulation sur ces routes. Ce qui fait qu'il y a d'énormes défis à relever dans le secteur du transport à Kinshasa. De ces défis nous pouvons citer : l'absence d'une véritable politique d'organisation du transport en commun par l'autorité de tutelle, les harcèlements des policiers sur les transporteurs privés aux conséquences incalculables, les protestations des transporteurs en commun contre les présumées tracasseries par les agents véreux.

D'aucuns disent qu'il y a déficit du transport à Kinshasa. Et, à ce sujet, il faut dire que la voie ferrée soit prioritaire pour résorber cette crise de transport et désengorger les nombreuses files d'attentes des passagers dans les arrêts des bus qui sont même inexistantes.

La circulation sur la route est une entité qui obéit à des lois précises quant à sa régulation. La question de la circulation est un vaste champ de recherche qui doit se situer au carrefour des disciplines scientifiques. C'est pourquoi notre observation sur cette question nous incite à mener une analyse sociocritique une démarche participative de processus d'adaptation aux nouvelles techniques et connaissances sur les exigences chez les différents acteurs dans ce secteur dans un esprit de la sécurisation de la population.

En dehors de l'introduction et de la conclusion, notre étude se concentre autour de quelques points essentiels dont: les normes et principes existants en matière de circulation routière en vigueur en

RDC, l'insécurité routière et la flagrante de la violation du code de la route à Kinshasa et enfin, la courtoisie routière des différents acteurs du trafic routier.

I. Les normes et principes en vigueur en RDC ?

Cette première étape permettra de mieux appréhender la situation du pays ou de la ville de Kinshasa en matière de sécurité routière, de savoir quelles mesures il reste à prendre et dans quelle direction le pouvoir public doit orienter ses efforts pour mettre les usagers de la route à l'abri des accidents.

Toute société fonctionne selon ses normes. Mais, les institutions valent ce que sont les personnes qui les animent. Au lieu qu'il y ait des institutions fortes, par contre en RDC, nous avons des hommes forts. C'est cette culture qui prend corps dans ce pays où chacun veut être supérieur aux autres. Chacun veut être protégé soit par une autorité politique, soit par un militaire ou par un homme célèbre très populaire ; en RDC cette pratique s'appelle « parapluie ». Même dans le domaine du transport tous les propriétaires et conducteurs sont sous protection des gestionnaires des ministères de transport et de l'intérieur soit des policiers et des officiers militaires ou de la police et de la brigade routière. C'est la pratique des usagers de la route qui manquent de civisme. Ainsi donc, certains conducteurs ne respectent pas les droits d'autres usagers de la voie publique qui empruntent les routes. Parmi les personnes qui sont négligées et moins considérées, nous avons : les piétons, les cyclistes, motocyclistes. C'est un problème de mentalité ; donc, l'Etat doit faire en sorte que tous les usagers de la route intériorisent le civisme routier et observent les lois de la république. En quelque sorte, les gens doivent avoir une manière positive afin de bien se comporter quand on roule ou quand l'on emprunte la route. Ce qui

veut tout simplement dire que les gens devraient avoir une certaine éducation.

Il existe plusieurs textes existentiels qui régissent le secteur du transport mais, qui ne sont pas malheureusement respectés par les usagers et qui ne sont pas mis en application par ceux qui sont sensés le faire. Il y a un laisser-aller ou une faiblesse de l'autorité de l'Etat. Beaucoup de choses inacceptables se passent dans le secteur du transport, et certaines mesures et lois en matière ont été prises, mais souffrent cependant de leur applicabilité.

Tous les véhicules qui circulent à Kinshasa roulent ou ont l'habitude de rouler à grande vitesse. Chaque conducteur est pressé, d'où, chacun pense qu'il est dans la priorité sur la route. Personne ne respecte la loi ; c'est comme si on vivait dans une république bananière ou dans la jungle où les faibles sont écrasés par les hommes forts.

Il y a trop de corruption ou la mafia dans le secteur du transport. Entre autre « mbote ya likasu » ce qui signifie : la salutation de la noix de cola. Ce n'est pas en fait une salutation au vrai sens, mais, c'est un système qui consiste pour les conducteurs à remettre aux policiers commis dans des carrefours un petit montant de 500 FC pour gagner leur confiance. Cet argent est versé à chaque course que les conducteurs se pointent dans les postes où se trouvent les policiers. Il semble qu'avec la somme récoltée, à la fin de chaque journée, les policiers se cotisent et ont l'habitude d'organiser des petites ristournes qu'ils touchent pendant la semaine.

Il semble que les policiers appelés « roulage » soient plus friqués et ont les poches bien garnies par rapport à leurs collègues qui sont dans des sous-commissariats. Et, cela fait que la plupart des gens qui sont enrôlés dans la police finissent par se déverser dans la brigade routière qui paye mieux. Mais, une chose est

ridicule dans ce sens que, si les conducteurs sont habitués avec les policiers, quelle que soit la gravité d'une faute commise, il ne sera pas inquiété et ne sera jamais arrêté. C'est ici le lieu de dire qu'il y a beaucoup de flagrance des lois et des principes et normes qui règlementent la circulation routière. La corruption est donc la source d'impunité. Ces propos mettent fin à ce paragraphe pour ainsi chuter sur les dangers et l'insécurité croissants des usagers des routes kinoises.

II. L'insécurité routière et les accidents à Kinshasa

Etant donné le nombre d'accidents croissants sur les routes de Kinshasa, il est d'une grande nécessité de parler de la sécurité des personnes qui ont accès sur les routes de Kinshasa. Car, la flagrance de la violation du code de la route est la cause principale des plusieurs cas d'accidents à Kinshasa. En tout état de cause, la sécurité routière s'avère être une responsabilité publique. C'est ainsi que le recommande la loi congolaise dans la constitution de 2006 à son article 7, à ce sujet, voici ce qui y est dit suit : « Tout usager de la route est tenu d'éviter tout comportement susceptible de constituer un danger ou un obstacle pour la circulation² ». (Constitution de 2006 de la RDC: art. 7.1)

D'où, le respect du code de la route pour tous les usagers de la route est très important pour la bonne circulation et la sécurisation de toutes les personnes empruntant la voie routière. En effet, même partout ailleurs, la question de la sécurité routière pose problème et devient d'actualité dans tous les pays du monde. Les accidents de route font près de 1,3 millions de morts chaque année et un nombre important de blessés qui en sortent avec handicap avec près de 90 % des accidents mortels et non mortels qui en surviennent. C'est ainsi qu'un certain nombre des pays se sont réunis pour élaborer un recueil des lois pouvant régir la circulation routière.

Le code de la route, quid ?

Le code de la route est l'ensemble de conventions, des signes et des principes institués par le législateur pour la meilleure circulation de tous les usagers de la route ou de la voie publique.

En effet, le code de la route est universel avec seulement quelques particularités près dans tous les Etats qui ont ratifiés la convention de Genève du 19 septembre 1949 remplacée par les conventions internationales de Vienne du 3 et 8 novembre 1968 et par la circulation et la signalisation routière. Et le 30 août 1978, par la loi n° 78/022, la présidence de la république a exprimé la volonté politique pour aboutir à un instrument qui renforcerait la sécurité routière en publiant le nouveau code de la route qui doit, d'ailleurs, être revisité car tombé caduc compte tenu de l'évolution technologique, la modernisation des infrastructures.

Dans certaines artères de la capitale, il y a des panneaux implantés qui répondent aux normes internationaux émis par les experts de la prévention et la circulation routière. Il existe une instance instituée par le gouvernement de la république, sous l'autorité du ministère de transport et voies de communication, alors, chargée de veiller sur la mise en œuvre du code de la route et il y a la brigade routière de la police qui est commis dans chaque carrefour et certaines grandes artères pour surveiller et réguler le trafic routier et arrêter les auteurs des infractions qui ne respectent pas le code de la route.

Elle a pour mission de sensibiliser des usagers de la route pour prévenir les accidents dus à la circulation. Face à plusieurs irrégularités observées dans le chef des usagers de la route à Kinshasa qui provoquent les bouchons et les cas d'accidents, il faudrait à plusieurs fois organiser des campagnes de sensibilisation sur le civisme à adopter sur la route afin d'éviter le pire.

Depuis de nombreuses années, les Nations Unies et leurs Etats membres admettent que les accidents de la circulation constituent un défi. Cependant, ce n'est que ces dix dernières années que cette question a pris la place qu'elle mérite parmi les questions internationales de société et de développement les plus urgents³.

Aussi, la RDC qui est confrontée à ce même problème a souscrit aux résolutions données par ces pays. Mais, nous constatons malheureusement que le code de la route est sans cesse piétiné et les conducteurs kinois le violent en flagrance sans se rendre compte et parfois ces derniers le font sciemment. Pour cette raison, comme le code de la route n'est pas respecté, il y a l'incidence de beaucoup d'accidents et des plusieurs embouteillages sur les routes. Comme nous le fait remarquer Nsolo Joseph, la perception du risque accidentel au Katanga, particulièrement à Lubumbashi devient un phénomène de santé publique réel, vue l'accroissement du charroi automobile dans notre milieu par rapport aux années antérieures et cela dans un réseau routier resté statique depuis l'époque coloniale⁴. Il poursuit son propos en disant que les accidents de trafic routier comprennent essentiellement les accidents causés par les véhicules motorisés (voitures, camions, motocyclistes) mais aussi les bicyclettes et les tractions animales : dromadaires, ânes, chevaux en Mauritanie surtout. Les accidents de la circulation sont si fréquents que, parfois, ils se confondent avec les traumatismes.

Les victimes des accidents de la circulation sont surtout les piétons, les cyclistes et les motocyclistes et les passagers des transports en commun. Les organisations non gouvernementales qui

³OMS, Promouvoir la sécurité routière et défendre les victimes d'accidents de la route ; guide à l'intention des ONG, OMS, Genève, 2012, p.3

⁴KAHUNGE NSOLO J., Profil épidémiologique des accidentés à Lubumbashi, Université de Lubumbashi, santé publique,

œuvrent en faveur de la sécurité routière et qui défendent les victimes de la route sont d'origines très diverses.

Le code de la route d'usage jusqu'à ce jour en RDC ne fait pas allusion à l'usage de phénomène du volant droit et ne parle même pas d'autoroutes qui n'existent pas. Aujourd'hui, les experts de la prévention et circulation routière internationale et la commission nationale de la prévention routière qui est l'institution technique du monde de transports chargée par le gouvernement congolais à veiller sur la mise en œuvre de notre code de la route ne savent pas à quel saint se vouer pour accomplir normalement sa tâche. Elle doit sensibiliser les usagers de la route pour prévenir les accidents de circulation bien que dépourvue des moyens et doit être associée pour implanter les panneaux sur les voies publiques. Cela serait possible grâce à une planification et une programmation rigoureuses des investissements pour la gestion des déplacements.

La conduite de l'automobile doit s'apprendre le mieux dans une école de conduite afin de permettre à l'apprenant conducteur de garder toute sa maîtrise dans la circulation au volant de son engin. Or, la majorité des conducteurs à Kinshasa font un auto apprentissage et éprouvent beaucoup de difficultés pour bien rouler sur les routes. Par conséquent, ils ont une méconnaissance de certains panneaux de signalisation qui les placent dans des situations routières à risque. Compte tenu du nombre élevé de panneaux existant dans notre environnement, il est dangereux pour eux qui ont des embûches pour rafraîchir leurs connaissances quant à leurs significations et à leur utilité.

Aussi, ils roulent avec des véhicules appelés communément 207, esprit de mort qui ont le monopole du transport en commun. Ce sont des véhicules déjà usés et amortis qui ne circulent plus en Europe où ils ont été fabriqués et sont déclarés hors usage. A ce

sujet, Ndaya Tshiteku, pour ne pas paraphraser ses propos lorsqu'elle décrit les conditions des passagers kinois à bord des véhicules de transport en commun, elle dit que ces derniers sont parfois habités par ce souci de ne pas voir leurs habits troués ou déchirés dans des vieux taxis ou taxis-bus qui ne sont pas confortables.

Par contre, ce sont les mêmes qui inondent les routes de Kinshasa et dont leurs conducteurs sont souvent responsables des accidents à cause de leur excès de vitesse. Or, si les véhicules sont en bon état requis, il y aurait moins d'accidents car, un véhicule en bon état aide le conducteur à se sentir en pleine possession de ses moyens sur la route. Il n'est pas nécessaire de détenir le titre de « meilleur mécanicien ou excellent chauffeur » pour détecter certains indices permettant de croire à quelque défectuosité plus ou moins grave surtout dans les routes de Kinshasa.

Nous donnons à cet effet, les caractéristiques des routes de la ville de Kinshasa.

En effet, il y a plusieurs facteurs qui sont à la base de la mauvaise circulation et de plusieurs accidents à Kinshasa; c'est notamment l'état des routes qui laissent à désirer. Dans la plupart des cas, elles sont mal entretenues. Il faut aussi signaler que les arrêts et les parkings des véhicules ne sont pas aussi bien aménagés surtout que chaque conducteur roule comme il veut et s'arrête là où bon lui semble. En plus, l'on doit faire constater les nombreuses épaves des véhicules abandonnées dans des avenues et au bord des routes. Il y a aussi plusieurs garages et marchés pirates placés en pleine voie publique. En outre, les eaux de pluies constituent une autre entrave de la bonne circulation des usagers des routes. De ce fait, le vieil adage qui dit qu'après la pluie vient le beau temps ne se confirme pas dans le contexte de la ville de Kinshasa où après la

pluie, vient le mauvais temps. En fait, c'est à cause des nombreux dégâts que les pluies surtout diluviennes causent même sur les routes, lesquelles en certains endroits ne sont pas bien aménagées et réhabilitées.

En outre, les caniveaux sont remplis d'ordures et souvent bouchés. C'est ainsi que lorsqu'il pleut, les eaux ne ruissèlent pas bien mais, débordent et, transforment les routes en rivières. Dans ces conditions, tout s'arrête, et même tous les usagers des routes, ceci revient à dire que pendant et après quelques heures après la pluie il n'y a plus de circulation. Ainsi, les flaques d'eaux et le sable mouillé (la boue) traînant longtemps et des nombreux trous font aussi de nids de poules sur la route. Aussi, pendant la nuit, il y a trop d'obscurité sur les routes de Kinshasa et c'est encore un autre mauvais élément empêchant la circulation et surtout que les routes ne sont pas éclairées. Et comme conséquence, cela gêne la fluidité de la circulation routière.

A cela, il faut ajouter que plusieurs avenues de Kinshasa sont pleines des garages et d'épaves des voitures abandonnées ; ce qui fait que même les éboueurs qui sillonnent les rues traînant leur chariot pour ramasser les déchets en criant « matiti » dans la capitale du « Kin Bopeto » soient aussi butés au même problème de circulation car les poubelles publiques font défaut. Les gens trouvent mieux de jeter leurs ordures ménagères et autres déchets sur les avenues.

Par ailleurs, il faut signaler aussi que les principes et les lois qui régissent la circulation sont souvent bafoués par les usagers des routes, si bien que très souvent, les mesures de sécurité ne sont pas observées par les chauffeurs qui roulent à vive allure. Certains automobilistes n'accordent pas toute l'importance voulue aux divers mécanismes de sécurité dont les autos sont pourvues. Ce sont les

normes de conduite sécuritaire et responsable qui exigent aux conducteurs vigilance et prudence au volant. Ce qui pose aussi un sérieux problème de circulation, c'est le nombre important des véhicules au volant droit qui perturbent le trafic.

A ce sujet, nous énumérons quelques exemples de non-respect de panneaux de signalisation routière ; là où il est interdit de s'arrêter et de stationner, certains conducteurs s'y arrêtent et stationnent sans tenir compte de la présence et de l'importance des mentions signalées dans ces panneaux. Très souvent, ils s'arrêtent à la simple demande des passagers qu'ils transportent. Parfois, s'ils ne s'arrêtent pas, les disputes s'en suivent entre les conducteurs, son receveur et les clients. Et, dans la plupart des cas, ils ne savent pas là où il faut s'arrêter, même si les panneaux ne sont pas placés et, pourtant, dans le code de la route, il est dit qu'on ne peut pas s'arrêter à moins de 10 mètres d'intersection de 20 mètres d'un arrêt. Malheureusement, ils foulent aux pieds cette disposition du nouveau code de la route. Mais, les panneaux de signalisation limitant la vitesse par exemple à 40 kilomètres par heure.

En outre, aucun conducteur ne respecte les panneaux de signalisation placés dans plusieurs points dangereux des différents axes routiers de la ville. Pour beaucoup de conducteurs, les lignes continues et discontinues ne leur disent rien. Ils les chevauchent et les franchissent à dessein or, marcher sur une ligne continue équivaut à un conducteur qui percute un mur et le trou ; pourtant, il devrait être sensé les voir et les contourner. Par ailleurs, les panneaux de signalisation d'interdiction limitant la vitesse à 60 kilomètres doivent respecter les couleurs universellement recommandées et doivent correspondre au code de la route qui donne les messages, les inscriptions doivent être peintes en noir ou en bleu mais à Kinshasa, c'est écrit en vert, ce qui est une violation grave du code de la route universel.

Au regard de toutes ces considérations, nous sommes en droit de dire que la circulation routière constitue un réel danger qui met tout le monde en insécurité. Cette affirmation est une manière de marquer notre accord avec les propos d'un autre penseur qui a parlé de la circulation routière qui dit : C'est surtout les automobiles qui sont les plus régulièrement concernées. Les deux roues motorisées sont en croissance comme cause des accidents de la circulation comme signalé par Naddumba⁵ qui dit avec le « deux roues » appelés « Boda Boda », les accidents de la circulation sont unanimement reconnus comme la première cause des traumatismes de tous genres : plaies, contusions, plaies contuses, brûlures, traumatismes crâniens, thoraciques, abdominaux, fractures.»

Suivant les proportions, il y a des statistiques de 19 % par jour que les usagers de la route (automobilistes et motocyclistes et les piétons) et même les agents de la police routière sont objets et sujets d'accidents. Parmi les causes des accidents régulièrement connus à Kinshasa, nous citons : les fausses manœuvres, les mauvais dépassements contraires à la prescription, la vitesse excessive, le dépassement de vitesse maximum autorisée, l'accélération, le non-respect de l'arrêt imposé sur les panneaux « STOP » ou feu rouge ou le clignotant, et le respect de priorité.

D'ailleurs, à observer nos conducteurs sur leur manière de circuler, nous constatons avec amertume que la plupart d'entre eux ne respectent pas les signalisations données par les panneaux et les robots qui réglementent le trafic dans des carrefours. Aussi, ils ne donnent pas priorité aux ambulances, aux corbillards et parfois aux cortèges. Il est à signaler aussi que beaucoup de véhicules de la police et des militaires n'observent pas le code de la route et croient être prioritaires sur les routes si bien que dans la plupart des cas, ils

⁵Naddumba, East and Central Africa Journal of surgery pour Kampala en Uganda (mai 2004), p. 27

provoquent le désagrément de la circulation, souvent, ils ne s'arrêtent pas au feu rouge, ils roulent toujours à vive allure et empruntent le sens unique alors contraire à la bonne circulation ; pourtant, ce sont eux qui devraient servir d'exemple sur la courtoisie routière. Parfois, ils sont victimes et auteurs d'accidents.

En définitive, l'accident n'est pas fatal, il est par contre évitable ; question d'être vigilant et respectueux du code de la route. Mais, c'est un danger qui nous guette dans chaque coin de route où roulent les engins à cause des inciviques.

La courtoisie des acteurs de la circulation routière à Kinshasa

En fait comme l'a évoqué Madame Ndaya dans l'énoncé de la thématique du 3e numéro du carrefour congolais, l'expression « yo mutu okoya kobongisa mboka oyo? » entendu: c'est toi qui va changer la situation du Congo (qui est donc mauvaise ou pire)? tombe à pic car elle est devenue monnaie courante dans toutes les lèvres du commun des congolais et surtout dans le chef des conducteurs et des receveurs des taxis-bus qui tiennent de mauvais langage pour s'adresser aux passagers et autres usagers de la route. En effet, c'est lorsque surtout qu'ils ont mal stationné, soit ils font un mauvais dépassement, une fausse manœuvre ou un autre faux pas qui gênent la circulation et que quelqu'un les reproche ou le rappelle à l'ordre que ces derniers utilisent cette fameuse expression comme réponse. Cette expression traduit bien que rien ne marche dans ce pays et par conséquent, chacun est libre de faire ce que bon lui semble. C'est pour autant dire que ces derniers s'inscrivent dans la logique de ne rien ou jamais corriger, même les vices ou le mal qui rongent la société congolaise. Cela signifie que le mal s'enracine dans la mentalité congolaise qui normalise ce qui est inadmissible ailleurs.

Parler de la courtoisie routière nous amène à se pencher sur les différentes attitudes et comportements affichés par les acteurs du secteur de transport routier et usagers de la route dans la ville de Kinshasa. Les politiques et les lois ne sont pas mises au point et appliquées de la même façon dans tous les pays. Il est donc essentiel de comprendre le fonctionnement interne du système de transport à Kinshasa. D'où, nous allons commencer par examiner quels sont les acteurs de la circulation routière. Il faut noter : les policiers ou les agents de la police routière commis pour la réglementation du trafic, la corporation des transporteurs, les conducteurs ou les automobilistes et les autres membres de l'ACCO, entre autre les chargeurs dans des parkings et les motocyclistes, les cyclistes, les pousse-pousseurs, les passagers qui empruntent les bus, les taxis et les taxis-bus sans oublier les piétons.

Le secteur de transport routier à Kinshasa nous fait assister à plusieurs scènes et spectacles que nous offrent très souvent les acteurs et opérateurs de la route. Nous constatons à cet effet, beaucoup de désordres; d'où, il y a des bagarres, les disputes parfois entre conducteurs automobilistes et les policiers de roulage, soit entre des motocyclistes appelés « wewa » et les agents de la police et, parfois entre motocyclistes et automobilistes, soit entre les chauffeurs et les clients et vice-versa. Il faut signaler qu'il y a trop des désordres et nous remarquons un certain dysfonctionnement dans ce secteur. Les chauffeurs d'une part et les policiers de roulage commis pour la réglementation de la circulation routière ont tous une part de responsabilité à partager.

Quant aux policiers, au lieu de veiller à la bonne circulation et la réglementation du trafic routier qui est leur mission première, malheureusement, eux sont préoccupés à arrêter arbitrairement et injustement les conducteurs même s'ils n'ont pas commis d'infractions. Ils sont là pour rançonner l'argent et non pour

travailler. En principe, si un conducteur commet une infraction sur la route, le policier devrait lui prodiguer des conseils pour lui faire observer la faute parfois commise par ignorance des certains principes du code de la route, lui mettre en garde et prévenir les dangers de la route. Par contre eux, quand ils arrêtent les conducteurs, parfois après qu'ils leur aient taxé des lourdes amendes arbitraires ou forfaitaires, dans la plupart des cas, ils ne leur remettent pas des quittances faisant preuve d'une amende régulière. Ce qui porte à croire que l'argent va dans les poches des individus au lieu que ce soit versé dans le denier public. Il y a là, évasion fiscale, donc, un manque à gagner pour l'Etat congolais. D'où, il nécessite une sérieuse administration et une véritable politique dans ce domaine du transport.

Par ailleurs, il faut signaler la présence ou l'intervention de plusieurs agents dans le service du transport. Et à ce point, nous évoquons la question de la tracasserie policière longtemps décriée par les conducteurs qui tentent à maintes reprises d'amorcer des journées sans taxis et des mouvements de grèves dans la ville de Kinshasa. Ce qui rend difficile le transport en commun.

Parmi ces différents agents et services que nous trouvons sur terrain, nous pouvons énumérer : la police de roulage, les bureaux deux, les agents de contrôle commis par le ministère de transport et voie de communication, les chargeurs ou agents de l'ACCO (association des chauffeurs du Congo) qui sont présents dans tous les parkings ou terminus et travaillent en collaboration avec les autorités urbaines ou l'hôtel de ville. Ils sont éparpillés à travers toute la ville. Ils ont pour rôle de tracer et planifier les itinéraires et les lignes que les taximen doivent emprunter et défendre les intérêts des conducteurs et les propriétaires des véhicules. Eux aussi font la loi de leur manière et font payer des taxes aux conducteurs. Très souvent, ce sont eux qui fixent le taux et le prix de la course pour

chaque tronçon en collaboration avec l'autorité urbaine. Très souvent, lorsqu'il y a augmentation du prix du carburant dans les stations, sans attendre l'autorisation de l'autorité, eux préfèrent fixer la tarification pour le transport qu'ils revoient déjà à la hausse.

Les embouteillages ont des conséquences et causent plusieurs préjudices dont le retard et la perte des temps. A ce propos, nous notons que beaucoup de gens ont raté des rendez-vous importants, ils ont avorté des voyages d'affaires ou d'études, certains ont connus des situations pour leur travail, comme l'embauche, plusieurs ont parfois été révoqués. Plusieurs patients ont aussi manqué des consultations médicales ou des rendez-vous avec leurs médecins traitants. de traitements, de nombreux écoliers, élèves, étudiants et enseignants ont raté des leçons, des interrogations ou des examens qu'ils devraient présenter. Il en est de même pour les accidents au cours desquels des centaines des personnes trouvent la mort, certains en deviennent inaptes car se voient les parties de leurs membres du corps amputés. Beaucoup d'autres perdent leurs biens, les dommages sont énormes.

Dans le chef de beaucoup de conducteurs, ce qui leur est reproché, c'est le manque de savoir-être, ainsi, nous déplorons leur façon d'agir. Leur conduite et comportement sur la route laisse à désirer. Ils accusent un incivisme accru. Que ce soit les conducteurs, des receveurs et des chargeurs ils n'ont pas pour la plupart de bonnes manières, ils manquent de respect et de considération pour les passagers. Ils n'ont pas un bon langage vis-à-vis de leurs clients avec qui ils engagent des discussions à cause parfois d'une incompréhension, ou sur le prix de course. Par moments, les chauffeurs ou les receveurs lancent des injures publiques ou des insanités à l'égard des passagers sans se gêner ou se rendre compte qu'ils portent atteinte à l'intégrité morale et aux bonnes mœurs publiques. Dans la plupart de cas, ils se comportent

comme les hors la loi et ne respectent pas souvent la réglementation en matière de transport des personnes et leurs bagages. Il n'y a donc pas moyen qu'ils roulent dans les conditions optimales.

Certains conducteurs n'ont pas des documents pour rouler sur la route. Pourtant, par principe de conduite, avant de conduire un véhicule automobile, un conducteur devra à tout prix se munir des papiers l'autorisant de circuler sur la voie publique. Pour ce faire, les documents lui exigés sont : le permis de conduire, la carte rose, la vignette, l'attestation d'assurance, la carte violette (expertise), le carnet d'entretien, le formulaire de constat amiable. Tous ces documents doivent toujours être présentés à toute réquisition des agents de contrôle commis dans la circulation des engins et automobiles.

Mais, très souvent, il se fait que les conducteurs en manquent et parfois n'ont aucun parmi tous ces documents cités, c'est ce qui fait que ces derniers échappent aux contrôles des policiers et s'arrêtent là où il ne leur est pas permis et qu'à l'arrivée de ces agents, ils prennent la poudre d'escampette. Or, pour être chauffeur à Kinshasa comme partout ailleurs, il faut être titulaire d'un permis de conduire qui est délivré par le ministère de transport et communication. La majorité des conducteurs qui n'ont pas des permis sont ceux qui n'ont pas été dans une école des chauffeurs qu'on appelle auto-école. Ils apprennent à conduire de façon irrégulière, c'est-à-dire que ce sont les chauffeurs qui leur cèdent le véhicule à des heures tardives lorsque la route devient dégagée. En fait, au fur et à mesure qu'ils tiennent le volant, ils s'habituent et il suffit qu'ils sachent déplacer un véhicule, ils se font passer pour chauffeurs et commencent à rouler sur la route sans avoir été soumis à un test à la suite duquel tout conducteur devrait faire pour obtenir son permis de conduire. Cette situation arrange et profite beaucoup plus à ces policiers qui, au lieu de traduire en justice tous

les conducteurs malfrats qui roulent sans permis de conduire surtout et toute autre pièce exigée, au contraire, ils se plaisent à faire semblant de les arrêter, mais en réalité, ils s'entendent avec eux pour recevoir des pots de vin.

Dans la plupart des cas, nous remarquons que certains automobilistes roulent au volant sous les effets de la drogue et de l'alcool, ce qui leur est interdit par la loi. Parfois, nous les voyons en train de boire pendant qu'ils sont au volant. Or, il y a un principe sacré qui dit à tout conducteur ou machiniste : « conduire ou boire ». C'est là une invitation à la prévention routière. À cet effet, un conducteur doit choisir l'un de deux choix et non faire les deux à la fois avec. C'est-à-dire, quand un chauffeur boit, il ne peut pas conduire. Les deux (boire et conduire) ne peuvent pas aller de pair. Là, il faut noter que ces derniers n'ont aucune notion du code de la route et quand ils roulent, ce sont eux qui n'ont pas la maîtrise de la conduite et roulent sans respect des règles, par conséquent, ils causent beaucoup d'embouteillages et font beaucoup d'accidents. De ce fait, nous disons que le manque d'observation de cette règle est aussi à la base de plusieurs cas d'accidents à Kinshasa que la chaîne de télévision Molière et certaines magazines nous montrent sont dus à l'ivresse.

Certains véhicules qui roulent à Kinshasa n'ont pas de plaque d'immatriculation, celles-ci sont distribuées par la DGI (Direction générale des impôts). La loi dit que chaque véhicule ou engin roulant doit avoir une plaque pour qu'il soit identifié. Mais, il se fait qu'à Kinshasa, la majorité des propriétaires des véhicules ou des conducteurs se comportent en hors la loi, et s'arrangent en sorte que leurs véhicules roulent sans plaque d'immatriculation et des vitres fumés. Pourtant, il est connu de tous que grand nombres d'actes de kidnapping ou de vol, ce sont des pareils véhicules que les malfaiteurs et bandits se servent pour leurs besognes. Ils le font

pour échapper au contrôle et aux poursuites en cas d'accidents ou des faux pas. Très souvent, certains roulent avec des véhicules qu'on affiche d'autocollants mentionnés laissez-passer ou rodage moteur.

Malgré l'existence de la loi et certaines règles de conduite et des comportements, nous trouvons qu'il y a beaucoup de désordres à Kinshasa comme nous le fait constater Trefon⁶ qui a mené une enquête sur la ville de Kinshasa. En réalité, par rapport à cette étude, nous savons tous que le désordre existe dans tous les secteurs de la vie nationale en RDC. Du reste, le secteur de transport n'en est pas épargné. Comme c'est un domaine important qui met en danger les vies humaines et cause beaucoup de dégâts, il importe que des mesures sécuritaires soient prises. Et, face à cette situation, la solution à long terme réside dans la sensibilisation de tous les usagers de la route. Celle-ci vise à signaler l'existence des dangers toujours permanents sur la route, ce qui nécessite une attention particulière afin que chacun intériorise la connaissance des normes, des principes sur l'usage de la route. C'est un élément fondamental de la prévention des accidents de la route qui aussi influé dans le changement radical des mentalités pour que les usagers de la route et tous les acteurs du secteur de transport routier adoptent des comportements positifs à tous les niveaux pour que les routes soient rassurantes, que la circulation soit aisée et faciles, les arrêts et les parkings des bus soient désengorgés et les tracasseries policières et agressions des conducteurs baissent, ce faisant, le taux d'accidents routiers comme nous l'assistons à plusieurs reprises cesseront d'accentuer et les gens seront protégés et sécurisés sur la route.

⁶TREFON Th., *Ordre et désordre à Kinshasa, réponses populaires à la faillite de l'Etat*, L'Harmattan, Paris, 2004, p. 18

Conclusion

Notre réflexion sur la circulation routière est une problématique des embouteillages et d'accidents à Kinshasa est partie du constat d'une grande fréquence d'accidents de circulation. C'est une analyse sociale qui est l'approche qui nous a guidé dans la collecte des données sur le nouveau phénomène inquiétant qu'on observe dans la plupart des axes et artères routiers de Kinshasa. Notre problématique majeure a consisté à comprendre ce qui se passe dans la circulation des usagers de la route.

A la suite de notre observation, nous étions amenés à poser la question majeure de notre recherche qui consistait à savoir quels sont les facteurs qui font qu'il y ait tant d'embouteillages et d'accidents sur les routes de Kinshasa, ainsi, nous avons aboutis à l'hypothèse telle que ces phénomènes sont fréquents à cause du non-respect des lois et des règles qui régissent la circulation routière d'une part, et l'ignorance des certaines normes de conduite et de la flagrance du code de la route par les usagers, d'autre part. C'est ainsi que la fréquence de nombre croissant de ces accidents à répétition et la situation de plusieurs embouteillages ne pourraient nous laisser indifférents. Cette question devient un problème majeur qui fait couler pas mal d'encre et de salive. Le problème de transport à Kinshasa devient un véritable phénomène de société.

C'est ce qui fait que la route à Kinshasa deviennent un mouvoir au regard du nombre incalculable d'accidents enregistrés tous les jours. A cela s'est ajoutée l'absence de l'autorité de l'Etat qui est affaiblie par les conducteurs des engins roulants et de tous les acteurs du secteur de transport qui s'adonnent au laisser-aller du fait de la corruption.

Nous avons aussi relevé certains faits tels que ; l'absence d'une vraie politique d'organisation du secteur de transport en commun

par l'autorité gouvernementale, les harcèlements des policiers sur les conducteurs qui sont des employés des propriétaires privés des véhicules aux conséquences fâcheuses comme les soulèvements et protestations de ces derniers, la grève à répétition suite à ce qu'on désigne communément « les tracasseries policières ».

A cet effet, l'Etat devient démissionnaire du fait qu'il n'a pas de sociétés de transport urbain. Par voie de conséquence, la situation de désordres va toujours perdurer et ne pourrait pas s'améliorer si tôt. Et, il est tout à fait normal que le secteur de transport connaisse un certain dysfonctionnement surtout que ce sont les privés qui en détiennent le monopole et s'imposent si bien qu'ils se révoltent très souvent lorsque certaines mesures prises par l'autorité ne les arrangent pas. La plupart de temps, nous remarquons que ces derniers mettent l'Etat à genoux, il assiste impuissant et la loi en la matière de régulation du trafic routier est bafouée. Cependant cela semble une réponse du berger à la bergère.

C'est pourquoi, afin de mettre fin à cette situation et, résoudre durablement la crise du transport urbain dans cette grande mégapole, il faudrait que le gouvernement apporte un appui financier à ce secteur important de la vie nationale, il devrait participer de façon significative au développement économique du pays en créant beaucoup de sociétés de transport qui n'existent presque pas. L'Etat devra à tout prix organiser le système de transport de masse qui doit desservir un grand nombre des passagers dans les bus pour que la donne sur la problématique de transport à Kinshasa change définitivement.

Bibliographie

- AIDE-MEMOIRE DE L'ACADEMIE DE LIRU, organe de formation de l'Union Internationale des Transports routiers (IRU) WWW.iru.org/academy

- KAHUNGE NSOLO J., Profil épidémiologique des accidentés à Lubumbashi, Université de Lubumbashi, santé publique,
- KINGUANGU L., Violation flagrante du code de la route en RDC, in Hplus n° 24, (magazine), Kin 2015
- MWENE BATENDE, Espace discursif sociologique, débat sur la valeur des connaissances des discours produits, Ed. Laak, Kinshasa, 2014
- NADDUMBA, E., East and Central Africa Journal of surgery pour Kampala en Uganda (mai 2004)
- NGIMBI M., Kinshasa 1881-1981 : 100 ans après Stanley, Problèmes et avenir d'une ville, Kinshasa, 1995
- ODIMBA E B., Aspects particuliers des traumatismes dans les pays peunants d'Afrique. Un vécu chirurgical de 20 ans, mémoires de l'Académie Nationale de Chirurgie, France, 2007,
- TABA L., Population, environnement, développement, intégration, Paris, 1995
- TREFON Théodore, Ordre et désordre à Kinshasa, réponses populaires à la faillite de l'Etat, L'Harmattan, Paris, 2004
- OMS/ Banque mondiale, Rapport mondial sur la prévention des traumatismes dus aux accidents de la circulation, 2004
- OMS, Promouvoir la sécurité routière et défendre les victimes d'accidents de la route ; guide à l'intention des ONG, OMS, Genève, 2012
- CONSTITUTION DE LA RDC, RDC 2006
- JOURNAL OFFICIEL DE LA RDC, 45 eme année, n° spécial, 30 juin 2004
- NOUVEAU CODE DE LA ROUTE, Loi n° 78/022 du 30 août 1978 portant

Webographie

- Wynter A, La fin de l'hécatombe, Sécurité routière, http://www.redcross.int/FR/mag/magazine2005_2/4-9.html
- www.mtqsignalisation.mtq.gouv.qc.ca ou encore le Guide de la route.
- Tikouoka, JR, Tableau de bord sur les accidents de circulation au Cameroun, septembre 2001: <http://www.icicemac.com/nouvelle/index.php3>

- LautredouG. Viet Nam: d'une ville l'autre, La sécurité routière.
http://www.redcross.int/FR/mag/magazine2005_22/4-9html
- www.saaq.gouv.qc.ca.
<http://www.makeroadssafe.org/fr/Pages/default.aspx>
- Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020 : lancement mondial à l'adresse suivante : http://www.who.int/roadsafety/decade_of_action/fr/index

Les femmes et la survie des ménages
Cas des maraichères des jardins potagers «bitwa» de
MAYOKO au KWILU

Par KILAU Augustine

Résumé

Cette contribution est une étude de cas des femmes du village Mayoko-Kwilu qui cultivent les potagers pour survivre. Au cours de cette étude, nous montrons comment les femmes prennent l'initiative de faire à temps et à contretemps des potagers dans différentes forêts si possible pour la survie de leurs familles.

Aux multiples difficultés que traverse le pays, s'ajoutent les problèmes de se nourrir. Les forêts sont devenues hostiles. Les légumes sauvages, les champignons, les chenilles, les gibiers, les poissons disparaissent au fil de temps. La population se retrouve dépouillée. Elle ne peut plus fonder son espoir sur le ramassage de la nourriture dans la forêt qui jadis était généreuse. Devant ce fait accompli, les femmes ne restent pas bras croisés, elles se frayent un chemin : la culture de potager pour survivre. Nous nous sommes cette question au cours de cette étude : Quelle est l'initiative prise par les femmes pour faire face à cette difficulté ?

Introduction

Au cours de nos recherches sur terrain, nous avons constaté que les femmes de Mayoko-Kwilu font des potagers toute au long de l'année. Une phrase sort de manière spontanée dans les bouches de ces femmes : « *nkento kele kangaka maboko ve na ntwala ya*

masakuba », en français: « la femme ne croise pas les bras devant les difficultés ».

En effet, en plus de la crise que connaît la République Démocratique du Congo, depuis quelques décennies, les chenilles ne se reproduisent plus à Mayoko-Kwilu. Ce phénomène perceptible pour les autres ressources endogènes (gibiers, champignons, poissons, insectes, etc.), constate Kilau et Mutombo⁷. Dans ses recherches dans la même région, Mbemba signale la même chose lorsqu'il dit : seule une dizaine de légume traditionnels sont couramment consommés tandis que les autres sont, soit occasionnellement consommés, soit en voie de disparition. *Par ailleurs, continue-t-il, les méthodes de culture de la plupart de ces légumes ne sont pas connues et celles pratiquées ne sont pas maîtrisées. Bon nombre de ces légumes poussent naturellement. Enfin, il a aussi constaté que plus de la moitié de ces légumes ne sont pas répertoriés dans les tables de composition des aliments à l'usage de l'Afrique, publié par la FAO*⁸.

Nul n'ignore que la population rurale se nourrit dans la forêt. Et c'est la femme qui nourrit la famille. C'est ainsi qu'à longueur de la journée, la femme sillonne, fait de va-et-vient dans la forêt en dépit de ses activités champêtres pour trouver la nourriture de sa famille. Cependant, si les ressources endogènes de cette dernière disparaissent, la vie devient dure.

A ce propos, Ngoma-Binda révèle que *la femme est donc dans les sociétés rurales d'Afrique, la principale pourvoyeuse de la*

⁷KILAU et MUTOMBO, 2015, Causes culturelles de la non-reproduction des chenilles à Mayoko-Kwilu, in Cahiers Congolais de Sociologie, n°35, Département de Sociologie, Faculté des Sciences Sociales Administratives et Politiques, Université de Kinshasa, RDC.

⁸ MBEMBA, 2013, Aliments et denrées alimentaires traditionnels du Bandundu en R.D. Congo, L'Harmattan RDC.

*nourriture. C'est entre ses mains que repose la charge de lutter contre la faim et la malnutrition*⁹.

Sur ce, les femmes de Mayoko-Kwilu ont compris que la nature autrefois généreuse, ne l'est plus aujourd'hui. Elles n'ont pas non plus croisé les bras.

Cependant, quelle est l'initiative prise par les femmes pour faire face à cette difficulté ?

Telle est la question que nous tentons d'examiner dans cette étude.

Nous avons proposé quelques réponses provisoires à ces questions telles que :

- les femmes cultivent les potagers pour survivre ;
- les femmes font la provision de leur nourriture, etc.

Pour faire ce travail, nous avons utilisé comme méthodologie l'analyse des cas. Nous sommes partie de la situation concrète des femmes du village Mayoko-Kwilu. Nous avons montré ce que c'est le potager, les semences cultivés dans les potagers, techniques de conservation de la nourriture de la femme, nous avons également montré les motivations à la base de culture des potagers. Nous avons recouru à l'observation, aux entretiens approfondis, et informels (*masolo*) ainsi qu'à la consultation des archives.

⁹ NGOMA-BINDA, 1999, Rôle de la femme dans le développement. Argument pour la justice et égalité entre les sexes. Publications de l'Institut de Formation et d'Etudes Politiques, Kinshasa.

1. La culture des potagers

Les femmes de Mayoko-Kwilu ont développé des tactes qui leurs permettent de nourrir leurs familles toutes les saisons. Elles font des potagers (*Bitwa*). *Mianda souligne qu'un des aspects importants du développement endogène, c'est la capacité innovatrice des populations, celle de compter sur ces propres forces avant tout et de les exploiter avec créativité*¹⁰.

Le « *kitwa* » est un petit jardin au bord des cours d'eau pendant la saison des pluies ou dans les lits de ces derniers pendant la saison sèche. Le « *Kitwa* » au pluriel sont appelés les « *Bitwa* ». Dedans y est planté toute sorte des semences. Les femmes elles-mêmes savent la durée de chaque semence. Il y en a d'un mois, de trois, d'une année, etc. Dans les potagers, elles cultivent des semences de courte durée. Les femmes ne se contentent pas seulement de grands champs piochés par toute la famille. Dans la plupart des cas, les semences récoltées dans ces derniers sont aussitôt vendues pour payer la scolarité, la santé. Et pourtant, la survie de la famille s'assure chaque jour. Et les femmes savent que cela ne suffit pas. Pour être fort, pour bien entreprendre ses études et pour maintenir sa santé, la famille doit être nourrie. Ainsi, la femme se donne-t-elle la peine de faire les potagers au cours de l'année.

Dans sa recherche sur la forêt de Mayoko-Kwilu, Kilau montre que dans ce village, une personne peut avoir plusieurs forêts, selon qu'il appartient au clan du père, de la mère, du grand-père, de la grand-mère. La femme a le privilège d'appartenir à tous ces clans y compris le clan de son époux. Ceci lui permet de cultiver plusieurs potagers (*bitwa*) dans différentes forêts.¹¹ Des fois, et dans la plupart des cas d'ailleurs, la femme cultive ses potagers « *bitwa* » à

¹⁰MIANDA, 1996, Femmes africaines et pouvoir. Les maraîchères de Kinshasa, L'HARMATTAN, RDC.

l'insu des autres membres de la famille notamment son époux. Comme le témoigne madame Filo« *quand l'idée me vient dans la tête, je défriche mon potager sans dire à quelqu'un. Je leur offre une surprise quand je commence à amener des légumes* »¹² :

*C'est quand j'amène des légumes que mon mari s'exclame : « ha ! Le petit champ que je voyais en passant était à toi ? Renchérit madame Jacqui*¹³.

Dans la pratique des potagers, madame Sabine s'identifie (par-là, elle identifie aussi toutes les femmes de Mayoko-Kwilu qui font les potagers) à la petite aiguille citée dans la récitation qu'elle avait apprise en 5^{ème} année primaire. Le travail de la femme est comparable au travail que fait cette petite aiguille, selon madame Sabine¹⁴.

Elle récite la récitation en langue « Kikongo » et dit :

Ntunga ya fioti,

Mono ikiele ntunga ya fioti,

Na misapi ya bana banketo ti ya

bamama ya familia.

¹¹ Kilau, 2018. FORÊT DE MAYOKO-KWILU. *Représentations socioculturelles, préservation et état des lieux* ». mémoire de 3^{ème} cycle, Département d'Anthropologie, Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques, Université de Kinshasa.

¹² Madame Filo, une cultivatrice de *bitwa*, 55 ans, village Mayoko-Kwilu, le 20/12/2018.

¹³ Madame Jacqui une cultivatrice de *bitwa*, 55 ans, village Mayoko-Kwilu, le 20/12/2018.

¹⁴ Madame Sabine, une cultivatrice de *bitwa*, 52 ans, village Mayoko-Kwilu, le 21/12/2018.

Mono kele kwenda, mono kele vutuka,

Sambu na kutunga bilele bantu na kulwata

(Trad.)

La petite aiguille,

Je suis la petite aiguille,

Au doigt de la jeune fille et des mères des familles.

Je vais, je viens,

Pour que le monde s'habille, selon les âges et les saisons.

Dans la survie des familles, madame Sabine s'identifie à la petite aiguille qui fait de va-et-vient pour nourrir la famille.

Du fait que les potagers diffèrent des grands champs, les semences à cultiver dans les potagers sont sélectionnées. Ci-dessous les semences cultivées dans les potagers.

2. Les semences cultivées dans les potagers « *bitwa* »

Tous les légumes de la contrée y sont semés. Dans les potagers, les femmes de Mayoko-Kwilu sèment : la tomate, les gombos, l'oseille, les amarantes, les piments, les maïs, etc. Exceptés les tubercules, notamment les maniocs pour des raisons que Madame Cécile explique : « *les racines de manioc pourrissent dans l'eau. Les maniocs aussi sont des semences de longues durées. Alors que nos potagers sont sur les lits des cours d'eau. Les arachides par*

contre, nous les cultivons dans le potager de la petite saison sèche aux abords des cours d'eau »¹⁵.

3. La provision

Tout ce que la femme apporte de la forêt n'est pas consommé le même jour. Elle garde une partie de son butin pour des jours des disettes, des pluies, des circonstances diverses. Nous signalons aussi que ce que la femme amène de la forêt est périssable. Comment fait-elle pour les conserver. Dans les lignes qui suivent, nous montrons les techniques de conservation de la nourriture de la femme.

3.1 Les techniques de conservation de la nourriture

La technique la plus utilisée par la femme pour conserver sa nourriture est le séchage. Cependant le séchage se fait soit au soleil, soit au feu.

3.1.1 Le séchage au soleil

-Le séchage au soleil sur la planche appelée « *kiboele* »

Pour sécher sa nourriture au soleil, la femme a besoin d'une planche « *kiboele* », bien aplanie et pas de n'importe quel arbre. La planche est l'écorce de l'arbre appelé « *kikblikan* ». L'arbre en soit est appréciée par la population de Mayoko-Kwilu du fait qu'il dure. La planche « *kiboele* », dure également longtemps. Il peut être légué à ses filles. Au cours de nos recherches, nos interlocutrices rapportent que la plus des planches « *kiboele* », appartenaient à

¹⁵ Madame Cécile, une cultivatrice de *bitwa*, 45 ans, village Mayoko-Kwilu, le 21/12/2018.

leurs mères. D'ailleurs avec la disparition de la forêt, ces arbres ont également disparu. Ces dernières gardent jalousement leur héritage. Qu'est-ce qui est séché sur la planche « *kiboele* » ?

Tous les légumes et champignons y sont séchés. Une interlocutrice rapporte : *tous les légumes ont été séchés par ma mère et nous les consommons pendant la période de soudure. Aujourd'hui, les femmes ne sèchent pas certains légumes. Simplement parce que les années les enfants n'en consomment pas ou ils ont hontes d'en consommer.*

Les femmes sèchent les champignons et les piments. Rares sont quelques-unes qui sèchent encore l'oseille et les gombos.

-Le séchage au soleil sur les feuilles (*appelées nka'a kuuh, nka'a thiéh et nka'a biping*)¹⁶

Le séchage au soleil se fait aussi sur les feuilles. Ces dernières ne sont pas non plus prises au hasard. Elles sont choisies parmi tant d'autres feuilles qui pullulent dans les forêts du village Mayoko-Kwilu. Dans les lignes qui suivent nous donnons les noms de ces feuilles et les raisons pour lesquelles elles sont choisies.

« *nkaathie ; nkaa'kuu ; nkaa bimping* »

« *Nkaathie* » : sont des feuilles de rotins utiles pour la cuisson de la nourriture. Dans la communauté Yansi de Mayoko-Kwilu, les feuilles appelées *nkaathie* équivalent aux assiettes. Ces feuilles *nkaathie* sont indispensables dans toutes les activités du ménage.

¹⁶ Kilau, 2018, FORÊT DE MAYOKO-KWILU. *Représentations socioculturelles, préservation et état des lieux* ». mémoire de 3^{ème} cycle, Département d'Anthropologie, Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques, Université de Kinshasa.

C'est pour cela que toutes femmes en revenant de la forêt, doivent s'amener obligatoirement avec des feuilles *nkaathie*.

« *Nkaa'kuu ou nkaa a minkung* » : *minkung* : légumes sauvages. Les jeunes bourgeons ressemblent aux jeunes rotins. Pour preuve, lors de la cueillette, les petits enfants qui y vont les cueillir pour la première fois, confondent les jeunes mikungu avec les jeunes rotins. Les jeunes mikungu sont tout blancs dès qu'on le décortique et succulents crus ou cuits. Par contre, dépouillés, les jeunes rotins changent de couleur et sont amères.

Sont également des légumes comestibles, avec possibilité de commercialisation. Ils figurent parmi les aliments bios les plus prisés actuellement dans la ville de Kinshasa.

A un stade évolué, ces légumes cessent d'être comestibles se et transforment en feuilles appelées *nkaa kuu* qui sert aux multiples usages notamment : le séchage des légumes ou des champignons, la couverture de la toiture (*yeing*) d'une maison et la fabrication d'une natte (*litoko*) qui sert à couvrir les manioc sur l'étalage externe (*mutalaka*).

« *Nkaa bimping* » : les feuilles *bimping* ne sont pas comestibles. Cependant, elles servent à sécher des légumes ou des champignons, à emballer les poissons lors de la pêche. Avec la disparition des feuilles (*nkaa'kuu*), les feuilles *bimping* remplacent pour la fabrication des nattes (*litoko*) qui servent à couvrir les manioc sur l'étalage externe (*mutalaka*).

3.1.2. Le séchage au feu

-Le séchage au feu dans des paquets (*appelés « Nkanzi ou Boeu »*)

Le feu produit la chaleur et la fumée qui sèche la nourriture que la femme garde en provision. Cette nourriture est mise dans un paquet appelé *Nkanzi* ou *Boeu* suspendu ou enfoncé au toit de la cuisine. Le séchage se fait au fur et à mesure que la femme allume son feu. La femme dépose aussi le paquet « *Nkanzi* ou *Boeu* » sur le grainier.

-Le séchage au feu dans des Calebasses (*appelées « mbieing »*)

Dans le processus de séchage, les calebasses jouent un rôle important. Toutes les nourritures sont introduites dans les calebasses. Selon qu'il s'agit des graines, des champignons ou autres, la femme donne une forme qui convient à la bouche de la calebasse. Et aussi, selon que la calebasse sera suspendue au toit de la cuisine ou déposée sur l'étalage (grainier) que la femme troue la calebasse de deux cotés pour la suspendre au toit de la cuisine.

Nos interlocutrices nous signalent qu'avant de mettre la nourriture dans la calebasse, elle est séchée dorénavant au soleil sur la planche « *kiboele* ». Elles disent aussi que dans le paquet ou la calebasse, la nourriture est sécurisée contre les rongeurs. Les feuilles qui constituent le paquet et la calebasse deviennent noires avec la fumée et amères, les rongeurs n'osent pas manger. Toutefois, comme le paquet, la calebasse est fermée à son bout.

-Le séchage au feu dans des marmites en pot de terre (*appelées « mpeuh »*)

La marmite en pot de terre, qui sert à garder la nourriture à sécher doit être inclinée. La nourriture est mise dans le paquet. Autrement dit, le paquet est déposé sur l'étalage et est couvert par la marmite en pot de terre. Le rôle de la marmite est de protéger la nourriture contre les rongeurs, mais aussi de retenir la chaleur et la fumée qui s'évaporent.

4. Les motivations à la culture des potagers

Il y a de cela quelques décennies, les potagers « bitwa » se cultivaient par hasard. Ce n'est pas une préoccupation majeure de la population. S'ils étaient réalisés, c'étaient des hommes qui s'en occupaient. Les femmes étaient inexistantes sur la scène. De nos jours, ces derniers sont devenus une préoccupation et une occupation majeures des femmes. Quelles sont les motivations à la base de cette activité. Dans les lignes qui suivent nous rapportons quelques motivations que nos interlocutrices ont avancées.

4.1. La survie de la famille

Quel que soit le niveau de vie de l'homme en milieu rural, la femme veille toujours à la survie de la famille. C'est ainsi qu'n plus de ses activités champêtres, elle fait de va-et-vient dans la forêt pour chercher la nourriture pour sa famille. « *Au fil de temps, les années passent et ne se ressemblent pas. La nature se dégrade. Les légumes sauvages comestibles, les champignons, les chenilles disparaissent, il va falloir changer de tact et s'adapter au temps* », nous dit une interlocutrice.

4.2. La scolarité des enfants

« Lorsque les enfants sont encore à l'école primaire et reviennent chaque soir à la maison, cela pèse moins. Mais lorsqu'ils doivent être internés, les calculs changent. Avec tout ce qu'a connu

l'école, les internats ne fonctionnent plus bien. Nous parents, nous sommes appelés à nourrir nos enfants. Que faire et comment faire ? Maman ne peut que se casser en morceaux, sinon il y aura une catastrophe », nous avoue une interlocutrice également ?

« Tous les matins, je nourris les enfants qui sont internés à l'école. Là, ils ne préparent pas. Pour avoir la nourriture chaque jour, je dois avoir des potagers ici et là. Sinon, je ne tiendrai pas le coût ». Si je croise les bras et que je me contente des produits des grands champs. Nous n'allons pas nous en sortir. Si je regarde seulement mon époux, il va mourir tôt ; poursuit la même interlocutrice.

Déjà Ekwa les signifiait dans ouvrage «L'école trahie» lorsqu'il écrit : les points décrits montrent à quel degré la pauvreté s'est accrue dans le secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo. Par exemple les parents paient les salaires des enseignants¹⁷.

« Ce qui me pousse à faire les potagers en plus des grands champs, ce sont surtout les problèmes scolaires. Nourrir, c'est élever deux fois les enfants selon moi. Si les enfants sont bien nourris, ils réussissent bien en classe, par contre s'ils ne sont pas bien nourris, ils échouent. Et la faute m'incombe, moi mère des familles.

4.3. Potagers : source des revenus

Même si les femmes ne gagnent pas beaucoup, les potagers sont une source des revenus pour elles. La majorité de nos interlocutrices affirme gagner de l'argent à travers les potagers. Les

¹⁷ EKWA, 2004, L'école trahie, éd. Cadicec, Kinshasa- RDC.

produits de la récolte surviennent souvent pendant le temps de manque.

Lorsque l'on récolte dans les grands, la population est inattentive. Et pourtant, il s'ensuit une période de carence. Tout sèche et disparaît au même moment. Le recours aux potagers une solution adéquate aux problèmes des nourritures. Depuis que la plupart des femmes en font, nous ne sentons plus la famine au niveau du village.

Les produits des potagers suppléent à ceux des grands champs, selon nos interlocutrices. Quels cependant ces produits ? Comment suppléent-ils à ceux des grands champs. C'est ce que nous voyons dans les lignes qui suivent.

Tout ce qui est semé dans les grands champs, est semé aussi dans le potager, excepté les maniocs et les arachides.

4.4. Produits des potagers : soutien lors du deuil

La femme fait également les potagers pour faire face aux problèmes qui se posent lors de deuil. Que ce soit du côté de son époux et du sien, le deuil engendre des problèmes et occasionne les dépenses. Pour tenir debout, la femme cultive les potagers.

A Mayoko-Kwilu, la solidarité africaine veut que l'on puisse venir en aide la famille éprouvée. Ainsi, le soir, après l'enterrement, chaque femme est obligée à nourrir la famille endeuillée. Chacune amène la nourriture de son choix et selon ses capacités. Sur ce, la femme recourt au potager cueillir les légumes à préparer.

Nos interlocutrices rapportent que dans le temps, toutes les femmes préparaient les feuilles de manioc. Ces dernières étaient versées dans une seule marmite au lieu du deuil. Par question des

goûts, les femmes elles-mêmes ont varié la nourriture. Bon nombre d'entre-elles continuent à préparer les feuilles de manioc.

Dans une recherche sur les Ntomba, Ekala et Mongu montrent que les nkundi sont des contributions réalisées par l'ensemble des membres de la communauté en vue de couvrir les dépenses funéraires et, éventuellement de résorber le poids du deuil. Les dons et les contre dons et l'entraide mutuelle contribuent à renforcer l'esprit du corps des membres¹⁸.

Les femmes de Mayoko-Kwilu, savent que chaque membre connaît le deuil. Voilà qui justifie la motivation de toutes les femmes à aider la famille éprouvée.

Dans ce village, lorsqu'il y a deuil, tu dois te présenter (nge fwetele monika). Plusieurs expressions entourent cette circonstance :

1. *Nsi ntoto ikele tour na tour ;*
2. *Bubu ya mpagi, basi ya nge' ;*
3. *Muntu kele fwilaka ;*
4. *Kana nge yotila mono madidi ya nganda, mono mpi ata yotila nge madidi ya nganda ;*
5. *Kana nge tudila mono, mono mpi ata tudila nge, etc.*

(Trad)

1. Monde tour à tour ;
2. Aujourd'hui c'est pour lui, demain c'est pour toi ;
3. Tout le monde perd le sien ;
4. Si tu acceptes d'attraper le froid du dehors avec moi, moi aussi j'accepterai d'attraper le froid de dehors avec toi ;

¹⁸ Ekala et Mongu, Mokeli clé de voûte de la culture Ntomba-Ekona de Bikoro, éd. M.E.S., Kinshasa-RDC.

5. Si tu cotises à mon tour, moi aussi je cotiserai à ton tour, etc. ;

Nul n'ignore que nous sommes dans une société de solidarité et de contrôle social. Ces expressions signifient aussi que les membres de la société te surveillent de près. Elles ressortent la notion de cotisation (assistance mutuelle).

(Trad.)

Ton tour viendra ;

1. Tu ne te fais pas voir au deuil des autres ;
2. Le jour où tu seras en deuil, moi aussi je ne viendrai pas ;
3. Tu chercheras celui avec qui tu passeras la nuit dehors, le jour où tu seras en deuil ;
4. Tu ne pars pas au deuil des autres ;
5. Tu ne perds pas les tiens, etc. ;

Ces expressions signifient qu'à chaque fois qu'il y a un deuil dans le village, tu dois nécessairement être là. Sinon les conséquences sont fâcheuses. Le jour où tu es en deuil, certains ne viendront pas, d'autres viendront par contrainte pour se venger et te rappeler à l'ordre.

Très souvent, la vengeance se fait à travers des chansons, des proverbes, des énigmes, lors de la veillée mortuaire. C'est en quelque sorte un rappel à l'ordre

1. *Bomba, bomba ! Mabe !*
2. *Kingani kele kwendaka mafwa ya bantu ya nkaka ve !*
3. *Bubu yandi kele dila na bampangi to yandi kele dila na bampangi ve?*
4. *Yandi kele dila na bampangi !*
5. *Beno kola yandi yé !*

6. *Wo'o',o'!*

(Trad) :

1. Cacher, cacher ! Mauvais !
2. Telle ne pars pas au deuil des autres !
3. Aujourd'hui, elle pleurs seule ou elle pleure avec les autres ?
4. Elle pleure avec les autres.
5. Hulez-la !
6. *Wo', o', o'!*

Pour éviter ses malaises, il va falloir chaque fois se présenter au lieu du deuil. Cependant, la femme ne doit pas y aller les mains vides. Elle cultive les potagers pour avoir la nourriture à amener au lieu du deuil.

Conclusion

En conclusion, nous pouvons dire que la crise que connaît le pays amène la population à prendre des initiatives. A ce propos Kialubi souligne que la crise que connaît la RDC depuis plusieurs décennies, le chômage et l'esprit d'imagination créatrice des Congolais ont accéléré la modification de la physionomie de l'économie congolaise¹⁹. Devant cette crise, les femmes de Mayoko-Kwilu trouvent des mécanismes pour s'en sortir contre vent et marais. Elles font des potagers et nourrissent leurs familles, au lieu de croiser les bras.

¹⁹ Kialubi, 2014, secteur informel et emploi : réaction de la population de Disasi face au chômage, *in* Cahiers Congolais de Sociologie, n°32, Département de Sociologie, Faculté des Sciences Sociales Administratives et Politiques, Université de Kinshasa, RDC.

Bibliographie

- EKALA et MONGU, 2018, Mokeli clé de voûte de la culture Ntomba-Ekonda de Bikoro, éd. M.E.S., Kinshasa-RDC.
- EKWA, 2004, L'école trah0ie, éd. Cadicec, Kinshasa- RDC.
- KIALUBI, 2014, Secteur informel et emploi : relations de la population de Disasi face au chômage, *in* Cahiers Congolais de Sociologie, Département de Sociologie, Faculté des Science Sociales, Administratives et Politiques, Université de Kinshasa, RDC.
- KILAU, 2018, FORÊT DE MAYOKO-KWILU. *Représentations socioculturelles, préservation et état des lieux* ». Mémoire de 3^{ème} cycle, Département d'Anthropologie, Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques, Université de Kinshasa.
- KILAU et MUTOMBO, 2015, Les causes culturelles de la non-reproduction des chenilles à Mayoko-Kwilu, *in* Cahiers Congolais de Sociologie, Département de Sociologie, Faculté des Science Sociales, Administratives et Politiques, Université de Kinshasa, RDC.
- MBEMBA, 2013, Aliments et denrées alimentaires traditionnels du Bandundu en R.D. Congo, L'Harmattan RDC.
- MALAISSE, 1997, se nourrir en forêt claire africaine : Approche écologique et nutritionnelle, Presses agronomiques de Gembloux, Belgique.
- MAKOKA, 2015, Analyse de la performance du programme de développement intégral de la région Yaka « PROYAKA » dans le territoire de Kasongo-Lunda Bandundu, *in* Cahiers Congolais de Sociologie, n°35, Département de Sociologie, Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques, Université de Kinshasa, RDC.
- MIANDA, 1996, FEMMES AFRICAINES ET POUVOIR. Les maraîchères de Kinshasa, L'HARMATTAN, RDC.
- NICHOLSON, MONTAGUT et RULLI, 2012, Terre et Liberté, à la conquête de la souveraineté alimentaire, CETIM, Genève, Suisse.
- NGOMA-BINDA, 1999, Rôle de la femme dans le développement. Argument pour la justice et égalité entre les sexes. Publications de l'Institut de Formation et d'Etudes Politiques, Kinshasa.

Réussite aux examens d'état et accès à l'enseignement supérieur en milieu rural.

**Par MUSUYI ATAR Barthélemy , MANGWALA KWAYA
Nabot et KIKWISIYA Ngewa Christian**

Résumé

Les études en milieu rural sont rendues difficiles par la pauvreté des parents qui ne parviennent pas à payer les différents frais exigés. Pour réussir aux examens d'Etat et accéder à l'enseignement supérieur, l'une des conditions exigées, c'est le paiement des frais d'inscription et de test si on a eu des points en dessous de 60%. Une fois retenu, l'étudiant est obligé de payer la totalité des frais académiques comme garantie, sinon il risque de perdre son inscription. Pour faire des examens d'Etat, il existe une pratique illicite de corruption qui exige aussi de l'argent. Pour y parvenir, nous avons mené des investigations sur terrain. Les résultats obtenus montrent réellement que la pauvreté rend difficile l'accès aux études pour les finalistes du secondaire qui désirent poursuivre des études supérieures ; sans oublier la réussite aux examens d'Etat. C'est pourquoi que nous avons proposé quelques pistes des solutions : qu'il faille que l'Etat s'implique pour créer des activités génératrices des revenus pour que les parents aient des moyens de faire face aux exigences académiques auxquelles leurs enfants font face et de combattre la corruption qui gangrène les enseignements secondaires dans l'organisations des examens d'Etat.

Introduction

L'enseignement supérieur en milieu rural est rendu difficile par la pauvreté des parents qui ne parviennent pas à payer les différents frais exigés. Pour être admis aux études supérieures, l'une des conditions exigées, c'est le paiement des frais d'inscription et de test si on a eu des points en dessous de 60%. Une fois retenu, l'étudiant est obligé de payer la totalité des frais académiques comme garantie, sinon il risque de perdre son inscription. Aussi, au regard de ce constat, nous nous posons-nous les questions suivantes : comment est-ce que les parents peuvent faire pour que leurs enfants étudient ? Quelle stratégies adoptée au niveau des instituts supérieurs et de l'Etat pour que les enfants en milieu soient inscrits à moindres frais organisé en République Démocratique du Congo ?

A ces deux questions fondamentales, nous disons que les études au niveau de l'Enseignement supérieur sont organisées selon les règles légales qui les régissent. Cependant, il sied de noter que l'Etat n'accorde plus des bourses d'études.

La confirmation de ces hypothèses a été rendu possible par une étude que nous avons menée à Vanga dans la province de Kwilu. C'est grâce aux techniques d'observation, documentaire, d'entretien et de questionnaire ; que nous avons récolté les données de terrain. Ainsi, notre article s'articule autour de trois points, notamment l'examen d'Etat, les intrigues et les résultats des enquêtes réalisées auprès des étudiants à Vanga.

I. Données de base

Institué par l'ordonnance présidentielle n°67/263 du 12 juin 1967(Moniteur congolais, P.945)²⁰ afin de mettre fin à la disparité

²⁰Moniteur Congolais, Kinshasa, 1967, p.945

des enseignants et des titres scolaires, lesquels créaient des problèmes de catégorisation, d'embauche ainsi que d'admission aux études supérieures, l'examen d'Etat est un système d'évaluation externe destiné aux finalistes du cycle long des études secondaires et professionnelles.

L'examen d'Etat est organisé au même moment sur toute l'étendue de notre pays, la République Démocratique du Congo. Il porte sur les matières inscrites au programme de la sixième suivies au cours de l'année scolaire en expiration de laquelle a lieu le dit examen.

Sont admis à l'examen d'Etat, tous les élèves finalistes du cycle long du secondaire et professionnel régulièrement inscrits et ayant suivi les enseignements durant l'année scolaire autant que les autodidactes ayant satisfait aux épreuves préliminaires.

De 1967 à 2009, l'examen d'Etat a connu 43 éditions avec 4.878.719 participants dont 2.614.763 réussites soit 54% et 2.264.956 soit 46%²¹.

I.1. STRUCTURES

Les organes chargés de préparer l'examen d'Etat sont :

- Le Comité National de l'examen d'Etat
- Le Comité Provincial de l'examen d'Etat
- Le Centre de Passation de l'examen d'Etat
- Le Centre National de correction de l'examen d'Etat

²¹ IGE (EPSP),« *Inédit examen d'Etat de 1969 à 2010* »,Kinshasa, 2010

- Le Jury de délibération de l'examen d'Etat

I.2. MISSIONS

I.2.1. Le Comité National établi dans ses services de l'Inspection Générale de l'Enseignement est constitué de :

- L'Inspecteur Général. il est le président du Comité National de l'examen d'Etat
- Le Directeur de l'Enseignement Secondaire
- Le Directeur des services pédagogiques
- Le Secrétaire. Il est choisi parmi les Inspecteurs de l'Enseignement secondaire.

Le Comité National est chargé de l'organisation matérielle et technique des examens d'Etat, de rassembler tous les sujets des examens en faisant un choix parmi les différents sujets qui auront été présentés par les inspecteurs des différentes disciplines assistées de deux sujets proposés par les enseignants, proposer au Ministère de l'EPSP la liste des centres de passation des examens d'Etat pour qu'Il arrête la liste définitive sur proposition du Comité National.

I.2.2. Le Comité Provincial

Le Comité Provincial est chargé d'organiser l'examen d'Etat en Province. Ce comité est composé dans tous les lieux où plusieurs établissements présentent des candidats aux examens d'Etat. Le Comité Provincial est composé de tous les chefs des établissements dont les élèves subissent les dites épreuves dans les centres retenus et il choisit un président.

I.2.3. Les Délégués du Gouvernement (ou des Centres)

Les délégués du Centre assurent :

- Le transport confidentiel des examens d'Etat aux centres :
- L'ouverture, en présence des candidats, des enveloppes scellées contenant les sujets d'examens
- Le contrôle de la surveillance pendant le déroulement des épreuves
- Le rapport de déroulement des épreuves, rapport qu'ils remettent au président de la commission dont ils dépendent.

I.2.4. Le Comité d'organisation locale

Le comité d'organisation locale est chargé d'assurer sur le plan local, l'organisation matérielle et technique des examens d'Etat particulièrement :

- Choisir et préparer les locaux d'examens
- Etablir les listes des candidats
- Organiser la surveillance des examens, etc.

I.3. Le financement de l'examen d'etat

Jadis, le financement de l'examen d'Etat était opéré par le Gouvernement. Suite aux difficultés économiques et autres que le pays traverse depuis les années 80, les frais d'organisation de l'examen d'Etat sont supportés par les parents des candidats à cette épreuve nationale. Nonobstant cet état des choses, ces frais sont fixés par le Gouvernement à travers le Ministère de l'EPSP. Ainsi, par exemple, en 2010, les frais de participation à l'examen d'Etat étaient à 23.000 FC par participant en raison de 13.000 FC à la session préliminaire et de 10.000 FC à la session ordinaire.

I.4. Deroulement des examens d'état

L'examen d'Etat se déroule dans des salles des classes ou dans des salles uniques dans des centres au jour et à l'heure d'avant-midi vers 7 heures et demi et prennent fin à 12 heures et demi.

A cette occasion, tous les acteurs du centre notamment, le comité du centre ainsi que les examinés se réunissent dans la cour du centre pour la cérémonie de déballage de la malle des items.

Le Délégué de l'Agence Nationale des Renseignements, ANR en sigle, gardien des clés de la malle des items ouvre celle-ci et le Délégué du Gouvernement tire au hasard quelques items parmi les enveloppes scellées et présente ces items à l'assemblée, afin de certifier le sérieux dans le transport ainsi que dans la garde de cet examen. En d'autres mots, cette cérémonie consiste à extirper dans le chef de l'opinion, toute suspicion à l'occurrence, la fuite, le trafic ou le détournement des items.

Dès que la mise en place et le contrôle des formalités d'usage sont finis, l'on distribue

les items des matières de l'examen du jour aux participants dans le respect des règles y relatives à ces épreuves nationales.

Chaque participant dépose sa copie auprès des surveillants après avoir résolu son item et sort en silence. Quant aux surveillants, ils ramassent les copies et les regroupent selon les matières et les séries, constatent le nombre des copies remises par les participants par rapport aux absents et font rapport auprès des autorités compétentes du centre.

II. Les intrigues a l'examen d'état

II.1. Définition du concept

Les intrigues sont les manœuvres secrètes déloyales. Appliquées à notre article, il s'agit des opérations illicites effectuées à l'occasion de l'examen d'Etat dont la création des fonds en vue de financement des démarches et actions, afin de faire réussir leurs candidats à l'occurrence, contacter et entretenir avec les autorités des centres, obtenir de l'argent liquide, obtenir des tierces personnes capables de résoudre les items pour le compte des examinés dans les salles, communiquer les réponses aux examinés, etc.

II.1.1.démarche pour l'obtention des sommes d'argent liquide

Le fonds qui permet aux chefs d'établissements de mener les démarches provient de la différence qu'ils perçoivent par candidat entre le montant des frais majorés illicitement par eux du montant légal fixé par le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel.

Au fait, il n'est secret pour personne de savoir que l'Etat a démissionné depuis lors de ses responsabilités en matière d'organisation matérielle et financière en laissant cette charge que sur le dos des parents des candidats à l'examen d'Etat. Cependant, en dépit de cette démission, l'Etat garde la compétence de fixation du montant des frais à payer pour la participation à cette épreuve de l'Etat.

Aussi, ne manquant pas de l'imagination en vue de s'enrichir et d'accomplir les démarches relatives aux succès des finalistes de leurs écoles particulières, les chefs d'établissements scolaires

ajoutent une somme arbitraire de manière illégale sur le montant légal de ces frais de participation.

A ce propos, KEMBELO WA MALOBA²² nous renseigne qu'en 2010, certains chefs d'établissements scolaires ont fait payer à leurs finalistes, comme frais de participation, 54.000 FC dont 27.000 FC à la session préliminaire et 27.000 FC à la session ordinaire dont la durée est de 4 jours non-stop au mois de juin en lieu et place de 23.000 FC dont 10.000 FC aux épreuves préliminaires (dissertation, etc.) et 13.000 FC à la session ordinaire tel que fixé par l'Etat.

II.1.2. démarche pour approcher, corrompre et obtenir les items avant ou au moment de passation de l'examen d'Etat

Se servant des fonds illicites perçus par augmentation illégale des frais de participation, les chefs d'établissements se lancent dans la conquête des autorités qui sont affectées dans leurs centres respectifs et les autorités les plus visées sont le Président, le Vice-Président ainsi que le Délégué de l'Agence Nationale des Renseignements (ANR). Ces conquêtes et visites ont pour objectifs, la corruption, l'obtention illicite et discrète à l'avance des items ainsi que des compromis. Ces négociations se déroulent bien entendu loin des regards curieux.

Parlant du système éducatif du Zaïre dans son ouvrage intitulé « Ecole trahie »²³, Martin Ekwa Bis Isal fait remarquer que les facteurs à la base de l'écroulement du système éducatif du Zaïre (RDC) est que l'intelligence et l'application aux leçons ne sont plus le seul moyen de réussir, l'on peut tricher lors des interrogations et

²²<http://afrique.kongotimes.info/rdc/enseignement/congo-examen-etat-edition-2012-record-realize-depuis-4>

²³Martin Ekwa Bis Isal ; « *Ecole trahie* », Cadisec, Kinshasa, 2004, p.41

des examens sous l'œil complice du surveillant soudoyé. Au fait, de nos jours, il n'est secret pour personne de l'abîme du système éducatif de notre pays, la RDC lors que l'on sait que certains parents, élèves autant que responsables d'écoles s'adonnent à cœur joie aux pratiques intrigantes et illicites en vue de réussites de leurs enfants, leurs candidats aux épreuves nationales.

C'est pourquoi, n'ayant pas confiance à la crédibilité de ces épreuves, la coordination des écoles catholiques organisent des épreuves similaires afin de crédibiliser les finalistes formés dans leurs écoles pour lesquels ils ont plus de confiance du mérite de leurs réussites.

Quant aux montants à mettre à la disposition de chaque instance en termes de corruption, ils sont variables et relatifs selon le degré de cupidité d'une autorité à l'autre, le degré d'avarice d'un chef d'établissement scolaire à l'autre, de l'importance des fonds que disposent les chefs d'établissements au prorata de candidats alignés par son école respective, etc.

Cependant, selon les circonstances, la mise à l'avance des items en actualité à la disposition des chefs d'écoles ou des comités de suivi peuvent s'opérer instantanément après les négociations et compromis ou soit être différée. Elle peut aussi être fait à la veille ou le jour même de passation du dit examen au moment de la distribution normale des items auprès des examinés. Dans ce cas où cette fuite d'items se déroule à la veille de l'épreuve programmée, cela suppose que la malle des items a été illégalement et furtivement ouverte par les responsables du centre. Ces types d'opérations sont souvent effectués en milieux ruraux. Dans l'autre cas, c'est-à-dire, la remise des items aux chefs des institutions scolaires ou à leurs comités de suivi le jour même et au moment de

la distribution normale au centre, cela sous-entend que la malle des items n'était pas ouverte furtivement.

II.1.3.démarche d'obtention d'experts

Les experts sont les spécialistes des matières qui sont posées à l'examen d'Etat. Généralement, ces experts sont les enseignants des écoles d'où proviennent ces participants à l'examen d'Etat et en cas de carence, les responsables de ces écoles recourent à des compétences extérieures, afin d'atteindre leurs objectifs.

La mission des experts recrutés est de traiter les items des examens du jour et de diffuser les réponses contenues parmi les examinés en temps utile. Cette façon de procéder est plus connue sous le vocable « *mercenariat* » et les dits experts sont appelés « *mercenaire* ».

Lorsque les experts (mercenaires) opèrent en dehors du centre, le lieu où ils sont réunis et traitent les questionnaires est appelé « *laboratoire ou tout court, labo* » et eux-mêmes, « *laborantins* ». Par contre, lorsqu'ils opèrent à l'intérieur du centre, particulièrement, dans les salles où se déroulent les examens d'Etat, ils sont désignés sous le nom de « *kamikaze* » et l'opération se nomme également « *Kamikaze* ». Au fait, le « *kamikaze* » consiste au déguisement et à l'infiltration des experts dans les salles de l'examen et de se faire confondre aux vrais examinés.

Dans le cas où les items sont traités à l'extérieur du centre d'examen d'Etat, les réponses parviennent dans les salles par l'un ou l'autre parmi les Délégués du centre. En effet, après le traitement, le représentant du comité de suivi (chef d'établissement ou un enseignant ou encore un membre du comité des parents) récupère les réponses produites selon les matières des examens du jour en respectant également les séries et les remet aux autorités du

centre pour acheminement dans les salles. Selon l'ambiance de la complicité établie, l'intermédiaire choisi faisant le pont entre l'extérieur et l'intérieur du centre ou de la salle peut donner cette tâche aux surveillants se trouvant dans ces salles ou dans la salle dans le cas où tous les examinés sont réunis dans une salle unique.

II.2. causes des combines à l'examen d'Etat

Les mobiles qui poussent les uns et les autres acteurs à des combines lors de l'examen d'Etat sont pluriels entre autres : la détermination de terminer les études secondaires et d'obtenir son diplôme d'Etat, l'incertitude de réussir (la peur d'échouer), la peur de reprendre l'année scolaire (sauver son honneur propre ou de sa communauté), peur due par les difficultés matérielles et financières, peur des menaces familiales ou sociétales, peur des menaces de la part des autorités scolaires hiérarchiques, peur de perdre sa propre réputation et celle de son institution ou de ses fonctions et enfin, la cupidité.

II.2.1. Détermination de réussir à tout prix et d'obtenir son diplôme d'Etat

Quoique candidats à l'examen d'Etat, certains participants à cette épreuve nationale sont des travailleurs. Ils s'inscrivent à l'examen d'Etat en vue de valoriser, de protéger leurs fonctions ainsi que d'assurer leur promotion ou maintien. D'autres finalistes, par contre, sont contraints et gênés par d'autres paramètres tels que l'âge. Ils estiment qu'ils ont largement dépassé l'âge requise d'être encore élève et/ou de demeurer sans diplôme d'Etat.

II.2.2. Incertitude de réussir (peur d'échouer)

Les élèves moins performants, se sachant ainsi, se livrent sans trop de calcul aux combines à l'examen d'Etat lorsque les

opportunités sont surtout béantes en face d'eux. D'autres élèves ou finalistes par contre, en dépit de leurs prestations moyennes pratiquent les combines par prudence ou par l'effet d'entraînement.

II.2.3.Sauvegarder l'honneur

L'honneur étant une valeur et un droit humain universel, les acteurs pratiquants des intrigues à l'examen d'Etat le recherche pour sauvegarder leur propre dignité, celle de leurs familles et de leurs établissements scolaires.

II.2.4.Peur des menaces de parents des finalistes et des candidats eux-mêmes

En cas d'échecs, les dirigeants des établissements subissent des menaces sans réserves de la part des parents et/ou des candidats eux-mêmes. Ceux-ci considèrent que ces leaders ne se sont pas assez investis dans les manœuvres susceptibles, capables d'amener leurs finalistes au succès et ils (les chefs des établissements) se seraient contentés seulement de s'en pocher de l'argent. Ces menaces sont souvent à la base des pillages et incendies des résidences et/ou des bureaux de chefs des établissements scolaires par les finalistes.

II.2.5.Peur de perdre son emploi ou de ses fonctions

Outre, les menaces des parents et/ou des finalistes du secondaire, les chefs des établissements subissent également les menaces de leurs autorités hiérarchiques. A ce propos, l'on se rappellera de l'édition de l'examen d'Etat de 1979-1980.

De 1967 à 1978, l'examen d'Etat comportait les questionnaires de type traditionnel et il était également corrigé en province. A l'avènement de l'Inspecteur Général MARGOT en 1979, ce

système jugé de subjectif et d'inefficace était remplacé d'office par les questionnaires à choix multiple considéré plus objectif et efficace. Ce changement de système a occasionné au cours de sa première année d'application pas mal d'échecs dont la cause fondamentale serait liée à un mauvais encadrement des finalistes par leurs écoles. Mécontent de ces résultats, monsieur Margot menaça sévèrement tous les chefs d'établissements dont les écoles ont fait des néants et promit de révoquer de leurs fonctions tous les Directeurs dont les écoles réitéraient des résultats néants lors des éditions suivantes. Aussi, devant ces différentes menaces, les chefs des institutions scolaires de l'EPSP n'hésitent à n'aucun instance de pratiquer les manœuvres illicites dans le but d'amener leurs candidats à l'examen d'Etat à la réussite.

II.2.6. Propension à la cupidité

Le pays étant taré par des anti-valeurs (la corruption, le détournement, l'impunité, etc.), les autorités publiques ainsi que les chefs des établissements scolaires trouvent à travers l'examen d'Etat, l'occasion la bienvenue pour escroquer les parents afin de bien faire vivre leurs familles pendant les vacances, lesquelles sont considérées comme une période de vache maigre.

II.3. Conséquences

Les conséquences fâcheuses relatives à ces pratiques illicites et déloyales effectuées à l'occasion de l'examen d'Etat se définissent et se comptent en terme pluriel. Nous en citerons dans ces lignes quelques-unes telles que : l'ignorance, l'incompétence, la paresse, la malhonnêteté, le développement et l'exaltation des anti-valeurs, la désacralisation de l'examen d'Etat, de diplôme d'Etat ainsi que du système éducatif national de la RDC, la dévalorisation de la dignité de soi, de nos familles, de nos autorités et de notre pays, etc.

II.3.1. L'ignorance et l'incompétence

Les causes de l'ignorance des élèves aux matières qui leurs sont enseignées sont diverses entre autres, la maladie, les distractions, les problèmes affectifs, les matières elles-mêmes, le manque des matériels didactiques, les enseignants. Relatif à ce dernier point Jean Piaget stipule que ce ne sont pas les matières qu'on enseigne que les enfants ne comprennent pas, mais ce sont les leçons qu'on leur donne. Là est la cause de la plupart d'échecs scolaires. Toute réforme sérieuse de l'enseignement doit donc commencer par la formation des maitres qui assurent cet enseignement. Au fait, ce que Piaget préconise ici, c'est avant tout, la fin du professeur conférencier. Pour que l'école devienne efficace. Car, comprendre renchérit-il, c'est inventer²⁴. C'est dire autrement que la réussite à l'examen d'Etat est liée à une bonne préparation des élèves, à un bon transfert des compétences de l'enseignant à l'enseigné.

II.3.2. La paresse

Autant qu'au point précédent, les causes de la paresse des élèves aux études sont corollaires aux facteurs divers tels que la maladie, la faim, des motifs psychologiques, les loisirs, etc.

III. Les resultats de terrain

Nous venons de décrire tour à tour dans les deux points précédents, l'organisation de l'examen d'Etat ainsi que des intrigues pratiquées à cette occasion, à travers notre pays, la République Démocratique du Congo. Dans ce troisième et dernier point de cette analyse sur la problématique liée à la pauvreté pour l'accès des finalistes à l'enseignement supérieur et universitaire.

²⁴ Jean Piaget ; « où va l'éducation », Denoël/Gonthier, Paris, mars 2003

III.1. Critères d'enquêtes

Pour réaliser nos investigations, nous sommes descendus à Vanga pour interroger les diplômés d'Etat issus de trois dernières promotions (2014-2015, 2015-2016, 2016-2017) résidant à Vanga au cours du mois d'Aout 2017.

III.1.1. Du milieu d'enquêtes (Vanga)

Vanga est une agglomération semi-citadine qui rassemble en son sein, le village Vanga, la mission CBCO, la Terre-Jaune ainsi que les villages Kimbulu et Kimbumbidi.

Vanga est connue dans la province du Kwilu, dans la République Démocratique du Congo autant qu'en dehors de ses frontières nationales (en Angola et en République du Congo/Brazzaville) à cause surtout de la qualité des soins hospitaliers que son hôpital Evangélique offre à ses patients.

Etendue sur une surface de 9Km², Vanga est localisée au bord de la rivière Kwilu à 132 kms de la nationale n°2 (Kinshasa-Kikwit), dans le secteur Kilunda, territoire de Bulungu dans la province du Kwilu en RDC.

Du point de vue social, Vanga est habitée par 12.000 personnes, majoritairement constituée des ethnies autochtones Mbala, Songo et Hungana à côté des quelles s'ajoutent une minorité composée d'autres ethnies non originaires de la province du Kwilu en particulier et du grand Bandundu en général.

Du point de vue professionnel Vanga compte en son sein des médecins, des infirmiers et laborantins, des enseignants de l'EPSP et de l'ESU, de Commerçants, des agents et fonctionnaires de

l'administration de la fonction publiques, des agriculteurs et des chômeurs.

Du point de vue éducatif, Vanga est alimentée de 16 formations scolaires du ressort de l'EPSP et d'un institut supérieur dont l'ISTM-MF/CBCO.

Jadis terrain exclusif des protestants de la Communauté des Baptistes du Congo (CBCO), Vanga est inféodée actuellement par des confessions et groupes religieux divers entre autre Catholique, Kimbanguiste, Musulmane, Témoin de Jéhovah, les églises de réveil, etc.

Du point de vue économique, Vanga est dominée par les activités champétrales traditionnelles dont la houe et la machette demeurent encore des instruments fondamentaux.

III.2. Période d'enquêtes

Nos enquêtes à Vanga porte sur la période du 1^{er} au 30 Aout 2019.

III.3. univers d'enquêtes

Nous avons approché une population de 227 diplômés d'Etat dans l'ensemble résidant à Vanga. Au regard de critères rigoureux que nous nous sommes définis notamment : résider à Vanga ; être étudiant ; avoir réussi son diplôme d'Etat (ou avoir passé l'examen d'Etat) au cours des années scolaires 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ; être de sexe (masculin ou féminin), l'âge (18 à 45 ans), état-civil (marié ou célibataire), religion (protestante, catholique, musulmane, église de réveil, kimbanguiste, témoin de Jéhovah, autres), fonction (étudiant, commerçant, enseignant, agent de l'Etat,

chômeur), notre univers nous a produit 63 individus qui ont répondu favorablement aux conditions susmentionnées.

III.4. Interprétation Résultats

En rapport aux questions posées, nous avons d'abord remarqué que les résultats obtenus diffèrent d'une institution à l'autre. Des différents autres paramètres jouent un rôle. C'est le cas par exemple de l'importance numérique des effectifs des candidats alignés à l'examen d'Etat et des années scolaires. Aussi le taux de recrutement des personnes autres que les candidats eux-mêmes en vue de résolution des items des examens, le taux de révélation de la qualité ou du statut ainsi que de performance des personnes recrutées pour résoudre les items, le taux de révélation des lieux illicites de résolution des items des examens d'état, le taux de révélation de la source de fuites des items et enfin le taux révélant la concordance des réponses provenant des « *labos* » se rapportant aux épreuves du jour etc....

Suivant les résultats, 75,7% de personnes enquêtées affirment que la pratique des intrigues et de la tricherie à l'examen d'Etat grâce à la corruption justifie l'effectif élevé de réussite. Donc la réussite est motivée par la paie d'argent. La tendance majoritaire d'affirmations de la pratique des intrigues et de la tricherie à l'examen d'Etat est justifiée par le taux élevé des diplômés provenant des familles pauvres du point de vue matériel et financier. Vanga est habitée en majorité par des familles dont l'agriculture manuelle est économiquement l'activité principale. Si déjà au niveau national le P.I.B de la population est de 100\$ USD, il est plus difficile aux habitants de Vanga d'obtenir un P.I.B au-delà de l'ensemble du pays lorsque l'on sait que la province du Kwilu est dépourvue d'industries. Suite à la pauvreté sus-évoquée, certains parents « délestent » les études de leurs enfants. Ne

pouvant pas envoyer tous les enfants à l'école, ils les font étudier tour à tour ; allant soit du premier au dernier enfant, soit on scolarise l'enfant le plus intelligent en laissant sursoir les autres jusqu'à ce celui qui est au banc de l'école termine, soit encore, on scolarise les garçons en sacrifiant les filles.

Les 17,2% d'infirmité des faits relatifs à la pratique des intrigues et de la tricherie à l'examen d'Etat se justifie par le fait que tous les diplômés ne proviennent pas des familles matériellement et financièrement pauvres puis qu'ils existent à Vanga des familles modestes telles que celles des médecins, des enseignants, des commerçants. Outre, ils existent à Vanga des bonnes écoles qui forment aussi bien leurs élèves et c'est parmi ces écoles de renommées que l'on trouve les enfants des personnes de rang social élevé. Et du point de vue moral, il y a parmi ces finalistes du secondaire, des élèves dont la morale n'est pas à reprocher au regard de leur éducation en famille. Il y a aussi parmi ces candidats à l'examen d'Etat des enfants qui sont des fervents pratiquant de leur religion. D'où la relativisation de la généralisation des pratiques des intrigues et de la tricherie à l'examen d'Etat.

Quant 8,8% des silencieux, la délicatesse, la discrétion, le gêne et la timidité justifient leur attitude.

Du point de vue théorique, cette étude s'explique dans le canon de l'*habitus*²⁵ de Pierre Bourdieu.

Depuis des décennies, le social des congolais est en détérioration et cette situation ne fait que se dégrader d'année en année. Les anti-valeurs y règnent en maître et la majorité de

²⁵ Pierre Bourdieu, « *les grands auteurs de la sociologie* », Armand Colin, Paris, p.289

diplômés d'Etat ou étudiants actuels sont nés et socialisés dans ces conditions. Ce faisant, ils considèrent ces anti-valeurs de normal. Ces comportements acquis à travers leur socialisation, les différents acteurs à l'examen d'Etat en général et les finalistes du secondaire en particulier après avoir intériorisé l'extériorité des faits et phénomènes sociaux préexistants à leur arrivée dans la société congolaise, expriment à l'occasion de l'examen d'Etat des manières inappropriées aux règles légales établies en la matière.

Suggestions

En vue de donner la possibilité aux enfants issus des familles pauvres d'accéder à l'enseignement supérieur et universitaires, , nous proposons ce qui suit :

- Que l'Etat accorde des bourses d'étude aux enfants issus des familles modérées ;
- Que les inscriptions soient gratuites au niveau de l'enseignement supérieur et universitaires ;
- Sachant comment les examens d'Etat se déroule (avec corruption), que les élèves qui obtiennent des faibles points ne soient pas discriminés ;
- Que l'Etat crée des activités génératrices des revenus en milieu rural, pour que les parents aient les moyens de scolariser leurs enfants.

Conclusion

En définitive nous disons que l'enseignement supérieur en milieu rural est rendu difficile par la pauvreté des parents qui ne parviennent pas à payer les différents frais exigés. Pour être admis

aux études supérieures, l'une des conditions exigées, c'est le paiement des frais d'inscription et de test si on a eu des points en dessous de 60%. Une fois retenu, l'étudiant est obligé de payer la totalité des frais académiques comme garantie, sinon il risque de perdre son inscription. Pour y parvenir, nous avons mené des études sur terrain. Les résultats obtenus montrent que bon nombre d'élèves finalistes ne parviennent pas à avoir accès aux études supérieures, suite à la pauvreté des parents. C'est ainsi que nous avons proposé quelques pistes de solutions pour favoriser toutes les catégories sociales d'enfants d'accéder à l'enseignement supérieur en milieu rural malgré la pauvreté des parents.

Bibliographie

- Moniteur Congolais, Kinshasa, 1967
 - IGE (EPSP), « *Inédit examen d'Etat de 1969 à 2010* », Kinshasa, 2010.
 - Martin Ekwa Bis Isal ; « *Ecole trahie* », Cadisec, Kinshasa, 2004
 - Jean Piaget ; « où va l'éducation », Denoël/Gonthier, Paris, mars 2003
- Webographie
- <http://afrique.kongotimes.info/rdc/enseignement/congo-examen-etat-editio-2012>

L'automédication à Kinshasa

Par LUBANZA MANANASI

Résumé

L'automédication est une pratique qui consiste à prendre des médicaments sans l'avis d'un professionnel de santé. Cette pratique est très répandue en République Démocratique du Congo. Ses raisons sont multiples. C'est le cas notamment de la culture, de la pauvreté mais aussi de l'échec de la relation thérapeutique. La pratique de l'automédication peut apporter des bons résultats mais a aussi des conséquences. D'un point de vue physiologique, elle peut soulager ou provoquer des effets secondaires divers et d'un point de vue comportemental, elle peut induire des mauvaises habitudes comme l'interruption des traitements prescrits ou encore l'allongement des délais avant la consultation. Suivant les données recueillies auprès des populations de Kisenso et Lemba, la pauvreté a été citée par bon nombre de répondants comme l'une des causes de l'automédication. Le pouvoir d'achat de plusieurs ménages congolais faible a rendu l'accès aux soins de santé difficile.

Introduction

La crise économique qui sévit en République Démocratique du Congo depuis 3 décennies a poussé les Congolais à pratiquer des petites activités de survie. C'est dans ce cadre que la vente des médicaments dans la rue est devenue courante. Cette crise a rendu aussi la population très pauvre, ce qui est à la base de recours aux médicaments vendus dans la rue, du fait que l'accès aux soins de

santé dans les structures appropriées est difficile. Mais qu'entendons nous par l'automédication? Suivant Baxerres (2011), l'automédication est la consommation de médicaments non prescrits ou recommandés par un professionnel de santé. Et c'est pratique qui est devenue le choix thérapeutique de la majorité du public congolais. Ce choix a été entre autre facilité par la vente libre des médicaments, une pratique courante en République Démocratique du Congo.

L'automédication est un domaine très vaste. Elle concerne des nombreux acteurs du système de santé, principalement les médecins, les patients et les pharmaciens. Il est aussi au cœur de nombreuses préoccupations économiques. Au centre du sujet se trouve le consommateur qui, en intégrant les informations qu'il reçoit avec ses propres croyances, se trouve doté de connaissances qui lui permettent de gérer seul certains aspects de sa santé. Depuis quelques années, ce domaine des recherches a été un grand sujet d'études. Les publications à ce sujet ont fortement augmenté et nous a confortées à y prêter l'attention. Ainsi, nous avons mené notre étude sur ce sujet dans les zones de santé de Kisenso (périurbaine) et de Lemba (urbaine) à Kinshasa. Nous avons recouru aux entretiens, aux focus groups, à l'observation ethnographique et à la photographie comme techniques de collectes des données. Notre cible était constituée des tenanciers des pharmacies, des médecins comme prestataires et dans la communauté on a ciblé les hommes, les femmes et les jeunes ; tous adultes.

Bon nombre de personnes se posent la question de savoir ce que en quoi consiste l'automédication à Kinshasa. Pour répondre à cette préoccupation, nous allons tout d'abord chercher une définition adéquate de l'automédication. Ensuite, nous nous intéresserons aux différentes raisons qui peuvent motiver cette pratique, ainsi qu'aux

différentes sources d'information disponibles. Afin d'évaluer l'impact sur la santé de la population, nous allons tenter d'expliquer les risques de cette pratique pour les patients. Enfin, nous tenterons de donner quelques pistes de solutions pour atténuer cette pratique en République Démocratique du Congo.

1. Contexte

La situation de la République démocratique du Congo se révèle très préoccupante à bien des égards. Le pays est en effet secoué par les conflits ethniques, politiques, avec leur lot de massacres, d'exactions et de violences, il est déstabilisé par d'incessantes luttes de pouvoir et handicapé par de multiples formes de déprédation de ses ressources naturelles, en particulier l'exploitation illégale des minerais par différents groupes armés. Avec une population estimée à près de 70 millions d'habitants la République Démocratique du Congo présente, en dépit de ses richesses, des indicateurs socio-sanitaires très dégradés.

La RDC dispose d'un système de santé très fragile. Malgré les efforts déployés depuis 2001 par les autorités locales, les réorganisations territoriales de l'offre de soins. Ces efforts n'ont toujours pas permis d'assurer une prise en charge satisfaisante des problèmes de santé. Les infrastructures restent largement lacunaires. L'accès aux soins et le traitement des principales pathologies (paludisme, Sida, diarrhées, etc.) se révèlent par conséquent tout à fait insuffisants.

C'est dans ce contexte que nous avons essayé d'examiner ce que font les individus lorsqu'ils sont confrontés aux problèmes de santé et la place qu'ils accordent, en particulier, à l'automédication – dont les autorités et les ONG locales rappellent régulièrement les risques, liés notamment à la iatrogénie médicamenteuse.

Des études menées à Kinshasa ont souligné l'importance de cette pratique chez des patients urbains éduqués accueillis dans les services d'urgence des centres hospitaliers universitaires. Cette étude suggère ainsi que l'automédication, entendue comme la consommation de médicaments non prescrits ou recommandés par un professionnel, serait le choix thérapeutique de la majorité de ce public. De telles observations ne surprennent pas car les médicaments sont aisément accessibles.

La pratique de l'automédication est en réalité répandue dans la métropole kinoise, et même dans les autres régions de la RDC.

1.2. La pauvreté et l'automédication en République Démocratique du Congo

Les raisons qui amènent un individu à se tourner vers l'automédication plutôt que vers son médecin ne sont pas seulement liées à la sévérité des symptômes mais peuvent avoir beaucoup d'autres origines. La douleur n'est pas la seule à régler le comportement des gens. On trouve en effet une multitude d'autres facteurs, tant psychologiques que culturels ou économiques qui sont à même d'influencer le comportement des gens vis-à-vis de leur santé.

Dans cette réflexion, l'accent est surtout mis sur le facteur économique, la pauvreté comme déterminant le plus cité lors de l'étude que nous avons effectuée dans deux zones de santé notamment Lemba (Zone de santé urbaine et Kisenso (Zone de santé péri-urbaine).

1.2.1. Lien entre pauvreté et l'automédication

Mais qu'est-ce que la pauvreté ? Il n'existe pas de définition unique de la pauvreté. Certains en donnent une définition en termes

absolus : ainsi, les pauvres seraient les personnes dont les ressources resteraient en dessous d'un certain seuil fixé en unité monétaire. C'est le cas de la Banque Mondiale qui fixe le seuil de pauvreté absolue à 1 dollar par jour. La pauvreté en RDC n'est pas un mythe. Pour s'en persuader il suffit de noter l'incapacité d'une grande majorité des populations congolaises à satisfaire les besoins alimentaires, l'incapacité à accéder aux besoins de santé, à accéder à la scolarisation, à se loger décentement, etc.

« Ce faible accès aux services sociaux de base est considéré comme une grande perception de la pauvreté. Selon le milieu de résidence, la pauvreté est de 69,64% en milieu semi rural, avec une profondeur de 22,29% et une sévérité de 9,2%, et en milieu urbain, de 70,49% avec une profondeur de 29,90% et une sévérité de 11,97%. L'incapacité d'aller voir un médecin ou de se faire soigner a ouvert une grande porte à l'automédication, à la médecine traditionnelle, et à la prière » (DSCR (2008)

Toutes ces facettes de la pauvreté sont observables aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. La pauvreté dans la société congolaise est également perceptible par des phénomènes sociaux grandissants qui traduisent une crise sociale profonde. Le cas le plus probant est sans doute la prostitution des mineurs.

Dans son rapport annuel de 2011 sur l'IDH, le PNUD a estimé à plus de 71% la proportion des Congolais qui vivent avec moins d'un dollar par jour. En d'autres termes la pauvreté qui sévit en RDC est une pauvreté de masse qui touche toutes les catégories socioprofessionnelles.

Actuellement, la République Démocratique du Congo traverse une crise économique sans précédent. En fonction de ses moyens financiers, le patient pourra se tourner préférentiellement vers l'automédication. Ceci pour éviter les frais d'une consultation et

des médicaments prescrits, qui sont généralement plus onéreux que les produits en vente libre. D'après les médecins interrogés, l'aspect financier représente un frein à la consultation en cabinet. En rapport avec cela, il arrive que des patients les contactent par téléphone pour éviter les frais d'une consultation. Certaines personnes interrogées ont laissé entendre qu'elles apportent les anciennes ordonnances aux pharmaciens pour ne pas payer la fiche de consultation chez les médecins, qui coûte cher. Par contre, bon nombre des personnes interrogées ont dit que, à cause de manque d'argent, de préférence il faut aller acheter les médicaments soi-même à la pharmacie, utiliser les anciennes ordonnances, être traité par un infirmier familial ou un ami.

2. L'automédication comme phénomène social.

Le contrôle des performances et le sentiment d'autonomie sont au coeur des préoccupations de la société actuelle. En effet, de nos jours, les symptômes à éliminer sont tant des douleurs que l'excès de poids, la fatigue, la vieillesse, l'impuissance et les problèmes de concentration. Ce besoin de perfection peut être à la base d'une consommation excessive de médicaments (somnifères, calmants) et de compléments alimentaires à l'exemple des vitamines (Musiki Kupenza et al., 2012). Le but est aussi bien de traiter ces défauts, que d'éviter leur apparition (prophylaxie).

Actuellement, la République Démocratique du Congo traverse une crise économique sans précédent. En fonction de ses moyens financiers, le patient pourra se tourner préférentiellement vers l'automédication. Ceci pour éviter les frais d'une consultation et des médicaments prescrits, qui sont généralement plus onéreux que les produits en vente libre. D'après les médecins, l'aspect financier représente un frein à la consultation en cabinet. En rapport avec cela, il arrive que des patients les contactent par téléphone pour

éviter les frais d'une consultation. Par contre, du point de vue du patient, le facteur économique comme cause de l'automédication n'est ni mentionné spontanément, ni confirmé lorsqu'on lui pose franchement la question. Se pourrait-il que cette contradiction des avis soit liée au fait que les médecins voient l'automédication comme un manque à gagner, alors que les patients ne la perçoivent pas comme une économie importante.

2.1. Accès à l'information

-Les proches

Les proches sont, sans conteste, la source d'information la plus puissante et la plus reconnue par la population générale. Les savoirs transmis via le savoir du « *bobologue* » familial, souvent la mère, sont tant des remèdes de grand-mères que des connaissances acquises par expérience. Par exemple, un jeune mère dont l'enfant a de la fièvre ira chercher conseil chez sa propre mère qui, dans la même situation, lui appliquait des compresses d'eau froide et lui faisait boire du jus de citron.

La situation est quelque peu différente si l'on a un proche qui a des connaissances de base (pluriel?) reconnues en sciences médicales ou de santé (inclus le para médical). Là, on n'aura même pas tendance à se renseigner ailleurs.

Toutefois, tout le monde n'a pas la chance d'avoir un professionnel de la santé dans son entourage. Nous avons pu remarquer grâce aux entretiens que les connaissances qu'ils tiraient de leurs proches étaient rarement justes.

-La presse

La qualité et la quantité d'information que l'on trouve dans ces magazines varient d'une chaîne à l'autre. En effet, on trouve souvent une explication de maladie associée à un médicament qui devrait le soigner. Le communiqué santé se trouve aussi dans cette catégorie, mais la proportion de publicité par rapport aux textes est toutefois moindre.

Les publicités qui sont présentées dans ces magazines sont déterminées uniquement par les sponsors, qui sont les sociétés pharmaceutiques en possession de ces produits. Cette source d'informations est largement distribuée et souvent consultée par les consommateurs.

-La télévision

Une des sources d'information les plus accessibles est sans doute la télévision. En effet, sans fournir le moindre effort, le téléspectateur ingurgite de l'information en masse. La publicité, les émissions de santé et les reportages sont aussi nombreux que variés. La publicité permet aux gens de savoir à l'avance quelle substance ils souhaitent utiliser. Ils s'adressent ensuite au pharmacien qui devient simplement leur fournisseur. Fort malheureusement la plupart des pharmaciens ne sont pas formés en la matière. Ils se contentent de vendre les médicaments mais constituent à eux seuls une source d'information pour le consommateur. Ils n'accompagnent pas le patient dans sa démarche en le conseillant quant à l'utilisation du médicament et à ses contre-indications.

Les émissions télévisées spécialisées dans le domaine de la santé sont assez souvent suivies par les téléspectateurs. Ils connaissent des émissions qui traitent de multiples problèmes de santé et qui a l'avantage de donner l'occasion aux gens de poser des

questions en direct, par internet ou par sms. Donc une source très accessible et qui varie selon les besoins des gens. On peut trouver aussi des émissions, des pièces de théâtres dont le sujet principal n'a aucun lien avec le domaine de la santé mais qui consacre un petit moment pour faire la publicité de tel ou tel autre produit pharmaceutique.

Dans le domaine de la santé, la télévision devient utile. Elle fournit des informations qui s'inscrivent dans la conscience des gens et qui augmente leurs connaissances dans le domaine de la santé. Les téléspectateurs deviennent des consommateurs avertis qui peuvent prendre seuls soins d'eux-mêmes.

-Les professionnels de santé

Les professionnels de santé sont des propagandistes de l'automédication.

Les pharmaciens se considèrent tous, à juste titre, comme un « centre de triage » important entre le consommateur et le médecin. On évite ainsi, grâce aux pharmaciens, de voir un médecin pour des affections qui ne nécessitent pas une consultation.

Ensuite, les médecins comme les pharmaciens s'accordent sur le fait que le pharmacien représente un garde-fou et a le devoir d'informer et de surveiller la bonne utilisation des médicaments en vente libre en plus des prescriptions. Ils doivent contrôler les contre-indications lorsque les gens viennent acheter des médicaments en vente libre, demander s'ils prennent d'autres médicaments et informer les gens.

Il arrive que dans certains centres de santé publics les infirmiers fassent des examens en catimini et prescrivent les médicaments que les patients achèteront en pharmacie et prendront à domicile sans

surveillance médicale. Cette pratique est due à la mauvaise rémunération dont font l'objet les professionnels de santé des institutions sanitaires publiques.

3. les résultats de terrain

Causes de l'automédication à Kinshasa

Les facteurs qui poussent les gens à l'automédication sont multiples tels que signalé dans les pages précédentes. Néanmoins, le faible revenu, les défaillances du système de santé, le gain de temps, la recherche rapide de soulagement d'un mal ou encore les traditions d'automédication en sont les principales raisons. Selon les personnes interrogées, les proches, l'internet, les livres, la presse, mais aussi les personnels de santé sont les principales sources d'information sur les médicaments.

Une participante a déclaré au cours d'un focus group:

« les raisons qui amènent un individu à se tourner vers l'automédication plutôt que vers son médecin ne sont pas seulement liées à la sévérité des symptômes. Ils peuvent avoir beaucoup d'autres origines. La douleur n'est pas le seul facteur à régler le comportement des membres d'une communauté. On se trouve en face d'une multitude d'autres facteurs, tant psychologiques que culturels ou économiques qui sont à même d'influencer le comportement des gens vis-à-vis de leur santé».

3.1. Connaissances sur l'automédication

Selon nos enquêtes, l'automédication consiste à soigner ou se soigner sans passer par le médecin, que ce soit en allant chercher directement à la pharmacie les médicaments nécessaires ou en puisant dans les réserves familiales.

Un médecin a déclaré au cours d'un entretien:

«L'automédication est l'utilisation, hors prescription médicale, par des personnes, pour elles-mêmes ou pour leurs proches et de leur propre initiative, des médicaments considérés comme tels et ayant reçu l'autorisation de mise sur le marché, avec la possibilité d'assistance et de conseils de la part du pharmacien».

A cause de la pauvreté, du chômage et des faits socio-culturels, la majorité des personnes s'automédiquent dans la communauté, étant donné que cette pratique ne demande pas de remplir plusieurs formalités comme c'est le cas dans les centres de santé. Et, pour des maux bénins, la plupart des personnes enquêtées pensent qu'il n'est pas important d'aller au centre de santé pour se faire d'abord consulter.

3.2. Attitudes de la population vis-à-vis de service de santé

Dans les centres de santé, pour être consulté, il faut, au préalable, payer les frais pour la consultation, les examens, et une ordonnance médicale qui s'en suivra, pour payer les médicaments prescrits. Pour la majorité de personnes interviewées, surtout les parents et autres personnes ressources, l'automédication est une pratique qui leur permet de faire face aux difficultés socio-économiques auxquelles plusieurs ménages font face dans la ville de Kinshasa. Les conditions de vie dans lesquelles la majorité des enquêtés vivent actuellement, dans les deux sites d'enquête, leur ouvrent la voie à recourir à cette pratique.

Pour les pharmaciens et les médecins, l'automédication n'est pas à encourager, bien qu'elle permette à la population de se trouver des médicaments dans des pharmacies. Le pouvoir d'achat étant trop faible, les patients ne sont pas en mesure d'aller chez un prestataire pour chercher des soins ou conseils appropriés, afin de

recevoir des indications et orientations leur permettant d'avoir des médicaments suivant les prescrits des professionnels de la santé.

Une minorité de la population estime que cette pratique de l'automédication est la cause de l'augmentation de taux de mortalité dans la communauté, surtout chez les jeunes filles qui arrêtent la gestation clandestinement. En dehors des maux bénins, l'automédication est aussi fréquemment pratiquée chez les jeunes femmes qui cherchent à améliorer leur apparence physique pour être attrayantes, pour la contraception et chez les hommes qui cherchent à améliorer leur performance sexuelles ou remédier à une faiblesse sexuelle. Ces pratiques, sans avis du médecin, peuvent occasionner une stérilité précoce ou secondaire.

Une participante a déclaré :

«Les jeunes utilisent les produits pour avorter ou pour montrer qu'ils sont très efficaces sexuellement et cela engendre des conséquences dans leurs vie, soit la mort ou encore d'autres conséquences, telles que la stérilité ou l'impuissance».

Vulnérabilité due aux médicaments pharmaceutiques des populations kinoises

Les constats ci-dessus des enquêtes auprès des pharmacies officines en termes d'observances des normes et directives de la politique pharmaceutiques sont atténués par rapport à la réalité-même par le simple fait que les enquêtes ont eu lieu dans les pharmacies que les populations considèrent comme de pharmacies officines de référence.

Malgré leurs renommées, les constats ne sont pas aussi bons que cela. Seules neuf des seize normes et directives de la politique pharmaceutique pour l'opérationnalité des pharmacies sont observées de manière acceptable, et qu'elles font quasiment fi des sept autres normes, non les moindres. Chaque négligence d'une ou de l'autre norme a pourtant des conséquences non négligeables sur la qualité du médicament et rend ainsi vulnérables les consommateurs.

Ainsi donc, la mise en valeur de l'industrie locale contribuera à améliorer l'accès aux médicaments essentiels en termes de prix et d'efficacité.

Une autre question qui d'avantage vulnérabilise la santé des populations, c'est la contrefaçon. Elle mine l'industrie pharmaceutique en général et fragilise la petite industrie locale. Plusieurs produits de la petite industrie pharmaceutique locale sont contrefaits et mis sur le marché. Les saisies effectuées aux cours de ces cinq dernières années sont très éloquentes.

Les risques liés à l'automédication sont multiples et peuvent être sous-estimés. Après avoir consulté les différentes sources et interrogé les professionnels de la santé, nous avons pu dégager les risques et dangers suivants :

Respect des prescriptions

L'abus de médicaments se définit comme la prise excessive des médicaments. Le patient a une tendance naturelle à prendre excessivement le médicament, en vue de retrouver un soulagement rapide. Les conséquences qui en résultent sont :

- Les intoxications ;
- La résistance de la maladie aux certains antibiotiques ;

- L'accoutumance.

L'abus de médicaments traduit un désarroi vis-à-vis de la maladie et de son traitement. C'est un manque d'instruction suffisante auprès de nos enquêtés, ou encore, une mauvaise compréhension de la prescription.

Nous avons observé, sur terrain, un cas clinique à l'Hôpital Général de Référence de Kisenso dans la même zone de santé. Comme le raconte le médecin :

« La patiente Nzuzi Anna, âgée de 32 ans, a été consultée à l'Hôpital Général de Référence de Kisenso pour le hoquet, le vomissement mélangé du sang, par moment, et des douleurs abdominales.

Dans son dossier, il a été noté qu'elle était divorcée et mère de trois enfants et comme antécédents médicaux il souffrait de la gastrique depuis 2 ans. Elle prend l'alcool occasionnellement et est allergique à la chloroquine.

Sa maladie actuelle remonte à 3 jours, avant qu'elle ne soit consultée. Avant, elle s'automédiquait avec le "Dolaren[®]", le "Diclofénac" et des produits indigènes, dont elle ignore la nature. Après avoir pris ces produits sans succès, elle s'est présentée à l'hôpital, poussé par une autre maladie, le paludisme.

Pendant l'anamnèse, ses enfants ont signalé qu'elle a l'habitude de prendre les anti-inflammatoires, tels que le "Dolaren[®]" et le "Diclofenac".

En résumé, il s'agit de la patiente qui avait consulté le médecin pour les cas de hoquet, douleur abdominale, vomissement et malaria».

3.2.2. Pratiques irrationnelles et leurs conséquences

La "Quinine" utilisée à des doses très fortes, provoque l'avortement, avec des lourdes conséquences. Si les femmes plus âgées recourent aux méthodes légales, les adolescentes de Kinshasa s'adonnent à la prise de la quinine sous le guide d'un(e) ami(e), un infirmier ou elles-mêmes.

Cette pratique a été révélée dans certains pays africains : Togo, Mali, Sénégal, et Kinshasa, il faut signaler que les raisons qui motiveraient cette pratique sont diverses : une grossesse provenant d'une relation incestueuse, d'un viol ou encore une grossesse qui met en danger la vie de la jeune fille, et des grossesses non désirées, qui déclencherait la colère des parents. (Rapport Médecin du Monde, 2017)

Des jeunes filles (élèves ou étudiantes) pratiquent sans aucun contrôle l'avortement par le biais de la "Quinine". Les plus jeunes, de peur que leur état de grossesse ne soit connu de tous, préfèrent suivre les conseils des amies du quartier ou de classe, qui sont passés souvent par là. « *Prendre 10 comprimés de quinine avec une grande bouteille de boisson coca et l'avortement se passe sans bruit* », raconte une étudiante de première licence de la faculté des Sciences Sociales à l'UNIKIN. « *Si l'Age du fœtus atteint 12 semaines, il est mieux de recourir aux injections de la "Quinine" »*, poursuit-elle. Cette pratique poursuit son bon chemin et est connu de la plupart des adolescentes de Kinshasa.

Une enquête réalisées par Médecin du Monde dans cinq zones de santé de la ville province de Kinshasa (Kisenso, Lemba,

Kingabwa, Selembao et la Police) contre les avortements clandestins, démontre que la plupart des jeunes filles dont l'âge varie entre 15 et 24 ans pratiquent l'automédication en utilisant le "Misoprostol" ou "Citotec" pour avorter. Ce qui montre que cette pratique fait des victimes à travers la ville de Kinshasa en particulier et en RDC en générale. (Rapport synthétique de Médecin du Monde, 2018).

3.2.2.3. Effets indésirables

Il peut s'agir d'effets intrinsèques au médicament, à dose thérapeutique ou suite à un surdosage ou toute autre mauvaise utilisation. Il peut s'agir aussi d'effets secondaires, d'allergies, de risques carcinogènes ou tératogènes. Bien évidemment, ces risques sont en majorité évités par la réglementation sur les médicaments en vente libre. Toutefois, il est très difficile d'évaluer certains risques liés à la prise du médicament.

-Intoxication due à la mauvaise qualité

La plupart des médicaments sont souvent livrés sans notice d'emballage ou dans une langue qui n'est pas une des quatre langues nationales, parfois même la date d'expiration peut être manquante. Ceci rend impossible le contrôle de leur qualité ou de leur composition. De plus, il existe beaucoup de contrefaçons (Corine FORTIER-TAVERITI, 2014. C'est pourquoi, dans son point de presse de 2015 Sanofi, a souligné que les National Institute of Health (NIH) ont récemment mis en garde sur les risques posés par l'automédication qui est devenue un danger imminent.

La contrefaçon de médicaments est un phénomène universel : tous les pays, les patients (toutes tranches d'âge), les domaines thérapeutiques, médicaments humains, vaccins, médicaments vétérinaires sont concernés... Selon l'OMS, le chiffre d'affaires

généralisé par la contrefaçon est estimé au minimum à 10 ou 15 % du marché pharmaceutique mondial, soit 200 milliards de dollars, l'équivalent du PIB du Pérou. L'Asie, mais aussi les Etats-Unis, l'Afrique, le Moyen-Orient ou encore l'Amérique latine sont exposés à ce fléau mondial de santé publique. Dans certains pays comme la France, la chaîne de distribution étant très bien contrôlée, le risque d'exposition à la contrefaçon est de fait très réduit (Sanofi (2015)).

En Europe, le 17 mai 2013, les enquêteurs de la direction des opérations douanières du Havre ont saisi 1,2 million de sachets d'aspirine de contrefaçon. Le 18 octobre de la même année, les douanes suisses ont saisi un million de faux comprimés d'un antidépresseur fabriqué par Pfizer. Dans les deux cas, ces médicaments falsifiés représentaient des prises record, provenaient de Chine et ne contenaient aucun principe actif, (Sanofi (2015)).

Les saisies en douane de médicaments contrefaits ont quadruplé entre 2005 et 2007 au sein de l'Union européenne. Rien qu'en 2009, 117 millions de médicaments circulant illégalement ont été saisis par les douanes. Parmi eux, 18 millions étaient dangereux.

Les statistiques publiées le 23 juillet 2012 par la Commission européenne ont montré une tendance à la hausse des interceptions de produits de contrefaçon (+11 % entre 2010 et 2011). Mais au sein de l'ensemble des marchandises contrefaites, le médicament surgit en première place avec 24 % des saisies, soit 27 millions de lots sur les 114 millions de produits interceptés en 2011.

Selon la commission européenne, le médicament falsifié représenterait à lui seul le principal facteur de hausse de la contrefaçon. (Leem, (2014)).

Des produits inefficaces par absence de principes actifs, et certains sont même périmés. N'étant pas soumis à un contrôle rigoureux, il est possible que les médicaments subissent des dégâts lors du transport et que les conditions de stockage altèrent leur qualité.

En République Démocratique du Congo, plusieurs chercheurs ont écrit sur l'automédication, en énumérant divers conséquences que cela occasionne. C'est notamment Joseph Musiki Kupenza (2012), dans son article intitulé : « La consommation abusive des aphrodisiaques par la jeunesse kinoise et ses conséquences sur la santé », qui a démontré que les jeunes kinois sont exposés au risque de santé à cause de la consommation abusive des aphrodisiaques. Bien qu'il n'aient pas un problème de dysfonctionnement érectile, but pour lequel les aphrodisiaques sont prescrits. Cette consommation abusive est à la base de plusieurs cas des maladies cardiovasculaires et de la mort de bon nombre des jeunes à Kinshasa.

Dans un autre registre Joseph MUSIKI KUPENZA et al., (2012) dans leur article : « Stéatopygie et abus des médicaments par les Kinois », ont prouvé que la stéatopygie est à la base de l'automédication dans la ville province de Kinshasa. Beaucoup de jeunes filles cherchent la stéatopygie en consommant plusieurs produits pharmaceutiques, pour la plupart constitués des vitamines. Cette consommation abusive des médicaments est à la base de plusieurs maux dont souffrent les jeunes filles kinoises, entre autres l'obésité, la tension artérielle due au rétrécissement des veines obstruées par la masse de graisse, etc.

Quant à Basu (2009) dans son travail intitulé *Education à l'automédication à domicile chez les jeunes de la rue à Kinshasa*, démontre que 70% des jeunes de la rue à Kinshasa recourent à

l'automédication en présence des premiers cycles des IST au lieu d'aller vers une structure sanitaire ce qui serait à la base de résistance des microbes face aux antibiotiques en cours.

Pour Blaise Kalonyi Kamba (2015) confirme que la fréquence du recours à l'automédication aux antibiotiques dans l'aire de santé Maziba est de 52,7%, les antibiotiques les plus utilisés sont l'amoxiciline et l'ampicilline, la présence des céphalées et des affections urogénitales font partie des facteurs qui sont associés au recours à l'automédication aux antibiotiques. Cette pratique est importante et les personnes enquêtées ont été conscientes du danger qu'elles courent en pratiquant l'automédication.

3.2.2.4. Les stratégies d'atténuation

Il sied que l'Etat :

- Sensibilise les différents acteurs aux dangers liés à l'automédication ;
- Mette en place des mesures efficaces contre la consommation abusive des médicaments ;
- Favorise l'échange d'informations entre les différents acteurs ;
- Crée des emplois et des activités génératrices des revenus pour que la population ait les moyens d'accéder aux services sociaux de base ;
- Réduise le coût des soins de santé ou promeuve la gratuité des soins de santé .

Afin d'organiser une lutte efficace, il est indispensable que les différentes structures chargées du contrôle des médicaments et de l'application des lois dans les pays et au niveau international agissent en étroite collaboration pour garantir une mise en œuvre efficace de ces mesures. Cette collaboration doit se faire au niveau

des autorités réglementaires, sanitaires, policières, douanières, et judiciaires mais également entre les pays (producteurs et consommateurs), les fabricants légitimes de produits pharmaceutiques ainsi que tous les acteurs du circuit de distribution du médicament qui doivent également être impliqués dans la lutte contre l'automédication.

Il sied de rappeler que les personnes qui « s'automédiquent » n'ont pas assez de moyens financiers. Que l'Etat régule le secteur pharmaceutique en République Démocratique du Congo et crée des emplois convenables pour que la population ait les moyens de consulter un médecin afin d'être soigné dans des centres de santé en cas de maladie.

Conclusion

Dans notre réflexion, nous nous sommes intéressés à l'automédication, principalement à la pauvreté comme facteur déterminant. Nous avons démontré qu'en soi l'automédication n'est pas si mauvaise étant donné que c'est une pratique attestée par l'OMS. Mais elle est dangereuse, pour certains produits qui exigent l'autorisation d'un spécialiste. Nous avons évoqué les déterminants de l'automédication, les sources d'information sur l'automédication, les risques de l'automédication et nous avons tenté de proposer quelques pistes de solutions pour atténuer l'automédication abusive en République Démocratique du Congo. Nous avons démontré que parmi les déterminants de l'automédication, la pauvreté occupe la place importante. Et c'est grâce à l'étude que nous avons menée dans les zones de santé de Kisenso péri-urbain et Lemba urbain que cette affirmation est rendue possible. Plusieurs études socio-économiques menées en RDC montrent aussi que le pouvoir d'achat de plusieurs ménages congolais est très faible. Ce qui fait que l'accès même aux services

sociaux de base, notamment les soins de santé soit difficile. Avec l'automédication, tout le monde est capable d'acheter les médicaments et « s'automédiquer » avec toutes les conséquences qu'elle résulte.

Bibliographie

- Basu, 2009, *Education à l'automédication à domicile chez les jeunes de la rue à Kinshasa, mémoire de DES, Unikin (Ecole de Santé Publique)*
- Carine Baxerres et al., 2016, *L'automédication et ses déterminants*, Hal, archives ouvertes,.
- Carine Baxerres, *Les usages du médicament au Bénin : Une consommation pharmaceutique sous influences locales et globales*, Revue International sur le Médicament, Vol.4, 2012, Université Paris Descartes.
- Corine Fortier-Taverete (2014), *Trafic de faux médicaments : un crime pharmaceutique ?* Thèse, Université de Lorraine, Faculté de pharmacie.
- D. Fassin, *Les vendeurs de médicaments sur les marchés de Dakar sont-ils déviants ?* Glysi, Université Lyon II, 1987.
- DCRP, Kinshasa 2008.
- FAINZANG, S,(2010) *L'automédication ou les mirages de l'autonomie. Presses Universitaires de France.*
- Geoffroy Bessaud, *Lutte contre la contrefaçon des médicaments. Un engagement majeur pour SANOFI*, 2015.
- Joseph MUSIKI KUPENZA, « La consommation abusive des aphrodisiaques par les jeunes kinois et ses conséquences sur la santé » In
- Rapport annuel PNUD, 2011.
- Rapport synthétique de Médecin du Monde, 2018.
- Sylvie Fainzang (2006), *Le médicament au cœur de la socialité contemporaine. Regards croisés sur un objet complexe*, Université du Québec.

ANNEXE 1

ESSAIS

Ba Mama ya Mapa et Bana Mayi à Kinshasa : survie précaire et potentiel à réorganiser

Par NSHOKANO Rachel

Introduction

Dans presque toutes les rues de Kinshasa, le spectacle des femmes revendeuses de pain s'observe chaque jour. Et dans tous les carrefours ainsi que toutes les grandes routes, des jeunes filles et garçons circulent avec des bassins et des paquets d'eau ou de jus à vendre. Le risque d'accident mortel, puisqu'ils courent vendre leurs produits aux passagers des bus et autres véhicules de fortune roulant qu'ils affrontent chaque jour, interpelle notre conscience d'actrice et animatrice du secteur socio-culturel. Voilà ce qui nous a poussé à apporter notre attention sur ces deux aspects de la vie socio-culturels à Kinshasa. Ces femmes revendeuses de pain s'élèvent souvent vers tôt le matin et continuent leur travail parfois jusqu'à 22h00. Est-ce une fatalité ou plutôt une situation dramatique certes mais que notre société peut corriger et réorienter toutes leurs énergies de travail de façon organisée et de manière durable ? Toutes ces questions et tant d'autres feront l'objet de notre article.

Dans cette contribution, nous présentons une partie de nos enquêtes effectuées dans les communes de Ngaliema, Kitambo, Kasa-Vubu, Masina et Kimbaseke dans la Ville Province de Kinshasa. La contribution aura deux parties complémentaires, la première partie concerne les femmes revendeuses de Pain « BA MAMA YA MAPA » ; La deuxième se focalise sur les enfants qui

travaillent malgré eux et qui survivent ou vivent en vendant l'eau ou le jus. Le but est étant de mieux comprendre le fonctionnement de ce secteur dit informel par ses propres acteurs (femmes et enfants), avant de proposer de manière appropriée la façon de façon de canaliser et capitaliser les efforts mobilisés car au vu des voix qui s'élèvent à l'instar.

Comme le dit Joseph Arthur MONDIMO : « les pires formes de travail des enfants constituent, non seulement, une menace pour les enfants qui les exercent, mais aussi, pour la République Démocratique du Congo. En effet, ces travaux dangereux compromettent l'avenir des enfants qui y sont astreints partant celui du Pays en jetant sur le marché de l'emploi, une main-d'œuvre malade et non qualifiée par celle non formée »²⁶.

I. BA MAMA YA MAPA

« La survie dans la peine de pains », cette expression nous la devons à une maman lors de la recherche de terrain, s'était lamentée en Lingala en disant : « Mama, Mikolo oyo to zo kamba na musala ya mapa ».²⁷

Avant cette petite enquête, nous pensions que ce sont surtout les femmes veuves, divorcées qui font ce pénible petit métier de revendeuses de pains. Curieusement plus de soixante-huit pour cent de notre échantillon est constitué par les femmes qui vivent avec leurs maris. Certains maris sont des fonctionnaires de l'Etat, d'autres de travailleurs occasionnels et d'autres encore ceux qui ont perdu leur emploi de fortune...

²⁶Joseph Arthur MONDIMO ABENDJE, Les pires formes de travail des enfants à Kinshasa, Harmattan R.D. Congo, Paris 2019, P. 83.

²⁷« *Maman Mikolo oyo to zo kamba na musala ya mapa* » : « *O Maman, ces jours-ci, nous souffrons beaucoup avec ce pénible travail des pains* ».

Autrement dit, la pauvreté sociale est presque généralisée. C'est la cause première de sacrifices de ces femmes. Dans « l'Etude sur la Vulnérabilité en République Démocratique du Congo », rapport final préfacé dans son avant-propos par le Ministre Eugène SERUFULI NGAYABASEKA en Octobre 2018, démontre que : « malgré son immense potentiel économique, la République Démocratique du Congo est l'un des pays les plus pauvres du Monde ».²⁸

En effet, ces femmes revendeuses de pains nous disent que le revenu modique de leurs maris ne permet pas de nouer les deux bouts du mois. Louer une maison, manger chaque jour, assurer le transport journalier du mari, sans penser à la scolarité des enfants sont impossibles avec l'unique maigre revenu du mari.

En dépit des efforts, elles ne sont pas bien rémunérées. Elles n'ont droit qu'à 25% du montant versé chaque mois. Mais pour écouler une commande de deux bacs par exemple (l'un de 32 pains de 200fc et l'autre de 35 pains pour 300fc), ces revendeuses savent comment se démener. Elles doivent parcourir des longues distances et dans des conditions des transports en commun de Kinshasa. « Soki na silisi ko tekela batu ya pene pene ya depot oyo , na tomboli bassin nangayi nabandi ko tambwisa oyo etikali na wenze, na pokwa na fandi na mesa nangayi ya ko tekela »²⁹

Au nombre des stratégies de vente, il y a celle qui consiste à écouler à crédit pour couvrir les dettes à la fin de la journée. Une

²⁸Ministère des Affaires sociales, projet de renforcement des systèmes de développement humain, étude sur la vulnérabilité en République Démocratique du Congo, Kinshasa 2018, P.7.

²⁹Une interlocutrice explique comment elle se démène pour organiser ses ventes en longueur de la journée. « *Soki na silisi ko tekela batu ya pene pene ya dépôt oyo, na tomboli bassin na ngayi nabandi ko tambwisa oyo etikali na wenze, na pokwa na fandi na mesa nangayi ya ko tekela* »

corvée à laquelle sont appelées à consentir des sacrifices ; au vu de la caractéristique de leurs clients qui partagent les mêmes conditions de précarité. Il arrive aussi que tous les pains non vendus ou abimés par les intempéries soient à sa charge. Rares sont les dépositaires qui acceptent de partager les pertes. Ces dépositaires eux-mêmes sont à la merci de multinationales qui contrôlent et dominent ce secteur de vie qui nourrit la quasi-totalité des peuples Kinois. Le domaine de planification comme celui de brasserie sont géré par des sociétés privées dont les propriétaires sont des sujets expatriés.

Ainsi à la fin du mois, si la revendeuse n'a aucune dette, elle reçoit 100.000fc ou 150.000fc. En cas de dettes, au lieu de 3.000fc ou 5.000fc, elle se retrouve en réalité avec 1.800fc ou 2.500fc par jour de salaire. Cet aperçu donne la mesure de ce que vivent ces femmes revendeuses de pain.

Toutefois, dans notre enquête nous avons rencontré deux cas de réussite sociale. En effet, deux revendeuses de pain l'une âgée de 45 ans, mariée et mère de 4 enfants et l'autre âgée de 44 ans, mariée aussi, et mère de 6 enfants ont eu la chance d'avoir au départ chacune un capital propre. La première, avec 520.000fc a réussi à économiser un revenu mensuel de 330.000Fc et ayant adhéré à un LIKELEMBA (une Ristourne) de 290.000Fc a réussi à s'acheter une parcelle dans un milieu Urbano-rural de Kinshasa et assure activement à la scolarité de ses enfants. « Kutu nauti ko somba lupango nangayi kaka na mbombo oyo ya likelemba »³⁰ ; La deuxième avec un capital de départ de 300.000Fc arrive à avoir plus ou moins un revenu mensuel de 200.000Fc. Elle est aussi engagée dans une ristourne de 30.000Fc par mois. Elle se dit aussi heureuse

³⁰« *Kutu nauti ko somba lupango nangayi kaka na mbongo oyo ya likelemba* » : « *D'ailleurs je viens de payer une parcelle avec l'argent économisé dans la ristourne* » a dit une autre interlocutrice.

et oriente bien son argent au paiement du loyer de et aussi à la scolarisation ses enfants.

Ces deux exemples inclinent à la certitude selon laquelle il suffit d'un brin de volonté politique pour organiser, au bénéfice tant soit peu d'une classe sociale défavorisée.

II. BANA YA MAYI !

Dans ce petit commerce de vente d'eau ou de jus à Kinshasa, nous y avons rencontré des mamans, quelques rares papas et surtout des jeunes. Mais dans cette étude, nous n'avons ciblé que les enfants entre 7 et 14 ans. Ce sont eux qui ont plus retenu notre attention. Voir des enfants jeunes courir avec des bassins ou paquets d'eau sur leurs têtes constitue un signe alarmant de détresse et de pauvreté.

A Kinshasa, cette catégorie d'enfants ne jouit pas de tous les avantages édictés dans les différents traités ratifiés par les différents gouvernements qui se succèdent en RDC. MONDIMO décrit succinctement cette situation peu élogieuse en ce terme : « pour survivre, les enfants transportent des charges dans des chantiers de construction, aux marchés, aux ports, aux arrêts de bus et des camions, aux gares de train, moyennant des rémunérations généralement dérisoires par rapport à l'effort fourni. Ce faisant, ils s'exposent sur le plan physique à des accidents occasionnant des fractures, la déformation de la colonne vertébrale ou des blessures »

31

Face à ce fléau social, ne pas vouloir réagir conforte la position de complice. Les enfants que nous avons rencontrés proviennent des familles pauvres de Kinshasa. Ils nous disent qu'ils n'ont pas eu

³¹Joseph Arthur MONDIMO ABENDJE, OP.cit. P. 42.

la chance d'étudier par manque d'argent de leurs parents. Ils sont ainsi utilisés par ceux qui ont des congélateurs et qui mettent l'eau dans des sachets.

Eux viennent prendre cette eau et circulent partout afin de la vendre. A la fin de chaque journée ils ont un petit pourcentage de 1.000Fc parfois 1.500Fc. Nous nous sommes entretenus avec un enfant de 8 ans qui pleurait par ce que son bassin d'eau était renversé par un camion qui roulait en dehors de la route. Il se lamentait en disant que leur mère- patronne est très méchante, il risque de perdre même ce qu'il avait versé déjà il y'a deux jours. « Madame na ngayi wana azalaka matata, akoki pee ko kata ngayi mbongo ya lobi ndenge mayi esopani ngayii »³². C'est à dire que ces pauvres enfants se livrent parfois à des adultes qui les exploitent sans vergogne.

Dans notre entretien approfondi avec eux, nous avons constaté qu'ils étaient heureux par le simple fait qu'un adulte demande leur avis et dialogue avec eux. Ils se sentent non seulement valorisés mais aussi considérés comme de partenaires de leur propre devenir.

Sur ce point aussi, MONDIMO à raison lorsqu'il écrit : « Notre conviction est que les programmes et les politiques qui prennent en compte les points de vue des enfants donnent de meilleurs résultats. Lors que les besoins des enfants sont pris en considération, les résultats sont, généralement, concluants et bénéfiques à l'ensemble de la communauté concernée ».³³

³² Cet enfant décrit le comportement rigoureux que sa patronne manifeste à son égard lors que l'incident lui arrive pendant ses ventes : « *Madame na ngayi wana azalaka matata, akoki pee ko kata ngayi mbongo ya lobi ndenge mayi esopani ngayii* ».

³³ Joseph Arthur MONDIMO ABENDJE, OP. cit. P.10

La prise en compte de points de vue de la personne qui doit se développer et une bonne organisation locale sont d'une importance capitale dans toute œuvre anthropologique ou sociale durable.

Cette Organisation sérieuse implique une meilleure connaissance de la spécificité de chaque genre pour parler de la distinction homme-femme. Nous étions heureuses de lire, sur le plan historique que l'Afrique de la passée était bien organisée. Dans le livre « La femme au temps des pharaons sur les petits métiers nous étions édifiée en lisant : « les petits métiers qui ne nécessitaient pas d'instruction scolaire était ceux d'un certain artisanat, presque entièrement réduit, pour les femmes, à l'art de filer, de tisser, à celui aussi de fabriquer les vêtements, et a celui de confectionner des huiles parfumées et des onguents. Tout ce qui toucher à la toilette de la dame, faisait appel à la collaboration féminine : Coiffeuses, pédicures, manucures, masseuses. La majorité des autres artisanats étaient du domaine masculin ».³⁴

En conclusion, nous venons de constater que la pauvreté socio-économique généralisée est à la base de beaucoup de misères que nous vivons chaque jour à Kinshasa. Les droits de l'enfant et de la femme pleurent tristement dans notre beau pays et surtout dans la Ville Province de Kinshasa qui tend à devenir une jungle de sauve qui peut.

Pour les femmes revendeuses de pain, nous suggérons que l'Etat congolais crée petit à petit son industrie de fabrication des pains. Le Maïs et autres céréales cent pour cent bio peuvent aussi être utilisés grâce aux bonnes recherches internes comme matière de fabrication des pains.

³⁴Christiane Desroches Noblecourt, la femme au temps des pharaons, édition stocke 1986, P.194.

C'est à lors que l'Etat congolais sera à mesure de bien collaborer avec les partenaires multinationaux qui trônent en maître. Ainsi l'Etat congolais réorganisera mieux ce secteur en créant des emplois dignes pour sa propre population. Cela exigera bien entendu une bonne formation des femmes qui peuvent s'impliquer rentablement dans ce genre de métier.

Partant de l'esprit de LIKELEMBA (une ristourne à la manière proprement congolaise) nos décideurs et responsables politiques sans oublier nos riches hommes et femmes d'Affaire locaux créeront à la longue de banques de LIKELEMBA. Elles fonctionneront en payant correctement les taxes pour le bien-être de tous. Les lois et les règles bien socialisées à la congolaise contrôleront et assureront un développement intégral et harmonieux. Ce secteur vital mérite d'être réorganisé. Il en est de même pour les sociétés de Brasserie. Sans tuer ces sociétés qui existent déjà mais en harmonisant tout, l'Etat peut bien lutter afin d'éradiquer petit à petit la pauvreté sociale qui rend presque toute la population Kinoise et Congolaise, vulnérable.

Pour les enfants, il est impérieux qu'une bonne politique de l'Education intègre l'apprentissage des métiers à ceux qui sont doués dans les petits métiers pratiques. Puisque nous devons combattre sans merci ces « Pires formes de travail des enfants » qui enlaidit le visage social de Kinshasa et du pays dans son ensemble. L'effort de la gratuité de l'enseignement des niveaux élémentaires doit s'intensifier de manière bien planifiée. Nous devons aussi mettre en application sans lésiner les Lois et les conventions que notre pays a ratifiées.

Les enfants ont droits de vivre concrètement le bonheur des droits de l'enfant. Pour cela, il ne s'agit plus de nous jeter mutuellement les pierres de responsabilité ou de l'irresponsabilité

mais plutôt de nous conscientiser chacun à son niveau. Des parents jusqu'aux décideurs politiques, nous avons tous besoin de travailler la main dans la main.

Toutes les structures locales et internationales de prise en charge des enfants vulnérables et en difficulté sociale doivent respecter les normes et les standards de la RDC. Intérioriser l'Ethique de l'Enfant est un gage important d'un avenir radieux.

En dialoguant avec les MAMA YA MAPA et BANA MAYI, l'Etat et les chercheurs seront inspirés de stratégies que ces « acteurs sociaux » ont découvert durant cette période difficile.

BIBLIOGRAPHIE

- Joseph Arthur MONDIMO ABENDJE, Les pires formes des travaux des enfants à Kinshasa, /le Harmattan R.D. Congo, paris 2019.
 - Guy Belloncle, Paysanneries sahéniennes en péril, TOME 2 (1982-1984), l'Harmattan, Paris 1985.
 - Christiane Desroches Noblecourt, la femme au temps des pharaons, édition stocke 1986.
- Documents :
- Ministère des Affaires sociales projet de renforcement des systèmes de développement humain, Etude sur la vulnérabilité en République Démocratique du Congo, Kinshasa 2018,
 - Ministère des Affaires sociales action humanitaire et solidarité Nationale, Normes et standards de Prise en charge des enfants vulnérables en République Démocratique du Congo, Kinshasa Septembre 2014.
 - Actes de la journée d'études Franco-belge, les adolescents difficiles quelles prise en charge ? Lille 18 Octobre 2006.
 - Ministère des Affaires sociales, Action humanitaire et solidarité Nationale. Projet EDR, Loi N°09/001/janvier 2009 Portant protection de l'enfant.

ANNEXE 2

RECENSIONS

NZONGOLA-NTALAJA Georges, 2015

Faillite de la gouvernance et crise de la construction nationale au Congo-Kinshasa. Une analyse de luttes pour la démocratie et la souveraineté nationale au Congo-Kinshasa

Recensé par Hippolyte MIMBU KILOL

Professeur à l'Université Catholique du Congo et à l'UPN

NZONGOLA-NTALAJA Georges, *Faillite de la gouvernance et crise de la construction nationale au Congo-Kinshasa. Une analyse de luttes pour la démocratie et la souveraineté nationale au Congo-Kinshasa*. Kinshasa-Montréal-Washington, ICREDES, 2015, 447 pp. (ISBN : 69978-2-916169-10-5).

Comment expliquer que plus de cinq décennies après l'indépendance le Congo-Kinshasa qui regorge de ressources humaines, hydroélectriques, minérales et d'immenses terres cultivables peine à satisfaire les besoins fondamentaux d'existence de la majorité de ses habitants et à leur assurer une vie décente ? Pourquoi des délestages dans les quartiers de Kinshasa alors que la centrale électrique d'Inga peut fournir l'électricité à toute l'Afrique ? Pourquoi le Congo donne-t-il l'air d'un *mendiant assis sur une montagne d'or*, pour reprendre le titre d'un livre de feu Firmin KAMA ? Comment comprendre que le deuxième pays du continent par sa superficie subisse l'occupation et les pillages « des Etats à taille lilliputienne comme l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi » ? Quel rôle joue l'Afrique du Sud en Afrique centrale

depuis 1960 ? Telles sont les questions que ce livre, consacré à l'histoire politique de la RDC, désire répondre. Pour bien situer ce livre et faciliter l'intelligence de sa portée réelle, présentons brièvement son auteur, NZONGOLA-NTALAJA Georges. Il est professeur de la politique africaine au Congo (1971-1973), au Nigeria (1976-1977), au Mexique et aux Etats-Unis, à l'Université de Caroline du Nord, à Chapel Hill, depuis une cinquantaine d'années.

Politologue, NZONGOLA-NTALAJA a aussi exercé des fonctions politiques et internationales : Président de la sous-commission des dossiers politiques de la CNS (1992-1993) et conseiller diplomatique du Premier Ministre Etienne Tshisekedi, Vice-Président de la commission nationale des élections (1996). Fonctionnaire du PNUD pendant sept ans et demi (2002-2007) en charge de la Gouvernance (Nigeria, Norvège). Il a été aussi facilitateur de la mise en place d'un *think tank* africain pour la gouvernance (2005-2007) au Sénégal.

A son actif plus d'une dizaine d'ouvrages publiés en majorité en langue anglaise. *The Congo from Leopold to Kabila : A People's History* (Londres-New York, Zed Books, 2002) lui a valu le Prix du meilleur livre décerné par l'Association américaine d'études africaines en 2004 .

Le livre présent, *Faillite de la gouvernance et crise de la construction nationale au Congo-Kinshasa. Une analyse de luttes pour la démocratie et la souveraineté nationale au Congo-Kinshasa*, veut faciliter la compréhension de l'évolution des réalités politiques congolaises et africaines de 1885 à 2015 pour expliquer la faillite du leadership politique, la faillite de la construction nationale et l'échec de la solidarité africaine. Ce dernier s'est manifesté entre autres dans le manque d'assistance au premier

Ministre Lumumba et l'invasion du Congo par quelques pays voisins. Le deuxième objectif de l'ouvrage est aussi de mettre à disposition des leçons et des outils intellectuels pour construire l'avenir du Congo et de l'Afrique autrement. Pour le faire, NZONGOLA-NTALAJA choisit comme méthode l'analyse de l'économie politique du colonialisme et de l'Etat postcolonial. Elle est inspirée des théories d'Amilcar CABRAL (*Unité et lutte*, Paris, 1980) complétées par Franz FANON, *Les Damnés de la terre*, Paris, 1970). Les analyses sont basées sur une recherche de longue haleine et des enquêtes sur terrain (1971-1973), des séjours d'études aux archives à Bruxelles (1980 et 1994) et aux archives des Nations Unies à Washington (1986 et 1987).

L'auteur remonte à l'Etat Indépendant du Congo, dont seul le souverain était indépendant alors que les Congolais.e.s. étaient ses esclaves. Les révoltes de la Force publique et des populations contre les travaux forcés ont renforcé une tradition de résistance. L'histoire et l'analyse de « la lutte héroïque » du peuple congolais pour la liberté, le développement et d'autres droits démocratiques constituent l'objet du livre. Trois parties composent le livre qui comprend onze chapitres:

1) Les luttes contre le colonialisme (1885-1960). L'auteur considère le Congo du Roi Léopold 2 comme un Etat prédateur et défaillant, autant qu'un régime de terreur contre lequel les mutineries de la Force publique ne tardèrent pas à réagir. Contrairement aux prétentions de l'historiographie coloniale dominante, le Congo belge, fut dans la continuité de l'EIC, un système d'exploitation économique, de répression politique et d'oppression culturelle. Les changements économiques et sociaux après les efforts de guerre de 1945, qui aggravèrent la misère des ruraux, bénéficièrent davantage aux populations africaines vivant dans des villes au premier rang desquelles la classe ouvrière (un

douzième de la population totale) soit 1.078.000 salariés sur les 12 millions d'habitants du Congo en 1952 (p.87). A la même époque le Nigeria et toute l'Afrique francophone avec une population de 54 millions de personnes ne comptaient que 1.080.000 salariés. En 1956, les salariés congolais représentaient 40 % de la population adulte masculine du pays. Le revenu annuel national par tête s'élevait à 77 \$ pour l'ensemble du Congo belge, alors qu'il n'était que de 44\$ pour la population africaine mais 29\$ pour les 9 millions de Congolais des milieux ruraux. Malgré ce progrès considérable sur le plan professionnel, l'inégalité des salaires des travailleurs blancs et ceux des Congolais était une source de mécontentement. Autant que les discriminations raciales et les humiliations dont ils étaient victimes. D'où la résistance contre la domination coloniale : révolte des soldats et guerre populaire à Lulwabourg(1895-1908), à Dirfi (1897-1900), mouvements politico-religieux (Kimpa Vita, Simon Kimbangu), les révoltes paysannes (Pende (1931), Masisi), les revendications de nouvelles classes sociales créées par le système colonial, à savoir, la petite bourgeoisie, la classe ouvrière et les chômeurs (1900-1945).

2) Les chapitres 4 à 7 sont consacrés successivement aux luttes contre le néocolonialisme (1960-1990), les luttes de Lumumba, de Mulele, auteur de la première expérience de la résistance révolutionnaire en Afrique noire et à la dictature néocoloniale de Mobutu. De celle-ci l'auteur décrit la nature et l'origine ainsi les différentes forces de sécurité : la DSP, le Gaci, le SARM, la BSRS, le SNIP, l'ANI et les FIS.

3) Les luttes pour le recouvrement de la souveraineté nationale et la jouissance des droits démocratiques fondamentaux (1990 à 2015) sont étudiées dans les chapitres 8 à 11 (p.225-366). A la dictature de Mobutu, les étudiants et l'Eglise Catholique furent les premiers à s'opposer avec cohérence et constance. Mais la menace

la plus sérieuse au mobutisme a été l'opposition armée du Front de libération nationale du Congo avec les deux guerres de Shaba. La résistance interne menée par le groupe des 13 parlementaires et l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) ont conduit la lutte populaire à son point d'incandescence que fut la Conférence Nationale souveraine (1991-1992) et l'élection d'Etienne Tshisekedi comme Premier Ministre.

Opposés à la démocratisation et hostiles à Etienne Tshisekedi, la France et les Etats-Unis imposèrent Léon Kengo. Suit l'analyse de la première guerre du Congo (1996-1997) qui a entraîné la chute de Mobutu et l'avènement de Laurent Désiré Kabila et de Joseph Kabila. La deuxième guerre du Congo (1998-2003) est décrite comme une guerre inter-africaine pour les ressources naturelles de la RD Congo menée principalement par « le Rwanda et l'Ouganda qui ont », selon l'auteur, « érigé la déstabilisation du Congo en politique de développement économique par le pillage des ressources de leur géant de voisin, soit directement, soit indirectement par milices interposées ». Les deux derniers chapitres du livre examinent les tentatives de la communauté internationale de placer la RDC sous tutelle et les élections frauduleuses de 2006 et de 2011, la guerre par procuration (AFDL, RCD, CNDP et M23 (p.359). Après l'échec de ces interventions militaires du Rwanda et de l'Ouganda et les tentatives de balkanisation du Congo, *l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République Démocratique du Congo et la région* » adopté par onze pays et quatre organisations internationales le 24 février 2013 à Addis Abeba est minutieusement analysé et dénoncé comme une forme moins brutale de tutelle internationale visant l'exploitation des ressources congolaises pour la rentabilité externe et « une violation flagrante de la souveraineté nationale et internationale du Congo » (p.361-364). Depuis 1960, compte tenu du principe de la souveraineté nationale reconnu dans le droit international, la

stratégie diplomatique des Etats-Unis consiste à utiliser les agences des Nations Unies comme un écran de fumée pour les intérêts américains et occidentaux. Ceci expliquerait l'absence de la Chine et de la Russie pourtant membres permanents du conseil de Sécurité de l'ONU parmi les signataires de l'accord précité. Parmi ceux-ci, la présence de l'Afrique du sud s'expliquerait par son rôle historique de partenaire obligé de l'expansion impérialiste en Afrique depuis 1960 et de « gendarme régional et de coordonnateur du pillage des ressources naturelles de l'Afrique centrale » (p.364). Telle est la raison d'être de ce pays parmi les signataires de l'accord de Lusaka alors qu'elle n'est pas un pays voisin de la RDC.

La conclusion, qui tire les leçons de cette analyse des luttes congolaises et propose des recommandations, est suivie d'une riche bibliographie de 278 titres (p.381-406) et d'un index qui facilite la consultation du livre (p. 407-441).

L'analyse de la triple faille de la gouvernance, de la construction étatique et de la solidarité panafricaine révèle l'existence d'une longue « tradition de résistance populaire contre un pouvoir illégitime et de l'exercice arbitraire de l'autorité publique » (p.368) ainsi que son antériorité à la création de l'EIC. En effet, bien que renforcée par la Force publique et la Bible, elle puise ses racines dans les pratiques politiques traditionnelles. C'est dans leur patrimoine culturel que les Congolais ont puisé l'inspiration et l'énergie pour lutter contre l'autorité coloniale. Cette tradition serait à l'origine de l'émergence du mouvement nationaliste de masse moderne et de la lutte pour l'indépendance.

Une des forces majeures de ce livre réside dans la qualité et la richesse de sa documentation et en particulier l'importance accordée aux sources anglaises (Roger Atsey, Neal Ascherson, p.63-65) qui permettent de critiquer l'historiographie coloniale

belge (Jean Stengers). A remarquer également l'indépendance d'esprit et le courage de son auteur lorsqu'il pointe la responsabilité des puissances extérieures, notamment les USA et la France, qui empêchent le Congo de devenir une puissance régionale en Afrique centrale (p.29 et 187) capable de s'opposer à leurs intérêts dans la sous-région.

Qu'apporte ce livre et que vaut cet apport ?

L'absence d'un gouvernement légitime et responsable est la cause majeure de la misère de la majorité de Congolais.e.s.. Telle est l'idée maitresse du livre. En d'autres mots, l'insécurité, la faim, le manque d'électricité, les problèmes sanitaires et la crise du système éducatif ne pourront être résolus que par un gouvernement démocratiquement élu et jouissant de la confiance du plus grand nombre de Congolais(es) . Sans nier la responsabilité de la dynamique externe, l'auteur pense que l'organisation interne d'un Etat efficace réduirait la marge de manœuvre des partenaires extérieurs. Cette thèse, l'auteur, en est tellement convaincu qu'il la soutient depuis 1992 (CNS)³⁵. Mais dans quelle mesure cette contribution d'un observateur spécialisé mais semi-externe de la scène et de l'histoire politique congolaise est-elle fondée ? Les enquêtes indépendantes menées sur terrain, en RDC, avec le concours des institutions internationales en vue de l'élaboration du Document de stratégie et de lutte contre la pauvreté corroborent l'idée centrale de l'auteur. Citons ce document basé sur les deux premières décennies du XXIe siècle de la RDC:

³⁵G. NZONGOLA NTALAJA, « La Décolonisation en question », in I. NDAYWEL è NZIEM (dir.), *Quelle politique culturelle pour la troisième République au Zaïre ? Conférence Nationale souveraine et culture ?* Kinshasa, Bibliothèque nationale, 1993, p.187-190.

« La mauvaise gouvernance est une des principales causes de la pauvreté en ce sens qu'elle crée des inefficiences dans les secteurs et donc une perte de productivité. Elle décourage la création d'entreprises et donc d'emplois, ponctionne les ressources des ménages pauvres, favorise la fuite des capitaux et une perte de recettes pour l'Etat et donc moins d'investissements publics, etc. Au niveau macroéconomique, la mauvaise gouvernance fait perdre plusieurs points de croissance. » (DSCR 2, 2011-2015, p. 38.)

En outre la lecture du livre de l'historien et universitaire Isidore NDAYWEL, *Le Congo dans l'ouragan de l'histoire. Combats des femmes et des hommes de foi et de bonne volonté pour l'Etat de droit* (Paris, L'Harmattan, 2019) conduit à une idée-force similaire.

« ... ce qui a manqué à ces populations, au cours de ce dernier demi-siècle, et ce dont elles ont encore absolument besoin pour leur développement économique et humain, c'est un leadership compétent, intègre et commis au service du bien commun. » (Cardinal MONSENGWO, Avant-propos, p. 11)

Cette convergence de plusieurs disciplines et ce croisement des lectures et des regards internes et externes prouve que la thèse de NZONGOLA-NTALAJA reflète la réalité. Elle montre du doigt l'une des causes principales de la souffrance protéiforme de la majorité d'entre nous et indique des pistes de solution. C'est pourquoi *Faillite de la gouvernance et de la construction nationale au Congo-Kinshasa* mérite d'être lu attentivement et discuté par les chercheurs, les journalistes et les leaders d'opinion. Il est à inscrire parmi les lectures obligatoires dans les programmes des départements de science politique, de droit et d'histoire, bref de sciences humaines et sociales de notre pays.

KABONGO MALU Emmanuel, 2019

***MABIKA KALANDA et l'échec de
l'édification nationale au Congo-Kinshasa***

Recensé PAR Emile BONGELI YEIKELO YA ATO

Professeur à l'Université de Kinshasa

KABONGO MALU Emmanuel, *MABIKA KALANDA et l'échec de l'édification nationale au Congo-Kinshasa*. Kinshasa, Editions Universitaires Africaines, (ISBN : 978-99951-1260-2)

Introduction

Les philosophes congolais n'ont jusqu'ici porté que peu d'intérêt aux penseurs et systèmes de pensée locaux. Pourtant, il existe des spéculations métaphysico-concrètes locales, celles suscitées et élaborées à partir d'un univers local conceptualisé et spiritualisé par des intellectuels locaux. C'est pourquoi il faut promouvoir l'émergence d'un nouveau type de philosophes locaux, plus penchés sur les réalités locales, ce qui constitue un préalable pour qu'émergent, enfin, des conditions d'une émancipation mentale propice à une pensée libérée des contraintes universalisées en vue d'un devenir plus rassurant de nos peuples.

De la sorte, la philosophie dont tous ont besoin pour une fortification mentale cessera d'être monopolisée par des spécialistes déracinés aux langages étrangement ésotériques, qui se livrent à des cogitations sophistes éloignées des préoccupations des masses agissantes.

Quel rôle joue l'Afrique du Sud en Afrique centrale depuis 1960 ? Telles sont les questions que ce livre, consacré à l'histoire politique de la RDC, désire répondre. Pour bien situer ce livre et faciliter l'intelligence de sa portée réelle, présentons brièvement son auteur, Emmanuel Kabongo Malu. Il est docteur en philosophie (Université Catholique du Congo, 2010). Sa thèse de doctorat intitulée '*La Renaissance africaine chez Cheik Anta-Diop, feuille de Route pour les Etats Unis d'Afrique*' reflète le thème récurrent dans les réflexions de l'auteur. Il est professeur à L'Université Pédagogique du Congo et chercheur à l'Institut Congolais des recherches Stratégiques et de Développement (ICREDES). Journaliste depuis plus de deux décennies, il est directeur politique du groupe Médias 7.

Avec ce récent ouvrage *MABIKA KALANDA et l'échec de l'édification nationale au Congo-Kinshasa* Kabongo nous rappelle que la situation apparemment sans issue que vit la RDC aujourd'hui, Mabika Kalanda (MK) l'avait bien prédit dès les premières années qui ont suivi l'accession du pays à sa souveraineté. Ces prédictions étaient basées sur une analyse de la situation réelle, qui se vivait concrètement au pays. Dans ce livre, il tire les grandes leçons de *La remise en question* de MK pour comprendre la situation d'une nation déprimée, avec des effets néfastes sur ses populations. Il ressuscite MK et le fait analyser, avec les mots des années soixante, l'actuelle RDC décolonisée, recolonisée, dictatorialisée, zaïrianisée, transitionnalisée, divisée, dialogisée, démocratisée, mondialisée... La démarche

méthodologique de MK est claire : on ne peut envisager une quelconque émancipation du Congolais sans scruter l'histoire de son façonnement. Ce que nous sommes aujourd'hui, c'est ce qu'on a fait de nous. L'esclavagisme, la colonisation, la christianisation, la coopération, l'instruction, la démocratisation, la modernisation, la mondialisation... ont fait des Congolais ce que les Européens en quête de survie ont bien voulu qu'ils deviennent.

Le savoir sur nous-mêmes constitue un préalable à toute velléité émancipatrice, condition instamment requise pour envisager l'émergence des peuples africains en général, et, singulièrement, les Congolais. En effet, une des stratégies de manipulation des peuples consiste à les empêcher de se connaître eux-mêmes dans leur situation réelle. Kabongo nous invite à un exercice intellectuel : si nous voulons comprendre les raisons de nos incompétences récurrentes, des faillites successives de nos gouvernances, des échecs répétés des promesses politiciennes... si nous nous voulons comprendre le paradoxe congolais (l'extrême pauvreté sur une terre scandaleusement pourvues de ressources exploitables)... il nous faut chercher la réponse chez MK. Il s'est investi dans cette œuvre de démystification des stratégies et savoirs coloniaux par la *remise en question comme base de la décolonisation mentale*.

En effet, MK avait prédit l'échec de la construction de la Nation congolaise pour avoir épinglé ces goulots d'étranglement.

L'ouvrage se structure en plusieurs parties et est subdivisé en 7 chapitres. Le premier chapitre, dans la partie Connaître son histoire, porte sur le pourquoi de la colonisation belge, hier, aujourd'hui et demain si on analyse les paramètres actuels restés inchangés. Le tout commence par la traite négrière qui fonde les prémises des premières accumulations du capitalisme, avec ses 4 siècles de massives déportations des Noirs d'Afrique pour les plantations dans

l'Amérique. Cette première étape du capitalisme contribuera à l'enrichissement de l'Europe. La deuxième étape est marquée par la colonisation qui consiste en l'occupation par le pays colonisateur d'un espace territorial lointain, avec droit d'y disposer à sa guise des ressources tant matérielles qu'humaines. Pour la RDC, il y a d'abord la fondation de l'Etat que la Conférence de Berlin attribue comme propriété privée à un homme, Léopold II, Roi des Belges qui le remet en héritage à la Belgique qui, après hésitation, s'emploiera à systématiser le système léopoldien d'exploitation coloniale. Il s'en est suivi 8 décennies de déculturation et de dépossessions matérielles.

Le colonisateur jette alors les bases d'une colonisation mentale qui permettra et fera consolider puis perdurer l'exploitation matérielle des peuples colonisés et soumis à une paupérisation massive et croissante. Les Belges voulaient bien pérenniser leur présence sur cette terre qui devrait constituer pour eux une seconde patrie, selon les souhaits bien exprimés par Léopold II.

C'est durant cette période que le colonisateur choisit d'implanter un système éducatif visant à préparer les instruits à la soumission, au respect et à la crainte de l'homme blanc. Ces colonisés formés vont constituer l'élite politique de l'indépendance. Le système éducatif qui les a formatés, c'est le même qui a été irrationnellement maintenu jusqu'à ce jour ! Le même système économique faisant dépendre le pays de la rente essentiellement minière continue jusqu'à ce jour.

L'église catholique universalisée, un des 3 piliers du système colonial depuis Léopold II, exerce toujours sa forte influence et reste toujours collée au pouvoir métropolitain néocolonial, l'évangélisation ayant été effectuée comme « *un moyen politique sûr pour l'assujettissement psychologique des colonisés* » dont on a

combattu les spiritualités ancestrales au profit de l'emprise spirituelle occidentale, appuyée par la force politico-militaire colonial, basée sur une Force publique anti-peuple dont les avatars idéologiques continuent à guider jusqu'à ce jour les esprits des armées nationales érigées sur ses cendres.

Pour complètement dépersonnaliser les colonisés, l'administration coloniale entreprendra de broyer toute forme d'intelligentsia émergente, en vue de désorienter le peuple et le maintenir dans l'obscurantisme et l'aliénation : Kimpa Vita, Simon Kimbangu, Patrice Lumumba, Pierre Mulele, LD Kabila... en ont fait les frais. Kabongo relève les moyens de viol de conscience décrits par MK qui situe l'origine de cette philosophie coloniale dans la Bulle papale qui, en 1452, sanctifiait la traite esclavagiste à l'encontre des Noirs. Eviter toute forme de familiarité avec les Noirs afin qu'ils ne découvrent pas les faiblesses des Blancs. A l'indépendance, MK dénonce le contrôle politique de l'Afrique à travers des formes d'Etat et des constitutions imposées. Sur ces caricatures politiques dites démocratiques, MK s'interroge: « *Devons-nous nous leurrer d'être en démocratie parce que nous avons une constitution donnée par l'étranger pour garantir ses intérêts ? (...) En effet, les constitutions qui ont donné naissance à nos Etats et qui les régissent, ne sont-elles pas inspirées par leurs intérêts et par leur philosophie ?* » EKM en conclut que l'histoire a donné raison à MK car, depuis que la Constitution authentique de Luluabourg avait été bafouée, toutes les autres constitutions faites, en leurs langues, par les Occidentaux et leurs suppôts locaux ont, non seulement obstrué la construction de la Nation congolaise mais ont, en revanche, favorisé une exploitation scandaleuse des ressources locales.

En matière d'organisation économique, souligne Kabongo, MK dénonçait déjà le système économique libéral nous imposé, en nous

classant, dans le Système Monde, dans la catégorie des pays sous-développés ayant besoin d'aide et vivant de la rente essentiellement minière. En cela, nous sommes réduits à une forme nouvelle d'esclavage car on extrait nos matières par des étrangers qui les revendent sans nous et en leur monnaie, tout en se réservant le droit de nous laisser les miettes qu'ils veulent bien nous remettre, sous plusieurs formes : impôts, dons ou aide pour le développement. Or, indique l'auteur, « *s'accaparer des modes de production d'ailleurs est une aliénation massive et globale qui perpétue l'exploitation* ». Et MK l'avait bien prédit : « *Un pays dont l'infrastructure économique capitaliste était demeurée intacte et les industries en activité pour exporter du cuivre, du diamant, de l'or, de l'étain... était placé dans les conditions de se laisser exploiter plus qu'avant l'indépendance* ».

Voilà donc ce que nous sommes : évolués d'hier mués en élites d'aujourd'hui, tous trempés *dans l'indifférence la plus coupable face à la situation économique-sociale fortement délabrée où plus de 90% des Congolais vivent en dessous du seuil de pauvreté, et cela pendant plus de cinq décennies* ». La clique d'individus qui confisque le pouvoir prend dès lors le pays en otage. L'élite sous-développée culturellement, mentalement et techniquement ne manifeste aucune volonté de s'en sortir, bien au contraire. Une telle élite, dépendante, se complait dans la continuation de la totalité du système hérité de la colonisation, entraînant tout le monde, masses comme élites, à un massif abrutissement collectif. Le danger encouru, c'est que « *quand les populations humaines sont surexploitées pendant trop longtemps (et cela fait 123 ans que l'Etat prédateur dure, avec sa cohorte d'exploitation économique, de répression politique et d'oppression culturelle), ces populations exploitées... sont traumatisées, elles se dépolitisent, s'abrutissent dégénèrent et finissent par se cantonner dans la sphère des peuples inutiles...* » . L'issue n'est possible que dans une ferme volonté

collective de RENOUVEAU NATIONAL, une révolution interne totale.

La pensée de MK qu'analyse Kabongo Malu est produite à partir de la réalité nationale qui était marquée par des événements politiques, socioéconomiques et culturels douloureux pour les masses congolaises. Cependant, comme l'ont souligné plus tard, à la suite de MK, d'autres chercheurs congolais (Elikya M'Bokolo, Ndaywel, Kankuenda, Nzongola [Voir recension dans ce numéro], Kambayi Bwatshia...), cette situation est consécutive au maintien, après l'indépendance jusqu'à ce jour, de l'Etat léopoldien avec son système de prédation consolidé par la colonisation belge et pérennisé, avec la complicité de ceux que Kabongo Malu appelle « *des Léopold II nègres* », dont deux ont zombifié le peuple congolais durant 50 des 59 ans de notre souveraineté statutaire.

L'Etat congolais est donc resté tragiquement le même, hier comme aujourd'hui. Les mêmes observations faites sur la gestion de Léopold II se reproduisent à ce jour quand l'on observe la réalité congolaise. On y décrit toujours un tableau sombre : tyrannie étatique, prédation renforcée, mutineries, rébellions à tendance sécessionniste, occupation onusienne, prolifération des partis et regroupements politiques, interminables négociations débouchant toutes sur le partage du gâteau national, tracasseries étatiques, misères toujours plus profondes, chaque nouvelle journée s'annonçant pire que la veille, etc.

MK avait bien prédit cette situation en soulignant qu'en « *l'absence quasi-totale d'une élite nombreuse, expérimentée, influente et dévouée à la cause nationale* », la confusion et le chaos ne pourront que s'aggraver, comme c'est le cas à ce jour ! Or, pour lui, écrit EKM, « *la construction nationale devrait être activée par une triptyque encore et toujours inexistante : une élite nationale*

nombreuse et dévouée à la cause nationale qui éduque idéologiquement en le politisant un peuple mature d'où serait générée une classe moyenne détentrice des moyens de production ».

La carence de l'élite est tristement observée à ce jour. A la suite de MK, Ilunga Kabongo, Justin Kankuenda, Alexis Mbikayi, Bongeli... ont toujours posé la question de savoir si le Congo avait vraiment des *intellectuels*, conçus ici comme corps d'élite pensant collectivement la réalité nationale. voyons ce qui se passe en termes de débats sur la situation du pays, les vedettes de la pensée... quand les universitaires se querellent pour des autonomies disciplinaires héritées de Lovanium ou de l'UOC, toutes universités coloniales, ou encore, ce qui est plus dangereux, sur les puretés tribales... On ne perçoit aucune réflexion sérieuse sur le devenir national : système politique approprié pour le pays, système électoral approprié, modèle économique approprié, système éducatif stimulant, politique de recherche scientifique, stratégie de défense nationale...

A ce propos EKM tranche : devant la réalité actuelle du pays, *le paradigme explicatif postulé par MK pour justifier la stagnation du Congo, à savoir l'absence d'une véritable élite nationale, garde sa vigueur opératoire et explicative*. Ce que MK avait relevé dans les années 60 se concrétise en pire de nos jours.

En l'absence de sursaut idéologique nationaliste, l'avenir n'est pas seulement sombre, mais fortement compromis car le pays cessera d'être. Or, tout montre qu'on est loin de procéder à la remise en question recommandée par MK. on s'aliène plus au même Occident qui nous miroite toujours son *way of life* . Et pour MK, notre responsabilité est engagée : plutôt que de s'en prendre aux autres qui sont dans leur droit de défendre leurs intérêts, reprochons-nous de ne pas pouvoir en faire autant. Le paradigme

culturel devrait donc l'emporter sur le paradigme impérialiste ! Et pourtant, le Congo est dans une situation de forte régression culturelle. EKM stigmatise l'incompréhensible indifférence des pseudos élites en se référant à Ndaywell qui a parlé d'elles comme ressemblant aux singes qui ont des gros yeux mais refusent de voir, de grosses bouches mais décident de ne pas parler et de grosses oreilles mais refusent d'entendre. Pourtant, l'histoire des peuples est œuvre humaine, essentiellement des élites. Quand celles-ci choisissent de ne pas s'impliquer, la société recule dangereusement quand les autres avancent.

Les élites au Congo-Kinshasa : les évolués d'hier et d'aujourd'hui

Voilà donc un pays grand sans élite intellectuelle, s'écriait MK, ce qui explique ses misères postcoloniales. Mabika part des faits historiques vécus pour y extraire une philosophie. Il se réfère donc à l'histoire de son pays, non pas comme chronologie des faits nombreux et diversement significatifs, mais comme choix des faits significatifs et dramatiques qui orientent le cours de l'histoire vers un avenir sombre, en l'absence d'une intervention volontariste des élites pour un renversement du cours des choses.

A ce sujet, il y a l'absence d'une élite des élites, de l'intellectuel des intellectuels. Il y a la politique de valet et de mendicité pratiquée par les gouvernements successifs.

Kabongo livre la perception kalandienne toujours d'actualité de la pseudo élite congolaise, faite des évolués et des universitaires et déracinés.

Formés pour servir le Blanc, le réflexe normal est aux singeries de l'homme blanc mystifié à outrance. MK rêvait d'un homme fort pour élever le pays. Mais deux jours avant la fin de la rédaction de

son ouvrage, Mobutu prenait le pouvoir ; MK sera plusieurs fois son ministre. C'est lui qui a même inspiré la politique du recours à l'authenticité. Cependant, il a fini par constater que l'homme n'était rien de plus qu'un parfait évolué (Belge à peau noire), à l'instar de ce qu'il avait décrit plus tôt : ces évolués d'hier comme d'aujourd'hui, « *ce sont des individus généralement détenteurs de diplômes universitaires, mais qui ne pensent qu'à leurs carrières et au confort individuel, sans un regard pour la condition de leurs compatriotes appelés, avec condescendance la masse populaire* ». *Ces élites inconscientes et donc intrinsèquement irresponsables devant leur peuple, sont un danger pour la société congolaise que par ailleurs elles abandonnent politiquement, économiquement et spirituellement dans les mains étrangères et, de surcroît, profitent de la déperdition sociétale pour s'enrichir ! Ces pseudos élites qui écument toutes les berges du Fleuve Congo en criant haut et fort leur patriotisme et leur amour pour la paix, sont toujours promptes à collaborer avec l'étranger, à se mettre à son service : qu'il soit Belge, Chinois, Indien... pour brader l'intérêt national »*. Soulignons l'émergence d'autres étrangéités africano-asiatiques tels tous les pays voisins, les Libanais, les Indo-Pakistanaïsi... (p. 177).

Par la suite Kabongo développe d'autres thèmes kalandéens en rapport avec les élites en RDC . Il relève les tares de la culture bantoue, le background sociologique du Congolais, l'impact de la colonisation et des mentalités bantoues sur la performance historique des évolués... Tous ces thèmes sont aromatisés des citations tirées de *La Remise en question, base de la décolonisation mentale*.

Kabongo souligne que le pays a besoin d'une *révolution culturelle* pour la prise en charge de la reconstruction de notre histoire sous la houlette des élites nationales acquises à la cause nationale. D'où le recours à cette phrase de MK aux élites : «

Ressaisissez-vous et prenez votre place de conducteurs des masses. En cas d'échec, vous assumerez une grande responsabilité devant l'histoire et devant le monde. Les générations futures ne vous pardonneront jamais, car vous êtes les premiers responsables de la crise qui sévit au Congo-Kinshasa ».

Les difficultés à gérer correctement la RDC résulte du déficit de la *conscience historique* dans le chef des Congolais. En effet, en plus de la perte de la mémoire collective à la suite de 5 siècles de traite négrière, il y a la déstructuration de la personnalité culturelle, œuvre de la colonisation léopoldienne et post léopoldienne (belge et congolaise). Ce qui explique les replis identitaires tribaux qui constituent l'antithèse même de la construction nationale.

Ce défaut de dépassement des interminables querelles politiciennes autour des questions bénignes et donc stériles font que les Congolais n'ont pas la conscience d'être embarqués dans un même bateau. Faisant l'économie des dialogues inter-congolais depuis 1960, EKM en dénombre 25 regroupés dans une série de 7 cycles qui n'ont débouché sur aucun résultat dans le sens de l'amélioration du vécu quotidien des masses populaires dont la misère ne fait que s'aggraver. Cependant, ces interminables négociations ont permis de garder une relative et vague stabilité politique, ouvrant ainsi la voie à une prise en otage fragilisante du peuple par une classe politique sans idéal ni vision.

Pour MK, l'échec de ces dialogismes à l'infini était prévisible. D'abord, parce que les conflits surgissent à partir de rien ; ensuite, partout où surgissent ces conflits, écrit MK, « *il y a la présence étrangère, intéressée, vigilante et impitoyable pour mettre à contribution nos vies et nos faiblesses.* » Poussés par l'extérieur essentiellement intéressé par nos ressources ainsi que notre position stratégique au centre de l'Afrique, les Congolais se réunissent sans

grande conviction et s'exposent ainsi à de fatales ingérences extérieures.

Un peuple sans conscience historique partagée ne présente pas une homogénéité conceptuelle sur le destin commun. D'où le manque de confiance des uns envers les autres, ce qui affaiblit toute action de défense commune face à des adversaires déterminés.

Toute cette matière se trouve, dans l'ouvrage de Kabongo Malu, lubrifié par des phrases prédictives de MK.

Depuis 1960, le Congo a connu des sécessions, des grandes rébellions, plusieurs assassinats d'hommes politiques pro et anti occidentaux, des découpages en provincettes ou provinces tout court, des interventions onusiennes, des agressions extérieures (mêmes des minuscules voisins plus intelligents et stratèges), des dialogues, des adhésions inconditionnelles à des traités internationaux, d'intenses pillages de ses ressources, des ajustements, des milices armées... L'Etat au Congo est vraiment devenu défaillant en tout, mis sous tutelle internationale. N'ayant pu conformer l'appareil étatique hérité de la colonisation à la satisfaction des besoins nationaux.

Pour repérer cette absence de conscience nationale, MK pose une série de questions fondamentales (pp336-338). Il montre que déjà à l'époque coloniale, des stratégies avaient été montées pour empêcher les Congolais de monter des affaires. Il y a ensuite des stratégies impérialistes empêcher l'émergence d'un Congo capable de défier la suprématie blanche d'Afrique du Sud.

Ces éléments ont fait que les Congolais aient été empêchés de nourrir d'ambition de devenir capitaine d'industries productives des biens. Or, selon MK, il est pratiquement impossible de construire

une économie nationale sans une classe des hommes d'affaires locaux.

Pour conclure, je recommande de lire ce beau livre d'EKM sur le beau livre de MK. Les lecteurs qui feront l'exercice découvriront plein de belles leçons de l'héritage *kalandien* dont le Congo d'aujourd'hui a grandement besoin pour s'émanciper de la tutelle culturelle occidentale.

ANNEXE 3

LUS POUR VOUS

MUKWEGE aux universités congolaises: «c'est à nous d'écrire une nouvelle page de notre histoire à l'encre de nos intelligences et de notre sueur»

Actualite.cd

par Priska Lokale , le 11 mars 2020

Profitant de la réception de son titre de Docteur Honoris Causa en Sciences de la santé de la Faculté de Médecine de l'université Protestante au Congo (UPC) en reconnaissance de sa lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre et le plaidoyer pour les droits de la femme, Dr Denis Mukwege Mukengere a profité pour interpeller les universités congolaises sur le rôle en ce moment de l'histoire de la RDC.

« La crise actuelle est aussi un défi et une opportunité. Les universités et les intellectuels ont un rôle déterminant à jouer pour trouver des solutions à cette crise. Ils devront mettre la main à la patte, faire des propositions (...). Ce ne sont pas des universités étrangères, rassurez-vous, ce ne sont pas d'autres peuples qui résoudre nos problèmes à notre place. Elles peuvent certes nous aider, mais nous devons d'abord assumer notre part de responsabilité », a-t-il déclaré.

Selon lui, l'université doit dépasser le rôle premier de transmission du savoir.

« Je le souligne, chers compatriotes, notre responsabilité est énorme. Il n'est pas question de se jeter la responsabilité. Chaque Congolais doit se mettre debout comme le dit notre hymne national pour changer notre pays. L'université et les universitaires ont un devoir, le plus noble des devoirs, celui d'éclairer notre nation. C'est à nous, c'est à vous, d'écrire une nouvelle page de notre histoire à l'encre de nos intelligences et de notre sueur (...) », a-t-il ajouté.

Le travail à faire, selon lui, est également celui axé sur l'édification d'une mémoire collective.

« Nous devons nous engager, transmettre aux générations à venir une mémoire de dignité mais pétrie par les épreuves et l'espérance. Voilà le chemin que je vous propose pour enfin, conquérir notre destinée. C'est un chemin collectif, de l'audace, de la prospérité», a encore dit le Prix Nobel de la Paix.

Contexte

Prix Nobel de la paix, Mukwege est reconnu comme l'un des spécialistes mondiaux du traitement des fistules. C'est à ce titre qu'il a déjà reçu plusieurs dizaines de prix et autres récompenses à l'échelle internationale.

Médaille Wallenberg de l'université du Michigan (USA), Chevalier de la Légion d'honneur (France), Prix des droits de l'homme des Nations Unies (2008), Prix Olof Palme (2008), Right Livelihood Award (2013), Prix Sakharov (2014), Denis Mukwege est également Docteur Honoris Causa de plusieurs établissements universitaires comme l'Université d'Angers (France), de l'université d'Umeå (Suède), de l'Université d'Anvers (Belgique), de l'Université de Liège (Belgique), etc.

